TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 9427 — 20 PAGES — DERNIÈRE ÉDITION — VENDREDI 9 MAI 1975

La Chine va nommer un ambassadeur auprès de la C.E.E.

LIRE PAGE 20



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 14 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 45 rls. ; Italie, 250 L. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,85 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 15

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

ENTENDANT PRÉSERVER LE PAYS DE TOUTE INFLUENCE ÉTRANGÈRE

La révolution cambodgienne se radicalise

L'énigme khmère

La révolution khmère est-elle mal partie ? La question, à l'évidence, doit être posée, surtout si l'on compare la situation au Vietnam du Sud et au Cambodge.

A Saigon aujourd'hui, comme voici trois semaines à Da-Nang ou à Hué, c'est un pouvoir révolutionnaire sûr de lui, en pleine maturité, qui s'installe, administre la population, fait fonctionner l'économie, encadre sans le brusquer un peuple qui a subi pendant des années une influence occidentale, désarme sans brutalités apparentes les soldats de l'ancien régime. Jusqu'à présent aucune erreur ne semble avoir été commise. Les réfugiés regagnent librement leurs villages. Les marchés urbains sont approvisionnés. Aucun étranger n'est inquiété et des Américains se prélassent aux terrasses des cafés. Pendant ce temps, Hanoï semble préparer à sa façon la réunification des deux sociétés, en rendant moins austère la vie au Nord.

A une heure d'avion, dans cette même Indochine révolutionnaire qui a proclamé à plusieurs reprises son unité, un autre monde apparaît, assurément moins souriant. Les Khmers rouges se coupent totalement de l'étranger — alors même que les Vietnamiens demandent une aide extérieure et accepteraient des investissements libres de conditions politiques. Ces mêmes Khmers, depuis leur entrée dans Phnom-Penh, se conduisent de façon étrange. Pourquoi avoir vidé la capitale de tous ses habitants ? Au nom de quel dogme ?

Phnom-Penh était pourtant une ville accueillante pour eux, bien plus que Saigon ne l'était pour le G.R.P. Ils y disposaient de réseaux puissants et d'amis actifs. Or ceux-ci n'ont pas non plus été épargnés. Il aurait été naturel que l'énorme masse de réfugiés fût renvoyée dans les zones rurales. Mais pourquoi faire subir au reste de la population le purgatoire de l'exil, alors que l'impact américain a été quasiment nul sur la vie quotidienne au Cambodge ? L'influence française restait certes importante, et, en ce sens, la décolonisation n'était pas achevée. Elle ne l'est pas non plus au Vietnam du Sud, où pourtant les réactions sont différentes.

La révolution khmère est jeune, trop jeune sans doute. N'oublions pas qu'elle a été en grande partie provoquée non par Hanoï, mais par les Américains, dont l'autorité, après le putsch de droite de 1970, s'est abattue sur une population paysanne sans cadres, qui ne se trouvait pas, sauf en quelques districts, en situation pré-révolutionnaire et qui fut jetée sans préparation dans le combat. Les Vietnamiens ont, de leur côté, près de cinquante ans de pratique derrière eux.

Le Front national uni du prince Sihanouk a aussi été composé d'éléments très divers : outre le prince et ses amis, il comprend de vieux routiers révolutionnaires, dont beaucoup gagnèrent Hanoï en 1954, des intellectuels marxistes ayant longtemps vécu à l'étranger, des hommes de gauche ayant pris le maquis dans les années 60. Il ne s'agit pas d'un milieu homogène. De plus, il fallait tout apprendre — la façon de faire la guerre, la manière de politiser les paysans — et tout imaginer pour l'avenir, et ce dans un « bain » nationaliste extrêmement pointilleux, qui paraît actuellement tourner à une solide rancœur à l'égard de l'étranger.

[illegible] mouvement révolutionnaire [illegible] semble ainsi s'éloigner de [illegible] monde des non-alignés dont il [illegible] pourtant cessé de se réclamer. [illegible] dogmatisme anonyme — car [illegible] dirige, et quel est le rôle, par [illegible] exemple, de M. Khieu Samphan ? [illegible] risque de faire perdre aux Khmers rouges l'important capital de sympathie qu'ils avaient [illegible] pendant cinq ans de lutte [illegible].

Les derniers réfugiés de l'ambassade de France sont arrivés en Thaïlande

Les témoignages des journalistes et des autres personnes évacuées du Cambodge confirment que la révolution khmère prend un tour très radical.

Phnom-Penh a été vidée du 17 au 20 avril de toute sa population. Le gouvernement royal entend apparemment préserver le pays de toute influence étrangère. Le prince Sihanouk, dans une interview à El Moudjahid, *affirme que le Cambodge refusera toute proposition éventuelle de dédommagement par les Américains.* « Nous préférons panser nous-mêmes nos blessures », *dit-il, ajoutant que* « sa présence dans le pays n'est pas indispensable ».

Tous les étrangers qui avaient trouvé refuge à l'ambassade de France ont été évacués. Le second convoi a pénétré en Thaïlande jeudi 8 mai. Il comprenait deux cent trente Français (dont cent trente d'origine indochinoise), deux cents Pakistanais et cent vingt personnes de nationalités diverses. M. Dyrac, vice-consul de France, était parmi eux, et l'ambassade est maintenant fermée. L'envoyé spécial du gouvernement français chargé de superviser l'opération a indiqué que le convoi avait ramassé en route des étrangers résidant depuis longtemps au Cambodge. Il reste encore quelques Français dans le pays, « mais beaucoup sont plus cambodgiens que français », *a-t-il indiqué.*

Nous publions ci-dessous la première partie d'un article dans lequel notre envoyé spécial, qui se trouvait alors à Phnom-Penh, relate l'entrée des Khmers rouges dans la capitale cambodgienne.

Comment Phnom-Penh fut conquise

De notre envoyé spécial PATRICE DE BEER

Bangkok. — C'est à peu près à 8 heures et demie, le jeudi 17 avril, que les premiers soldats de l'armée de libération, les F.A.P.L.N.K., sont arrivés devant le bâtiment de l'ambassade de France à Phnom-Penh située à l'extrémité nord de la capitale. Depuis plus d'une heure, les échanges de coups de feu s'étaient poursuivis dans ce secteur entre les derniers résistants républicains et les unités avancées des forces de libération. Très vite, certaines positions avaient arboré le drapeau blanc. Des soldats s'étaient ralliés ou avaient pris la fuite en abandonnant armes et uniformes. Certains ralliés de la dernière minute retournaient leurs armes. Un camion républicain, muni d'un grand drap blanc, enfila à toute vitesse le boulevard Monivong sous les applaudissements des premiers badauds.

Tous ceux qui n'arboraient pas ce symbole blanc — à la fois signe de reddition et emblème distinctif des révolutionnaires que nous avons vus partout jusqu'à notre départ, deux semaines plus tard — se faisaient tirer dessus. Ainsi, ce général à deux étoiles, sans doute le major-général Thong Van Fanmoeung, représentant l'armée de terre dans le comité suprême, mis en place quatre jours plus tôt : il arrive devant la porte de l'ambassade, dans sa Mercedes blanche, accompagné de quatre gardes, pour demander asile. Pendant que son ordonnance montait sur les grilles pour attirer l'attention, criant : « *Nous avons quelque chose à vous dire* », un projectile antichar passa au-dessus de la voiture. Le général s'enfuit tellement vite qu'il abandonna, sur le trottoir, un de ses gardes.

Il se rendra aux vainqueurs plus tard. Un député, l'air misérable, et mort de peur, arriva peu après à vélomoteur, une valise ficelée sur le siège arrière. Il pleura pour obtenir asile. En vain.

Les drapeaux blancs fleurissaient partout. Les cris de joie de la foule résonnaient de plus en plus fort. Des gens arrivaient en cortège. On faisait fête aux premiers soldats portés en triomphe, étonnés, parfois inquiets, de ce qui leur arrivait, eux les paysans, qui n'avaient jamais vu une ville, et à qui la capitale, le bastion de la République, s'offrait sans combat. Vêtus de noir, portant une casquette de la même couleur, équipés le plus souvent de matériel américain — le M-16 était beaucoup plus répandu que l'AK-47, — ils souriaient au pied du monument aux morts, un des derniers symboles de la colonisation française, avec son « poilu ». « *C'est bon, c'est la paix, il n'y a pas de problèmes* », entendait-on partout.

Certains nous prenaient à part pour nous crier leur joie. « *Nous sommes tous des Khmers, il n'est pas question de couleur. Vive la paix !* » On entendait encore des coups de feu plus loin, vers le centre de la ville, alors que se déchaînaient les mouvements d'enthousiasme. Les premiers réfugiés, surtout ceux qui avaient fui les combats au cours des trois derniers jours, reprenaient spontanément la route pour rentrer chez eux. La guerre était finie.

Pendant ce temps, dans d'autres quartiers de Phnom-Penh, les maquisards, tapis aux portes de la ville, et qui attendaient ce moment depuis cinq ans, entraient eux aussi sans guère rencontrer de résistance.

(Lire la suite page 3.)

LES RETOMBÉES D'UN DISCOURS « EXPLOSIF »

Un réquisitoire de M. Ali Aref contre l'Ethiopie affecte les relations entre Addis-Abeba et Paris

Une certaine tension règne entre Addis-Abeba et Paris à la suite d'un violent réquisitoire contre l'Ethiopie prononcé à Djibouti par M. Ali Aref. Dans son discours — qui remonte à la fin mars, mais dont le texte ne fut connu qu'avec retard par les autorités françaises, — le président du conseil de gouvernement du Territoire français des Afars et des Issas prend notamment position en faveur des rebelles de l'Erythrée, où les Afars sont nombreux. Le gouvernement éthiopien, indique notre envoyé spécial à Addis-Abeba, a élevé une protestation auprès de l'ambassade de France.

A Paris, M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, rendant compte de son récent voyage à Djibouti, a déclaré devant le conseil des ministres du mercredi 7 mai que « la majorité de la population souhaitait rester française, comme les derniers scrutins l'avaient d'ailleurs montré ». M. André Rossi, porte-parole du gouvernement, a fait savoir, à l'issue du conseil, que le consul de Somalie à Djibouti — dont le rappel avait été demandé par Paris — avait quitté le Territoire il y a quelques jours.

De notre envoyé spécial

Addis-Abeba. — On ne dissimule pas, dans les milieux proches du Comité militaire provisoire éthiopien, une certaine satisfaction, après le rappel, demandé par la France, du consul de Somalie à Djibouti (*le Monde* daté 4-5 mai). « *Compte tenu des conditions de l'enlèvement de son ambassadeur à Mogadiscio, Paris pouvait difficilement faire moins* », murmure-t-on, en privé, à Addis-Abeba.

Pourtant, si ce témoignage de « *fermeté* » est apprécié par les Ethiopiens, qu'inquiète « *l'activisme somalien* » au sujet de Djibouti, il n'est pas certain qu'il suffise à effacer l'effet désastreux produit récemment par ce que l'on appelle ici « *l'affaire Aref* ».

Prenant la parole le 21 mars dernier à Djibouti devant trois mille cinq cents personnes rassemblées au cinéma Le Paris, à l'occasion d'une élection partielle, le président Ali Aref avait prononcé, en langue afar, un long réquisitoire anti-éthiopien. Ce discours qui, semble-t-il, avait échappé aux autorités françaises du T.F.A.I. (1) a suscité une vive émotion à Addis-Abeba, où circulent plusieurs transcriptions intégrales. Exaltant l'unité du peuple afar, dont la majorité des membres (deux cent mille personnes environ) vivent en Ethiopie, M. Ali Aref s'était écrié : « *Aujourd'hui, les Afars sont nombreux en Ethiopie, et la Somalie n'ignore pas cette situation. Nous sommes partout sur la côte, à Assab et à Massaoua, à l'intérieur, dans l'Aouache. Maintenant, à Djibouti, se dessinent les formes d'un gouvernement afar, et il faut continuer dans ce sens pour créer totalement ce gouvernement. Je veux que tous les Afars d'Ethiopie se réunissent autour de moi dans ce but !* »

Protestant violemment contre la réforme agraire en Ethiopie, qui aboutit à redistribuer les terres des Afars éthiopiens, et surtout celles de leur sultan, le richissime Ali Mirah, M. Aref avait ajouté : « *Les Ethiopiens distribuent nos terres afars, mais nous nous battrons, et s'il le faut jusqu'à la mort, pour récupérer nos terres.* »

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

(Lire la suite page 5.)

(1) Il semble que ce soit le consulat d'Ethiopie à Djibouti qui ait signalé au haut commissariat français le discours « explosif du président Aref.

8 mai

8 mai 1945, le IIIe Reich capitule et la seconde guerre mondiale s'achève enfin en Europe.

8 mai 1945, la France réprime durement une émeute nationaliste dans le Constantinois.

Pour n'être pas de la même dimension, les deux événements, ainsi rapprochés, ne sont pas sans liens profonds ni leçons encore actuelles. A la dernière grande guerre civile européenne, laissant exsangue le vieux continent et affaibli son prestige outre-mer, allaient vite succéder les premières guerres civiles coloniales. Aux millions de morts allaient s'ajouter des millions de morts plus inutiles encore ; aux réfugiés jetés dans des camps ou sur les routes, d'autres réfugiés ; aux tortures, d'autres tortures qui, plus encore que les tueries, resteront la honte de ce siècle civilisé ; au racisme, un autre racisme.

Les dieux ont toujours soif ; les hommes n'avaient rien appris.

Car c'est bien l'Europe civilisée qui, par deux fois en un demi-siècle, s'est fait la guerre à elle-même, sans que beaucoup de voix s'élèvent pour s'en indigner, sans que personne ou presque s'aperçoive à temps que le suicide du vieux continent allait abandonner la place et la puissance à de nouveaux empires. C'est la vieille Europe chrétienne qui, dans l'ignorance ou le mépris des autres races, des autres cultures, des autres religions, a livré tant de combats perdus en Asie et en Afrique, et s'étonne ensuite que ces peuples veuillent tour à tour retrouver leur identité et leur dignité.

Mais que d'exigences encore à leur égard ? Alors qu'hier les puissances occidentales menaient des guerres coloniales ou étrangères par les moyens les plus cruels, on veut croire que tel pays est en proie à la « barbarie » ; de jeunes soldats en guenilles on attend sans doute qu'ils se conduisent en gentlemen, tout comme ceux qui leur ont livré une guerre sans merci, tuant, « napalmant », torturant. A ce degré, plus que d'anticommunisme, toujours concevable, il s'agit, consciemment ou non, de racisme, impardonnable tant il a fait commettre d'injustices et d'horreurs depuis cinquante ans.

J. F.

(Lire la suite page 5.)

LE VINGT-CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DU « PLAN SCHUMAN »

L'AUBE DE L'EUROPE

par PIERRE URI

« Ce mercredi 9 mai, à 17 heures, au salon de l'Horloge du Quai d'Orsay, le ministre des affaires étrangères fera une importante déclaration. » Dans la salle pleine à craquer, un homme grand et frêle, de sa voix sourde et avec son accent de l'Est, donne connaissance du document qui va courir immédiatement sur tous les téléphones et les antennes du monde. Robert Schuman était la droiture, la conviction intrépide : il en tirait ce sang-froid dont il avait fait preuve comme président du conseil confronté à une grève générale en 1947.

Pour mesurer le sens de ce qui venait de se passer, il faut se reporter à l'époque, que les jeunes d'aujourd'hui ont peine à imaginer. Il y avait à peine cinq ans qu'on était sorti de la plus horrible des guerres. L'Allemagne avait bien un gouvernement, mais il n'avait pas recouvré sa souveraineté. Il avait besoin, en politique étrangère, de l'accord des trois commissaires alliés. La Ruhr était administrée par une autorité internationale dont Alain Poher était le représentant français. La Sarre était placée sous le protectorat de Gilbert Grandval. Une conférence allait se tenir à Londres pour décider du relèvement du niveau accordé à l'Allemagne dans sa production d'acier.

Un an avant, dans le jardin de Jean Monnet (1), une rencontre à bâtons rompus, sans instructions, sans ordre du jour, le réunissait, accompagné d'Etienne Hirsch et de moi-même, avec son homologue britannique, Edwin Plowden, qui avait amené Robert Hall, conseiller économique du gouvernement de Sa Majesté. On avait noté, au passage, qu'on en était venu à oublier l'Allemagne.

Depuis, l'esprit de Jean Monnet n'avait pas cessé d'être en mouvement. Et puis l'idée s'est fixée un week-end de 1er mai. Il avait avec lui Etienne Hirsch et Paul Reuter, le juriste. Trois thèmes : les rapports franco-allemands ; le charbon et l'acier, choisis pour leur valeur symbolique comme moyens de la guerre et de la paix ; l'autorité supranationale. Un premier papier était esquissé. Le lendemain, Monnet m'appelle, me le montre. Je dis : « Cela change tout, tout retombe en place : la souveraineté allemande, la Sarre. » Sur le dessein économique, une mise au point restait nécessaire : la fusion des marchés plus qu'une organisation dirigiste, des conditions assurant par elles-mêmes le niveau de productivité le plus élevé. Je suis chargé de récrire. Bernard Clappier, directeur du cabinet de Robert Schuman, nous rejoint. Il voit immédiatement l'immense perspective ouverte, la gigantesque partie de quitte ou double qui s'offre à son patron.

(Lire la suite page 4.)

(1) Jean Monnet était alors commissaire général au Plan, Etienne Hirsch, commissaire adjoint et Pierre Uri, conseiller économique et financier du commissariat.

AU JOUR LE JOUR

PARADOXE

Normalement, les autorités gouvernementales devraient se réjouir de la grève du tabac. Elle est de nature à conforter la campagne anti-tabagique qui se déroule depuis quelque temps. La dernière cigarette risque de n'être pas un mythe, mais une réalité aussi désagréable pour les fumeurs que pleine de vertu pour la communauté. Et si l'on perd l'habitude, par force, il n'est pas forcé qu'on la retrouve l'abondance revenue.

Le malheur est que ce serait fiscalement une catastrophe. L'Etat, dont on rappelait récemment qu'il est le plus grand proxénète et, par le biais du tiercé, le plus grand tenancier de tripot de la nation, est aussi le plus grand trafiquant de drogue.

Le gouvernement s'intéresse à la vertu, mais il s'intéresse aussi au crime parce que lui, au moins, est imposable.

ROBERT ESCARPIT.

LE BICENTENAIRE DES ÉTATS-UNIS

Un pot-pourri historique

Malgré les catastrophes en Indochine, la célébration des fêtes du *bicentenaire des Etats-Unis* a pris, dès le mois d'avril, un départ lent mais houleux, au milieu des *récriminations*, à commencer par celles des milliers de touristes tenus à distance des villes historiques de Concord et de Lexington, d'où partirent les premiers coups de feu de la révolution. Il y a deux cents ans, l'arrivée inopinée des soldats de George III provoqua la légendaire chevauchée nocturne du patriote Paul Revere, alertant les populations par le fameux cri de : « *Les Anglais arrivent ! Les Anglais arrivent !...* »

Mais l'invasion des touristes était attendue de pied ferme depuis de longs mois. Les habitants de ces charmantes bourgades du Massachusetts avaient tout fait pour célébrer tranquillement, en famille pour ainsi dire, ce moment historique, en cherchant d'abord à se faire oublier sur le programme des fêtes. Peine perdue. Tout au plus ont-ils évité le précédent du centenaire lorsqu'en 1875 la tribune officielle s'effondra, entraînant le président Grant dans sa chute. Mais les scènes de bataille entre les Minutemen et les Red Coats ont été jouées récemment à bureau fermé.

A part l'affrontement historique joué avec conviction par les braves gens du coin, ravis de se déguiser en costume d'époque, une courte empoignade oppose la police — elle aussi en uniforme, moins plaisant que les costumes dix-huitième siècle — à quelques protestataires reprochant à la commémoration officielle son caractère « *conservateur et réactionnaire* ». A leur avis, les principes révolutionnaires qui animèrent les colons il y a deux cents ans doivent plus que jamais être réaffirmés face aux nouvelles féodalités financières et politiques.

Fête nationale ou fête révolutionnaire ? La question a été ignorée par les organisateurs qui, en revanche, après six ans de réflexion, ont décidé qu'aucun thème central n'animerait les festivités, laissant ainsi à chaque Etat, ville, bourgade ou hameau le soin de célébrer à sa façon l'entrée de la République dans son troisième siècle d'existence.

HENRI PIERRE.

(Lire la suite page 2.)

AMÉRIQUES

États-Unis

UN POT-POURRI HISTORIQUE

(Suite de la première page.)

L'organisme officiel du bicentenaire (ARBA) distribue les crédits fédéraux pour financer les divers programmes *préparés par les communautés.* Bien entendu la formule a déclenché une vague de mécontentements. Le gouvernement fédéral dépense trop, disent les uns; pas assez, selon les autres... Le bicentenaire est orienté politiquement trop à droite ou trop à gauche... Les gens du Middle-West estiment qu'une part trop belle est faite à la Nouvelle-Angleterre (c'est dans cette région que les choses se sont passées). Philadelphie en veut à Boston d'avoir organisé la grande exposition qu'elle avait prévue, centrée sur la signature de la déclaration d'indépendance. Bien sûr, chaque *minorité* estime qu'on a sous-estimé sa contribution. Des clergymen affirment que le rôle de la religion a été négligé. Enfin les Peaux-Rouges, après réflexion, ne *voient toujours pas ce qu'ils pourraient* bien célébrer en commun avec les Visages pâles...

Peu importe... Les coups de feu fictifs tirés dans les deux villes du Massachusetts on donné le départ d'une *célébration* qui traînera ainsi jusqu'à la fin de 1976 aux quatre coins du pays, et ne comptera pas moins de *six mille événements,* y compris une élection présidentielle. Le programme est varié : livres, ballets, pièces de théâtre, feux d'artifice, restauration de musées, expositions, impressions de timbres, kermesses et défilés... et bien d'autres activités liées en principe à la guerre d'Indépendance. Un train de vingt-cinq wagons, peints aux couleurs nationales rouge, blanc, bleu, circulera dans quarante-huit Etats. Ce « train de la liberté » exposera des documents, objets et reliques du grand passé américain, depuis la copie de la Constitution élaborée en 1787 et toujours en vigueur, jusqu'au chapeau de John Wayne, le grand homme du western, sans oublier la batte de Di Maggio, le fameux joueur de baseball.

« Le bicentenaire appartient à tout le monde », a-t-on dit du côté officiel. D'où cet immense bric-à-brac, ce pot-pourri historique accessible et assimilable pour le plus grand nombre... On voit mal, tout de même, comment établir un lien historique entre les pères fondateurs de la République et l'édification d'une statue d'une oie géante à Summer (Missouri) « *la capitale mondiale de l'oie sauvage* », un concours culinaire pour l'accommodation du piment au Texas, le nettoyage dans l'Arkansas d'un cimetière militaire où sont enterrés des prisonniers de guerre japonais, le festival de l'écrevisse en Louisiane, la peinture de treize mille bouches d'incendie aux couleurs tricolores dans l'Ohio, l'installation de nouveaux égouts à Denver, sans oublier les vingt-quatre Hawaïens qui pagayeront dans leurs canaux jusqu'à Haïti et l'atterrissage d'un engin spécial sur Mars le 4 juillet 1976...

« Si vous croyez au système américain de la libre entreprise, voilà la chance de votre vie », déclarait récemment un des organisateurs à *une entreprise.* En effet, l'exploitation commerciale du 200e anniversaire bat so nplein... Les hommes d'*affaires* sont aussi satisfaits de profiter de cet excellent thème de promotion que *les* organisateurs de vendre des licences de fabrication qui leur rapportent un pour*centage de 4 à 5 % sur la* vente des produits. Ainsi l'ARBA a déjà touché trois millions de dollars d'une centaine de compagnies, ce qui lui donne une certaine aisance *pour financer d'autres projets.*

Le « *buycentennial* » (le centenaire commercial) (1), comme l'appellent ses critiques, s'est développé avec des *résultats* positifs, comme le nettoyage complet de la statue de la Liberté financé par une grande *compagnie* de tourisme, de nombreux programmes historiques à la télévision payés par les grandes sociétés pétrolières, la vente au bénéfice des boy-scouts de chants patriotiques enregistrés pour le compte d'une importante compagnie d'ameublement. Quant aux marchands de glaces, ils ont baptisé leurs produits « *Red coats* » ou encore le « *chocolat fondant de Valley forge* ». L'industrie des souvenirs a déclenché une offensive du « kitsch » centrée sur le thème de « *l'esprit de 1776* », le fameux tableau représentant des soldats ensanglantés marchant vers la victoire au son des fifres et des tambours sur l'air connu de « *Yankee doodle* »... On en voit déjà partout en statues, sur la vaisselle, les verres et les pots, les taies d'oreiller, cravates, écharpes, *plaques d'automobile, ballons captifs* et sous-vêtements des deux sexes. Jusqu'à présent, les organisateurs ne sont pas arrivés ou n'ont même pas tenté d'enrayer la poussée du *mauvais goût. Comme le notait l'un* d'entre eux : « *Après tout un peu de kitsch religieux ou patriotique n'est pas mauvais en petite quantité... Il adoucit les aspects les plus exigeants du patriotisme* ». Mais peut-être est-ce pour réagir contre le *commercialisme excessif* que beaucoup d'Américains procèdent à leur petite célébration individuelle. Ici c'est une famille *qui* se réunit à la veillée pour la lecture collective de l'histoire du pays, là un jardinier plante des géraniums tricolores : « *Jefferson les aimait* » a-t-il dit. Ailleurs enfin une respectable ménagère à court d'idée a repeint consciencieusement sa petite maison du bord de la route en rouge, blanc et bleu...

HENRI PIERRE.

(1) Le jeu de mot porte sur le verbe « to buy », acheter.

Cuba

M. FIDEL CASTRO SE DIT PRÊT A NÉGOCIER AVEC LES ÉTATS-UNIS SI LE BLOCUS COMMERCIAL EST RÉDUIT.

La Havane *(A.F.P.).* — Le sénateur démocrate George McGovern a rencontré le premier ministre cubain, M. Fidel Castro, le mercredi 7 mai dans l'après-midi. L'entretien avait été précédé d'une première prise de contact, non prévue au programme officiel, le premier ministre cubain s'étant joint mardi à un dîner officiel auquel M. McGovern assistait, en compagnie de MM. Carlos Rafael Rodriguez et Raul Roa, respectivement vice-premier ministre et ministre cubain des affaires étrangères. M. McGovern, ancien candidat à la présidence des Etats-Unis en 1972, est le troisième sénateur américain à se rendre en visite à Cuba.

Devant une trentaine de journalistes qui accompagnaient M. McGovern, M. Fidel Castro a déclaré mercredi que son gouvernement était disposé à engager des négociations avec les Etats-Unis *s'ils procédaient à une réduction « suffisamment importante »* du blocus économique de l'île. Il a donné comme exemple la levée de l'interdiction de vente à Cuba d'aliments et de médicaments. Le premier ministre a ajouté que les Etats-Unis avaient déjà fait quelques *« petits gestes »,* comme la levée des restrictions aux déplacements des diplomates cubains aux Nations unies, mais que cela n'était pas suffisant pour l'instauration d'un dialogue. Cuba et les Etats-Unis *« vivent politiquement dans des mondes différents,* a déclaré M. Fidel Castro, *mais ce sont des voisins, et, d'une manière ou d'une autre, ils doivent vivre en paix ».*

M. Kissinger : dans les circonstances actuelles je ne rendrais pas service au pays en démissionnant

Washington *(A.P., Reuter, U.P.I.).* — Poursuivant l'enregistrement d'une série d'interviews pour la chaîne de télévision N.B.C. M. Kissinger a déclaré le mercredi 7 mai que sa démission ne rendrait pas service aux Etats-Unis si elle intervenait maintenant. *« D'un point de vue égoïste,* a-t-il dit, *il eût peut-être mieux valu pour moi que je sois déjà parti. Mais dans les circonstances actuelles, dans une période troublée, quand les gens cherchent à s'orienter et que les pays étrangers nous observent, je pense que ce ne serait pas rendre service au pays que de s'en aller tant que le président a confiance en moi et me demande de rester. »*

« S'il m'arrivait jamais d'avoir un doute à ce propos, je me retirerais très rapidement et sans faire aucune difficulté », a ajouté M. Kissinger, qui a fait en ces termes un bilan des résultats obtenus au cours des six années et demies qu'il a passé comme conseiller de la Maison Blanche ou comme secrétaire d'Etat : *« Si vous considérez ce qui a été réalisé en ce qui concerne la Chine, l'Union soviétique, l'énergie, l'alimentation, mais aussi le retrait des troupes américaines du Vietnam et la libération de nos prisonniers, le démarrage du processus de paix au Proche-Orient, je ne pense pas qu'il soit exact de dire que notre politique étrangère n'a pas bien fonctionné. »*

« Il y a, je pense, a poursuivi ae secrétaire d'Etat, *certaines choses que j'aurais pu faire différemment, mais, pour les principales lignes de la politique suivie, je tiens à le répéter, si je devais le faire à nouveau, je le ferai globalement de la même façon. »*

« La plus grande partie de nos échecs, beaucoup de nos échecs, ont été causés par des problèmes intérieurs », a conclu M. Kissinger.

ASIE

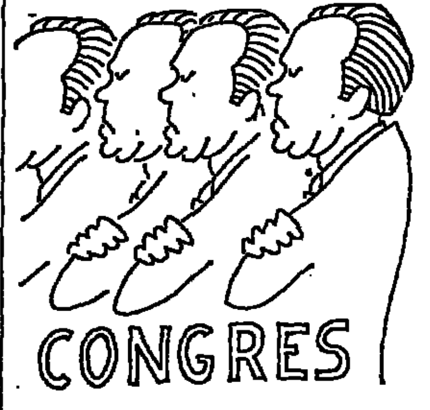
Des milliers de réfugiés vietnamiens arrivent encore dans les ports du Sud-Est asiatique

A Washington, la sous-commission pour l'immigration de la Chambre des représentants a approuvé le mercredi 7 mai à l'unanimité un projet de loi pour l'aide aux réfugiés du Vietnam du Sud. Ce projet ne précise pas quelle devrait être la somme allouée pour l'accueil de quelque 150 000 personnes. La Maison Blanche estime à 507 millions de dollars le montant des crédits nécessaires. La requête de la Maison Blanche devait être soumise jeudi à la commission judiciaire de la Chambre et la semaine prochaine à la Chambre des représentants dans son ensemble.

Pendant ce temps, des milliers de réfugiés vientnamiens continuent d'ariver dans les ports du Sud-Est asiatique, où ils sont hébergés dans des camps de fortune en attendant que les autorités locales trouvent les moyens de leur procuper une nouvelle terre. d'asile. La plupart des gouvernements de ces pays semblent souhaiter que les réfugiés soient accueillis aux Etats-Unis ou au Canada et leur réticence à chercher une solution locale à ce problème est souvent dictée par le souci de ne pas compromettre leurs relations avec les nouveaux régimes

Le gouvernement britannic espère que la plus grande pa des quelque quatre mille S Vietnamiens actuellement héb gés à Hongkong pourront accueillis par les Etats-Unis e Canada. La Grande-Breta n'envisage pas, pour sa p d'accueillir plus de quelques c taines de réfugiés.

A Singapour, une dizaine bateaux chargés de réfugiés arrivés mardi. Quarante bateaux sud-vietnamiens a maintenant ancrés dans le p



(Dessin de KONK.

Le nombre de réfugiés à Si pour s'élève à sept mille selon une indication officielle

En Malaisie, quatre cent réfugiés sud-vietnamiens sé nant actuellement sur une il large de la côte est quitteron pays dès que le gouverne américain aura décidé de destination.

Aux Philippines, vingt-qu bateaux transportant qu vingt mille réfugiés sud-vie miens sont arrivés mercredi base américaine de Subic-

En Thaïlande, *trois cent tr* trois réfugiés vietnamiens accosté en différents point la côte au cours des dern quarante-huit heures. — *(A A.P., Reuter.)*

M. Giscard d'Estaing : les Vietnamie de culture française pourront être accueil dans notre pays

Mme Giscard d'Estaing a rendu visite, dans l'après-midi du 7 mai, aux deux cent douze réfugiés du Cambodge — dont cent cinq enfants — hébergés au foyer-hôtel de La Bonneville, à Méry-sur-Oise (Val-d'Oise).

L'accueil des réfugiés a, d'autre part, été évoqué au conseil des ministres du mercredi 7 mai (voir *le Monde* daté 8 mai). Rendant compte de l'arrivée des premières personnes évacuées du Cambodge, Mme Simone Veil, ministre de la santé, s'est déclarée impressionnée par *« la dignité, la tenue et le courage de ces réfugiés »,* ajoutant que *« s'ils étaient aussi discrets dans l'avenir, nous aurions l'obligation d'aller vers eux pour les aider ».*

Le président de la République a rappelé que la politique de la France devait maintenant être une politique d'accueil. Il a affirmé, en particulier, que les Vietnamiens de culture française, notamment ceux qui sont réfugiés aux Etats-Unis, devraient pouvoir être accueillis dans notre pays. Le conseil a confié à M. René Lenoir, secrétaire d'Etat à l'action sociale, la mission de coordonner l'ensemble des actions qu'appelle l'accueil des réfugiés *et à M. Brasseur, inspecteur* général, celle de réintégre personnels administratifs.

Le ministre des affaires é gères a, d'autre part, inforn conseil de la situation au bodge et au Vietnam.

Le comité d'accueil des giés, que préside M. Gilbert rère, préfet du Val-d'Oise, hé actuellement deux cent qu vingt-six personnes dans les tres de Méry-sur-Oise et Toutes ont été recensées et minées par des médecins. A p du vendredi 9 mai, le co fournira un pécule quotidie chaque réfugié : 20 francs les célibataires, 25 francs les ménages et 5 francs enfant à charge. Une somm 100 francs a déjà été alloué tous, en même temps que du tériel de cuisine.

La préfecture du Val-d'Ois *préoccupe, d'autre part, du rec* sement professionnel des s vants *« dans les délais les brefs ».* Une antenne de l'Ag nationale pour l'emploi s'ins lera prochainement dans l'un deux *foyers.* La scolarisation enfants des réfugiés commen le 12 mai : les classes de ma nelle et du primaire seront a rées sur place, tandis que les âgés iront suivre des cours C.E.S. de Pontoise.

Les députés communistes jugent « inadmissible les propos du général Bigeard

Dans un « point de vue » publié mercredi 7 mai dans *le Figaro,* le général Bigeard, secrétaire d'Etat à la défense, commentant le vingtième aniversaire de la chute de Dien-Bien-Phu, évoquait *« les hordes vietminh »* submergeant les positions françaises. Il estimait également que Saigon allait connaître, *« à son tour, la chape de plomb totalitaire, comme Hanoï... »* A son avis, la défaite française fut surtout *« un tragique avertissement au monde libre »,* et *« ce jour de triste anniversaire doit être un jour de résolution, face à la montée des périls ».*

Dans une déclaration rendue publique mercredi 7 mai, le groupe communiste de l'Assemblée nationale condamne les termes *« inadmissibles »* d'une déclaration *« scandaleuse qui porte tort aux intérêts, au prestige et à l'honneur de la France dans le monde ».* Et il ajoute : *« Alors que le président de la République annonce que la France souhaite nouer avec le gouvernement révolutionnaire des relations diplomatiques qui, à notre avis, auraient dû l'être déjà depuis de nombreux mois, il est inadmissible qu'un membre du gouvernement, nostalgique des guerres coloniales, puisse traiter comme il l'a fait un peuple avec qui le nôtre entend développer des liens de coopération et d'amitié. »*

Relevant, mercredi en séa publique, dans une question d' tualité, que le gouvernem français n'avait pas encore n de relations diplomatiques norr les avec le nouveau gouvernem du Vietnam du Sud, M. Lc Odru, député communiste de Seine-Saint-Denis, a déclaré *« Pour justifier son attitude, gouvernement invoque les mê mauvais prétextes que lorsq refusait de reconnaître le G.R.* Puis il a ajouté :

« Dans notre pays, les nostal ques du colonialisme, complices l'agresseur américain, n'ont désarmé. (...)

» Plus grave encore, les appe d'un régiment d'artillerie nous c fait savoir qu'on leur apprend chant intitulé Contre les Viets.

Répondant au député comm niste, M. Sauvagnargues, minis des affaires étrangères, a esti que la question soulevée ne posait pas en termes de reco naissance mais de relations dipl matiques.

« Le gouvernement frança a-t-il expliqué, *qui entretien déjà des relations avec le G.R. élèvera ces relations au nive d'un échange d'ambassadeurs d que le G.R.P. aura fait part la même intention et précisé forme définitive que prendra nouveau gouvernement de Saigon*

PROCHE-ORIENT

Liban

SIX MINISTRES ONT DONNÉ LEUR DÉMISSION

Quatre ministres libanais ont démissionné, mercredi 7 mai, du gouvernement de M. Rachid El Solh *en signe de solidarité* avec les deux représentants des Phalanges libanaises qui, démissionnaires depuis le 23 avril, ont confirmé leur décision mercredi.

Les deux ministres représentant *les Phalanges libanaises sont MM.* Luis Abou Charaf (industrie et pétrole) et Georges Saade (travaux publics). Les quatre autres démissionnaires sont MM. Nadim Naïm (travail et affaires sociales), Mahmoud Ammar (information), Michel Sassine (vice-président du conseil et ministre de l'habitat et des coopératives) et l'émir Majid Arslan (santé). Les trois premiers sont membres du parti *national libéral,* tandis que le quatrième représente la communauté druze.

Ces démissions ont été annoncées à l'issue du premier conseil des ministres tenu depuis les sanglants affrontements entre les phalanges libanaises et des éléments de la résistance palestinienne entre les 13 et 20 avril derniers.

M. Solh s'est entretenu ensuite avec le chef de l'Etat, le président Frangié. Il a déclaré après cette entrevue que le problème posé par les six ministres n'avait pas encore été tranché. — *(A.F.P., Reuter.)*

● MISE AU POINT. — Se référant à notre compte rendu de la Conférence internationale pour une solution *juste et pacifique* du problème du Proche-Orient (*le Monde* du 7 mai), M. Ezzedine Kallak, représentant de l'O.L.P. en France, nous précise qu'il a pris la parole à la réunion en sa *qualité* d'observateur et non de participant. D'autre part, dans une déclaration à l'agence de presse Wafa, M. Abdallah Hourani, chef de la délégation palestinienne à cette conférence, a indiqué qu'il avait *« émis des réserves sur le passage du communiqué concernant la garantie de la sécurité et l'indépendance de tous les Etats de la région, y compris Israël ».*

Israël

ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI TRAVAILLISTE

M. Eliav crée une nouvelle formation politique

De notre correspondant

Jérusalem. — M. Arieh (Liova) Eliav, ancien secrétaire général du parti travailliste et ancien ministre, vient de fonder un nouveau parti politique. M. Eliav a été un *homme d'action* avant de devenir au sein de la grande formation politique de Ben Gourion, Eshkol, Golda Meir et Dayan, un contestataire idéologique. Il a conduit, à la barbe des Anglais, des immigrants clandestins à bord de petites embarcations, à travers la Méditerranée. Déguisé en officier français, il a débarqué à Port-Saïd lors de la campagne de Suez, afin d'assurer l'*évacuation des* jeunes de la ville. Il a créé dans les déserts d'Israël des villes aujourd'hui florissantes. Se qualifiant lui-même de « super-colombe », il a été vite en désaccord *au lendemain de la guerre de 1967* avec la direction du parti travailliste. Ses écrits ont fait grand bruit en Israël et son livre *le Pays du cerf* (Eretz ha tsvi, l'un des noms donnés dans la Bible à la Palestine) a suscité un grand intérêt dans les pays arabes. Il y recommandait la recherche d'un règlement fondé sur la reconnaissance des droits nationaux des Palestiniens.

M. Eliav a quitté récemment le parti travailliste. Il vient d'annoncer la création du parti Ya'ad, qui s'est fixé pour objectif de prendre la *« place restée vide dans la vie politique israélienne par la mort idéologique du parti travailliste ».* En définissant cet objectif pour le moins ambitieux, M. Eliav ne nous a pas caché qu'il s'attendait à devoir affronter de grandes difficultés. Le parti Ya'ad, qui tiendra dans deux semaines ses premières assises, groupe le parti de Mme Shulamit Aloni (le mouvement des droits civiques), le cercle d'études sociales et politiques du parti travailliste et des membres scissionnistes du mouvement Shinoui (changement) né après la guerre d'octobre 1973. Ce sont, dans leur grande majorité, des anciens membres du parti travailliste qui vont ainsi se grouper.

La nouvelle formation dispose à la Knesseth des trois mandats. Certains milieux du parti au pouvoir craignent que les éléments de l'aile gauche du Mapam, qui forme avec les travaillistes le front ouvrier, ne soient tentés d'affaiblir ce front (le Maarakh) en rejoignant le nouveau parti. — A. Sc.

M. YGAL ALLON ET LES PALESTINIENS

Dans son compte-rendu de la conférence de presse de M. Ygal Allon à Paris, *le Monde* (daté du 3 mai) a évoqué brièvement les propos du ministre israélien des affaires étrangères au sujet des Palestiniens. Voici ses déclarations sur ce point :

« Des négociations oui, l'O.L.P. non. L'O.L.P. s'identifie elle-même avec le terrorisme et refuse à Israël le droit d'exister. Dans une interview récente à l'Economist. M. Arafat a déclaré qu'il faudrait installer dans toute la Palestine un Etat démocratique et laïque, au besoin par la force. Que serait cet Etat unifié ? Voyez l'exemple du Liban. Au demeurant, il ne faut pas identifier l'O.L.P. à la communauté arabe palestinienne, dont l'attitude a changé depuis la guerre de 1967 dans le sens du réalisme. Certes, le gouvernement d'Israël est conscient de la nécessité de résoudre le problème de l'entité palestinienne, à la naissance de laquelle nous avons assisté. Mais nous croyons qu'il faudra le résoudre le moment venu avec notre voisin de l'Est. Les Palestiniens des deux côtés du Jourdain appartiennent au même peuple... Actuellement, après la conférence de Rabat, les circonstances ne sont pas favorables, mais nous croyons à une évolution possible. »

A Paris

UN COLLOQUE DES « AMITIÉS AFRIQUE-ISRAEL »

L'association Amitiés Afrique-Israël (1) a organisé, récemment à Paris, un colloque. Les participants ont déploré la détérioration des relations entre la majorité des pays africains et Israël depuis la guerre de six jours. M. Daniel Mayer, qui vient de quitter la présidence de la Ligue des droits de l'homme et du citoyen, a estimé qu'une *« coopération est possible entre l'Afrique et Israël ».*

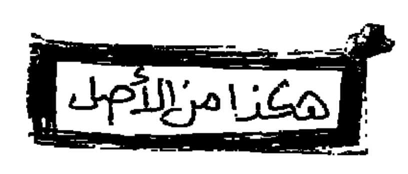
M. Pierre Giraud, sénateur socialiste, qui parlait au nom de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme et de l'association France-Israël, a dénoncé le projet du général Idi Amin Dada d'ériger un monument à la mémoire de Hitler, et a rappelé que les écrits du chef de l'Allemagne nazie expriment une *« haine fondamentale du Noir »,* aussi bien que du juif. Il a exprimé le vœu que la France puisse servir à la renaissance de l'amitié entre Israël et l'Afrique.

L'historienne Annie Kriegel a tracé l'évolution parallèle du judaïsme et du mouvement noir. Ils ont d'abord recherché l'émancipation par l'intégration dans la société issue des principes de la révolution française. Menacés dans leur être collectif, ils ont, *plus tard, découvert* l'idée nationale et cherché à obtenir l'indépendance politique. Le « sionisme noir » a été fondé aux Etats-Unis en 1917, année de la déclaration Balfour.

M. Gaston Monnerville, ancien président du Sénat, a évoqué la coopération passée entre Israël et les Etats africains, et a déploré l'attitude à l'égard d'Israël de la *majorité* des Etats membres de l'ONU et de l'Unesco.

A l'initiative de M. Jacques-Mariel Nzouankeu, président de l'association, les participants ont adopté une résolution invitant les gouvernements africains et israélien à renouer des relations diplomatiques.

(1) B.P. 218, 67000 Strasbourg.



Après la victoire des révolutionnaires en Indochine

Vietnam

Les autorités révolutionnaires s'entretiennent avec des personnalités « neutres » de Saigon

Le gouvernement révolution-aire sud-vietnamien a com-encé, mercredi 7 mai, à rétablir s communications entre Saigon l'extérieur. Les télex fonction-ent. Mais le courrier interna-onal n'est pas encore acheminé. es journalistes travaillent libre-ient ; la vie a repris son cours ormal dans la capitale, où les iarchés continuent à être appro-sionnés. Il n'y a pas de policiers ans les rues. Les soldats de armée de libération ont, depuis lusieurs jours, regagné leurs aserenements dans la périphérie e la ville.

Le discours prononcé mercredi Saigon par le général Tran Van ra, président du comité militaire dministratif de la capitale, a été etransmis en divers endroits de ville, où un million de person-es l'ont écouté, indique la radio évolutionnaire. Devant le palais résidentiel, écrit l'agence Reuter, uelque trente mille personnes ortant des drapeaux du gouver-ement révolutionnaire ont célé-ré la victoire au pied du balcon ù avaient pris place les membres u comité militaire. Il s'agissait e lycéens, arrivés dès la veille au oir, d'ouvriers, de représentants 'organisations diverses religieuses, tc. Depuis une semaine, les au-orités révolutionnaires poursui-ent des conversations avec des ersonnalités considérées comme neutres ». Il s'agirait d'étudier ne formule de gouvernement de oalition. Quant au général Minh t à d'autres anciens dirigeants, s vivent en ville, librement. Cer-ains ont fait savoir que des ostes leur avaient été offerts par s révolutionnaires.

Le correspondant de l'agence Reuter écrit qu'aucun journaliste 'a la preuve que des camps de risonniers ont été installés : les ilitaires de l'ancien régime ont té priés de regagner leur foyer. Des correspondants ont pu se ren-re dans le Delta, à My-Tho et en 'autres centres. La région est ellement encombrée de matériel ilitaire abandonné qu'une route été baptisée « *route des cas-ues* », et une autre « *avenue des ottes* ». Les autorités révolu-ionnaires sont très prévenantes l'égard de la presse. Elles sont llées jusqu'à offrir aux corres-pondants britanniques — qui ont ris possession de la piscine de la ésidence de l'ancien consul de Grande-Bretagne — un somp-ueux repas arrosé de beaujolais...

« La révolution en Asie du Sud-Est »

Plusieurs ressortissants améri-ains qui n'ont pu se faire éva-uer à temps se prélassent à la errasse de l'hôtel Continental et laisantent avec des officiers ommunistes.

● A HANOI, la presse met en arallèle l'anniversaire de la vic-oire de Dien Bien Phu et les ré-entes victoires au Sud. « *La ampagne de Dien-Bien-Phu a is fin au système colonial fran-ais ; la campagne Ho Chi Minh été le Dien-Bien-Phu de l'im-érialisme américain (...). La ampagne Ho Chi Minh est en ain d'ébranler le monde (...). es Etats-Unis ne sont pas prêts se remettre de cet événement. s ne pourront plus jouer le rôle e gendarme international. Ils ont compris que leurs crédits ne sont pas inépuisables. La straté-gie globale américaine est boule-versée. Nos succès et nos victoi-res sont en train d'influencer profondément et favorablement la révolution et le progrès en Asie du Sud-Est et dans le monde entier* », écrit la presse. Le jour-nal de l'armée fait l'historique des victoires sous ce titre signifi-catif : « *La puissance du Viet-nam* ».

Le même quotidien révèle aussi que le bombardement, le 28 avril, de l'aéroport de Saigon, a été ef-fectué par des pilotes révolution-naires rapidement entraînés et guidés sur place par le lieutenant Trung, qui avait attaqué le 8 avril le palais présidentiel et s'était réfugié à Da-Nang.

● A PEKIN, les autorités n'ont pas réagi à la décision des révo-lutionnaires vietnamiens d'occu-per dans le sud de la mer de Chine les îles revendiquées par les Chinois. (*Le Monde* du 8 mai).

● A GENEVE, le Vietnam du Nord est pour la première fois entré mercredi dans le « sys-tème » des Nations unies : il a été admis sans opposition à l'Or-ganisation météorologique mon-diale. Il y eut 104 voix pour, et huit abstentions (Arabie Saou-dite, *Chili, Chypre, Corée du Sud,* Espagne, Etats-Unis, Guatémala et Israël). La R.D.V. est aussi candidate à l'Organisation mon-diale de la santé.

● A NEW YORK, le Conseil économique et social de l'O.N.U. a fait appel mercredi à tous les Etats afin qu'il aident l'Indo-chine à se reconstruire. La *France s'est associée à cet appel.* Washington a réitéré son refus d'aider la R.D.V. — *(A.F.P., Reu-ter, U.P.I.)*

Hanoï va devenir moins austère tout en aidant le Sud au maximum

Hanoï (A.F.P.) — On ne verra plus de mini-jupes à Saigon. En revanche, dans l'austère capitale du Nord, les autorités ont envi-sagé d'égayer un peu les rues en diversifiant les coloris des tradi-tionnels pantalons (noirs) portés depuis 1954 par les femmes.

Depuis longtemps déjà, ap-prend-on de source nord-vietna-mienne bien informée, quelque quinze cents croquis concernant aussi bien la coiffure que l'habille-ment féminins attendent à Hanoï, dans les cartons du ministère de la culture, l'heure du choix final. Ainsi commence-t-on à discerner dans la vie quotidienne un léger désir de libéralisation au Nord, qui correspond à une reprise en main vigoureuse au Sud. Le but est d'arriver à mettre au même diapason les deux Vietnams, d'es-prit et de mœurs diamétralement opposés, mais irrémédiablement engagés sur la voie de la réuni-fication.

Sans se lancer dans l'ère d'une société de consommation, les res-ponsables de la révolution vont devoir compter avec les aspira-tions de tous ceux qui, au Nord comme au Sud, ont fourni un gros effort de guerre et souhaitent maintenant souffler un peu.

Le représentant du G.R.P. dans la capitale nord-vietnamienne, M. Nguyen Van Tien, a eu une phrase significative : « *Parmi les problèmes qui subsistent*, a-t-il dit à un journaliste yougoslave, *il nous faudra notamment régler celui de la plus grande production d'articles de consommation cou-rante.* »

Paradoxalement, c'est encore encore le Nord qui devra, selon toute vraisemblance, assumer la majeure partie de cet effort consistant à nantir un peu plus les uns sans démunir totalement les autres. Coupé de ses sources de ravitaillement, américaines es-sentiellement (devises, produits manufacturés, certaines matières premières, etc.), le Sud est, pour l'immédiat au moins, toujours tri-butaire du Nord, indiquent les milieux bien informés de Hanoï.

Déjà, la R.D.V. s'est littérale-ment saignée à blanc en l'espace d'un mois pour envoyer au-delà du 17e parallèle des médecins, pro-fesseurs, hauts fonctionnaires, in-firmières, etc., qui, il est vrai, étaient dans de nombreux cas ori-ginaires du Sud. Avec ces départs précipités — et qui se poursuivent — l'administration nord-vietna-mienne n'est plus que le fantôme d'elle-même : à chaque fois que l'on demande un interlocuteur habituel... il est « *en voyage* ».

Une collecte de livres

C'est sur le plan économique que l'effort principal sera fait. Les mineurs de charbon de Hong-Gai ont fait savoir qu'ils allaient extraire 300 000 tonnes de mi-nerai en plus des prévisions du plan. Une savonnerie s'est, elle aussi, engagée à produire au-delà des normes : 500 tonnes de savon, 50 tonnes de savonnettes et cinq cent mille tubes de pâte denti-frice. La fabrique d'articles de bureau de Hong-Ha a promis de produire cent mille stylos et cinquante mille boîtes de papier carbone supplémentaires.

Un peu partout, des complexes industriels ou de petites unités de production s'affirment soli-daires du Sud et prêts à l'aider. « *Nos frères du Sud,* dit-on à Hanoï, *ont souffert de la guerre encore plus que nous : il est de notre devoir de les aider au maximum.* »

Des collectes de livres ont com-mencé qui seront envoyés au Sud. Il s'agit de livres politiques édités par le régime ou à l'étranger et d'œuvres traduites en vietnamien : les classiques russes, Molière, Shakespeare, Hugo, Voltaire, Balzac, Daudet, Dickens, Heming-way, Hector Malo, Stendhal, Maupassant, etc. Sont aussi re-cherchés des ouvrages scientifi-ques, des publications pour la jeunesse. Il est vraisemblable que les dirigeants expliqueront à la population les raisons des nou-veaux sacrifices qui lui sont de-mandés en l'informant des réfor-*mes opérées au Sud* : la plus importante, dit-on dans les mi-lieux autorisés de Hanoï, est de « vider » les villes et les grands centres urbains de tous les élé-ments improductifs et de les convier à des tâches agricoles ou semi-industrielles dans les cam-pagnes. C'est là, semble-t-il, l'un des principaux objectifs de la révolution. C'est aussi un pro-blème de taille, car une ville comme Saigon, avec ses quelque quatre millions et demi d'habi-tants, compte un bon million de « parasites ».

Laos

[L]a pression militaire du Pathet-Lao s'accentue

Vientiane *(A.F.P.)*. — Les for-s du Front patriotique laotien Pathet-Lao), qui avaient pris ssession, dans la nuit de mardi mercredi, du carrefour straté-que de Sala-Phoumkoung, à 0 kilomètres au nord de Vien-ane, ont occupé la région de uong-Kasi, à 160 kilomètres de capitale, sans tirer un coup de u.

L'armée du Pathet-Lao occupe route Vientiane - Louang-Pra-ng sur plus de 60 kilomètres, rès avoir poursuivi mercredi n avance.

D'autre part, les étudiants de kse (*dans le Sud-Laos*), re-nts par des professeurs, des nctionnaires et les éléments les is pauvres de la population, ont clenché une grève, lundi, pour otester contre la hausse des prix. s grévistes ont séquestré le chef province, accusé d'incapacité, mis en cause le prince Boun m, chef féodal au Laos du d, accusé de divers trafics (le re du prince a été tué récem-nt dans un attentat dans la pitale). Les activités des diffé-nts services de l'Etat ont été uspendues ».

Certains observateurs à Vien-ne demandent si le Laos, le emier pays d'Indochine à avoir nnu la paix, ne sera pas le der-r à subir la guerre. Des Lao-ns aisés envoient leur famille la campagne tandis que cer-ns experts étrangers, notam-nt français, envisagent le re-ur en France de leurs enfants, expédient d'ores et déjà leur ménagement. Le départ de mbreux Vietnamiens riches, i affirment que leur vie est nacée par « *le prochain déferlement des Nord-Vietnamiens sur Laos* », a encore aggravé le malaise. Il a provoqué une telle demande de dollars que la mon-naie laotienne s'est effondrée, provoquant une hausse des prix spectaculaire.

C'est le moment qu'a choisi la gauche laotienne, encouragée par les victoires des forces révo-lutionnaires dans la région, pour exercer, face à la droite, une pression militaire, tout en s'ef-forçant de rallier les modérés de la « *partie de Vientiane* » (la droite)

En même temps qu'il durcis-sait ses positions, le Pathet-Lao recevait *le roi du Laos dans* la « *zone libérée* », pendant six jours. La caution que le roi, sym-bole d'unité du pays, offre ainsi au Front patriotique n'est pas né-gligeable pour des modérés de la « *partie de Vientiane* », qui sont, selon les termes d'un membre du Pathet-Lao, « *vacillants* » et prêts à basculer d'un côté ou de l'autre.

La droite laotienne est démora-lisée. Reçus en audience mardi par le premier ministre, ses diri-geants civils et militaires ont affirmé qu'ils étaient prêts « *à faire des sacrifices en faveur de la concorde nationale* ». Cette dernière phrase a contribué à répandre la rumeur — non véri-fiée — selon laquelle certains ministres de la droite, mis en cause par des manifestants le 1er mai, allaient démissionner. Le départ des éléments les plus controversés de la droite vientia-naise créerait un vide politique qu'il serait, pour le Front patrio-tique, tentant de combler. Comme à Saigon, un effondrement de la droite aurait sans doute d'impor-tantes conséquences politiques.

A Paris

UN MILLIER DE PERSONNES ONT MANIFESTÉ CONTRE LES FORCES RÉVOLUTIONNAIRES

A l'appel de l'association France-Vietnam du Sud, à la-quelle s'étaient joints deux mou-vements d'extrême droite, le Front national et le Parti des forces nouvelles, un millier de personnes environ, ont manifesté, mercredi 7 mai, à Paris, leur hos-tilité aux forces révolutionnaires en Indochine.

De la place Saint-Augustin à l'Opéra, un très important dis-positif policier avait pris place, afin d'éviter tout heurt avec d'éventuels contre-manifestants d'extrême gauche.

Surmontant le cortège, encadré par son propre service d'ordre, de nombreuses banderoles por-taient en inscription certains des slogans scandés par la foule : « *Communistes assassins* », « *Lis-bonne, Phnom-Penh, Saigon, ça suffit* », « *Génocide au Vietnam, union anticommuniste* ».

Avant la dislocation du cor-tège, vers 20 h. 30, place de l'Opéra, un emblème vietcong a été brûlé aux applaudissements de l'assistance, et différentes per-sonnalités d'extrême droite ont célébré le « *caractère unitaire* » de la manifestation.

Cambodge

Comment Phnom-Penh fut conquise

(Suite de la première page.)

La démoralisation des derniers défenseurs républicains était to-tale. Au cœur même de la capitale, un groupe, qui s'intitulait Mona-tio (Mouvement nationaliste), avait devancé les forces révolu-tionnaires et s'était emparé du ministère de l'information et du quartier avoisinant. A sa tête, le « général » Keth Dara (voir *le Monde* du 8 mai), fils d'un ancien ministre de l'intérieur des forces armées républicaines, qui arborait un curieux fanion que nous n'avions jamais vu ailleurs : rouge et bleu et frappé d'une croix potencée blanche. Il prendra contact avec les derniers repré-sentants de la presse internatio-nale, leur fixera un rendez-vous avant de disparaître rapidement de la scène. Il sera très vite accusé par les vrais combattants *de l'ombre, de semer la division* et d'avoir été manœuvré par la C.I.A. et le général Lon Non, frère du maréchal Lon Nol. Quel-ques jours plus tard, le corres-pondant de l'agence soviétique Tass, qui se promenait en ville, et qui avait eu le malheur de se recommander du « général » Keth Dara, passa un fort mauvais quart d'heure au milieu des soldats hostiles.

C'est au cours de la dernière nuit de la guerre, celle du mer-credi 16 au jeudi 17 avril, que les soldats des F.A.P.L.N.K. sont entrés dans la banlieue immé-diate de Phnom-Penh. Si l'on en-tendait parfois la fusillade, si quelques incendies rougeoyaient dans la périphérie de la ville, celle-ci était étrangement calme, silencieuse. Des bruits, des ru-meurs, parfois un coup de télé-phone, une personne rencontrée en coup de vent, nous infor-maient de la progression sans bruit des soldats en noir. « *Ils sont au kilomètre 3. Ils sont en-trés dans l'usine de la compa-gnie de tabac, à moins d'un ki-lomètre du pont Monivong* », entendait-on. Un Français, réfu-gié de la première heure à l'am-bassade, nous disait au petit matin : « *Ils ont la discipline vietminh. Ils ne volent rien ; ils ne pillent rien ; ils payent ce qu'ils prennent.* »

Un premier ministre dépassé

Ces impressions, ces certitudes parfois, il était impossible de les faire comprendre aux responsa-bles républicains tapis dans leurs bureaux climatisés, aux rideaux tirés, d'où ils n'entendaient pas le bruit de la fusillade et ne *voyaient pas les lueurs des incen-*dies. La démoralisation faisait des ravages. Dans le bureau du chef de cabinet du premier mi-nistre, M. Long Boret, son aide de camp, ivre mort, prononçait des mots incohérents. Les bu-reaux étaient vides de leurs occu-pants. Dans la nuit, peu après minuit, nous avons rencontré lon-guement M. Long Boret, réfugié dans un bureau de l'état-major général. A l'entrée, le poste de garde ne se donnait même plus la peine de contrôler l'identité des rares visiteurs. Des généraux passaient très rapidement. Calme mais inconscient, le pre-mier ministre déchu racontait sa vie et ses expériences, tentait de comprendre comment on en était arrivé là. Fatigué, mal rasé, vêtu d'un pantalon de toile et d'une chemisette, il essayait encore de se convaincre de l'impopularité du communisme et du prince Si-hanouk chez ses compatriotes. On ne pouvait s'empêcher de prendre en pitié cet homme aux prises avec un destin qui le dépassait et dont le manque de jugement politique était largement respon-sable de la catastrophe. Du moins semblait-il sincère et est-il resté jusqu'au bout sachant le sort qui l'attendait.

Pourquoi tant de responsables politiques républicains sont-ils restés, alors qu'ils avaient la pos-sibilité de partir, soit par des vols réguliers, comme l'ont fait le gé-néral Fernandez et l'ex-président Cheng Heng, soit avec les Amé-ricains, comme le président inté-rimaire Saukham Khoy, soit à la dernière minute, comme l'éphé-mère dictateur militaire de quatre jours le général Sak Sutsakhan ? S'ils savaient que tout était perdu, ils pensaient peut-être pouvoir gagner du temps, négocier, comme M. Long Boret le fit si maladroi-*tement les derniers jours, deman-*dant même des conseils à des amis étrangers.

PATRICE DE BEER.

(A suivre.)

LE PRINCE SIHANOUK : ma présence dans le pays n'est pas indispensable.

Alger *(A.F.P.)*. — Le prince Sihanouk déclare, dans une in-terview publiée jeudi 8 mai par le quotidien algérien *El Mouja-hid* : « *Entre les Khmers rouges et moi, il n'y a aucun contentieux ni aucun malentendu. Depuis la fondation de notre Front uni (FUNC) il a été entendu que les héroïques combattants de la ré-sistance intérieure détiendraient toujours les responsabilités de l'administration du pays et que Norodom Sihanouk resterait chef de l'Etat et, en cette qualité, se-rait le symbole de l'unité natio-nale sur le plan national et le représentant suprême du Cam-bodge sur le plan international (relations internationales, activi-tés diplomatiques, relations pu-bliques, conférences internationa-les « au sommet »).*

» *Ma présence à l'intérieur du Cambodge n'est par conséquent pas indispensable. Personnelle-ment, je tiens à marquer, par mon éloignement de notre capi-tale, Phnom-Penh, ma volonté de ne pas me mêler des affaires des Khmers rouges qui ont à effectuer un travail très impor-tant de démocratisation révolu-tionnaire au sein de notre nation.*

» *Je résiderai à Siem-Reap, près des célèbres temples d'Ang-kor. Je m'y rendrai quand la piste d'aviation d'Angkor, dé-truite au cours de la guerre, aura été réparée. Si cette piste ne peut pas être réparée rapidement, faute de moyens matériels, je rentrerai dans mon pays par la route (piste Ho-Chi-Minh) comme en 1973.* »

LE MARÉCHAL LON NOL AVAIT ACCEPTÉ DE QUITTER LE CAMBODGE CONTRE 1 MILLION DE DOLLARS

Camp-Pendleton (Californie) *(A.F.P.). — Le gouvernement cambodgien a offert 1 million de dollars à l'ancien président Lon Nol pour qu'il quitte le pays, a révélé, mercredi 7 mai, M. Sa-kham Khoy, le dernier chef d'Etat républicain du Cambodge, à son arrivée à Camp-Pendle-ton (Californie).*

« Lon Nol était si puissant qu'il détenait tous les pouvoirs civils et militaires, *a déclaré M. Sakham Khoy*. Mais c'était un homme malade. S'il était resté là-bas, il aurait été trop difficile de mettre en œuvre quoi que ce soit pour défendre le pays. »

M. Sakham Khoy a reconnu avoir pris part à la décision d' « acheter » *le départ de son prédécesseur.* « C'était une bonne affaire », *a-t-il ajouté. La somme avait été fixée par le pre-mier ministre et les membres de son cabinet, et devait permettre au maréchal Lon Nol de s'établir dans un nouveau pays. L'ancien président s'est installé à Hawaï, où il vient d'acheter une maison*

A un journaliste qui lui deman-dait s'il n'était pas dépité de se retrouver, démuni, dans un camp de réfugiés, alors que son prédécesseur avait reçu 1 million de dollars, M. Sakham Khoy a répondu qu'il était sans amer-tume, et qu'il n'avait pas demandé de cadeaux.

Parlant ensuite des Khmers rouges, il a déclaré que, d'après ce qu'il avait appris, « ils s'étaient conduits en barbares » *et avaient tué des milliers de personnes, notamment des pi-lotes de l'armée de l'air et leurs épouses.*

Rapportées par des journalistes de l'A.F.P.

La vie à l'ambassade de France et l'évacuation de Phnom-Penh

Voici un certain nombre d'informations sur la situation à Phnom-Penh telles qu'elles ont été transmises par J.-J. Cazaux et C. Juvénal, envoyés spéciaux de l'A.F.P., qui se trouvaient dans le premier convoi des personnes évacuées du Cambodge.

● La situation à l'ambassade de France.

Les Khmers rouges ont donné *l'ordre, dans l'après-midi du* 17 avril, aux étrangers résidant à l'hôtel Phnom d'en évacuer les locaux. Ces personnes se sont réfugiées à l'ambassade de France, dont les grilles ont été escaladées, dans la soirée, par de nombreux Cambodgiens. Mille deux cents personnes au total se trouvaient le soir dans les locaux français. *Le 18 avril, M. Dyrac, vice-consul* de France, établit un contact avec « un comité de la ville », obtient que l'ambassade soit considérée comme « *territoire international de sécurité* », et s'engage à fournir la liste des réfugiés khmers aux autorités révolutionnaires. Le 19, l'ambassade ne reçoit plus ni eau ni alimentation. Le 20, le général *Sirik Matak, ancien premier mi-*nistre, fait savoir aux gardes khmers rouges qu'il se trouve dans l'ambassade. Les réfugiés cam-bodgiens quittent celle-ci le len-demain. Le 22, l'ambassade reçoit dc l'eau, mais la nourriture est maigre. Le 24, deux Boeing chinois survolent Phnom-Penh et se posent sur l'aérodrome de Pochen-tong. *Le 26, M Dyrac a un contact* avec un haut responsable, qui lui annonce que les réfugiés seront évacués par camions à partir du 30 avril, et lui demande de cesser toute communication par radio.

● Le sort réservé à la population de Phnom-Penh.

Des rumeurs contradictoires cir-culent parmi les réfugiés sur les exécutions qu'auraient commises les Khmers rouges. Des témoins affirment avoir vu de nombreux cadavres, d'autres, qui ont passé plusieurs jours en ville, affirment n'avoir rien vu de semblable.

Il est, en revanche, confirmé que Phnom-Penh a été vidée de tous ses habitants.

C'est quelques heures seulement après l'entrée des Khmers rouges dans la capitale que les Phnom-penhois ont reçu l'ordre de partir. Depuis l'ambassade de France, il est possible de voir, le 17, puis le 18 avril, de longues files de gens prenant la route du nord, chargés de valises et de colis. Les paysans de l'armée khmère rouge *saccagent, brûlent tout ce qui peut* rappeler une société de consomma-tion à l'occidentale. Ils pénètrent sans ménagement dans les hôtels, les consulats, les ambassades — celle de France exceptée — et ouvrent au bazooka les portes blindées de l'ambassade d'Union soviétique. Ce qui pouvait être d'abord mis au compte d'éléments plus *ou moins bien contrôlés* est ensuite ratifié par un mystérieux « conseil des ministres » qui se serait tenu dans la capitale, le 25 avril, le lendemain de l'at-terrissage de deux avions chinois.

DES TÉMOIGNAGES DE RÉFUGIÉS

« Il a fallu trois jours pour vider la ville »

Bangkok *(A.P.)*. — Les étrangers évacués du Cambodge ont fait état d'exécutions dans les rues et d'évacuation forcée de *villes après la victoire des Khmers* rouges. Mais ils ont aussi parlé de la « *gentillesse* » des révolu-tionnaires victorieux, qui ont per-mis aux réfugiés de l'ambassade de France de survivre deux se-maines dans un pays en proie au chaos.

Des réfugiés ont déclaré qu'il y avait eu quelques heures de soulagement, presque de détente, lors de l'entrée des Khmers rou-ges dans la capitale, le 17 avril, sous les vivats et au milieu des drapeaux d'une population lasse de la guerre. Mais, brusquement, la situation changea du tout au tout.

Une femme a relaté que, quel-ques heures seulement après leur entrée à Phom-Penh, les Khmers rouges s'étaient mis à tirer des coups de feu d'avertis-sement en l'air. « *Il y eut*, dit-elle, *une grande panique parmi les Cambodgiens abasourdis, qui couraient dans tous les sens, igno-rant où aller. Les Khmers rouges ordonnèrent à tous les habitants de partir dans des directions dif-férentes. Il a fallu trois jours pour vider la ville.* »

M. Kand Sith, un autre témoin, a déclaré que, s'ils trouvaient la porte fermée, les Khmers rou-ges mitraillaient la maison, et *que les récalcitrants étaient* « *abattus comme des chiens* ». Avec d'autres, il a indiqué avoir entendu parler d'exécutions de dirigeants de l'ancien gouverne-ment, mais qu'il n'en avait pas été le témoin.

« *Les Khmers rouges ne par-laient pas beaucoup. Ils se ser-vaient de leurs armes pour se faire comprendre au cours de l'évacuation. Il y a eu quelques incendies en ville le premier et le deuxième jour de l'occupation C'était horrible* », ajoute M. Kand Sith, qui un Khméro-Vietnamien détenteur d'un passeport français.

D'après un médecin français, les Khmers rouges ordonnèrent l'évacuation de tous les hôpitaux de la ville. Même les personnes très malades et les mourants du-rent partir. En regardant par le mur d'enceinte de l'ambassade de France, la nuit, a-t-il relaté, il vit que l'on faisait sortir de l'hôpital Calmette des malades sur des fauteuils roulants. D'au-tres marchaient en s'aidant de cannes. D'autres encore portaient de plus malades qu'eux.

DIPLOMATIE

Réunie à la Jamaïque

LA CONFÉRENCE DU COMMONWEALTH SOUHAITE que les Britanniques restent dans la C.E.E.

De notre correspondant

Londres. — M. Harold Wilson a été réconforté par les résultats de la conférence du Commonwealth qui a pris fin mardi 6 mai à la Jamaïque.

Ce succès est particulièrement apprécié à Whitehall. Dans une déclaration distincte du communiqué officiel, les trente-trois présidents ou premiers ministres du Commonwealth soulignent que leurs intérêts n'ont nullement été compromis par l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Le texte ajoute qu'aux yeux d'un *« nombre considérable »* d'entre eux le gouvernement de Londres devrait rester au sein de la Communauté, car cette présence encouragerait les Européens à adopter une attitude *« tournée vers le monde extérieur »*. A un moment où les adversaires du Marché commun en Grande-Bretagne prétendent brandir le drapeau du Commonwealth, cette déclaration fournit au gouvernement une arme particulièrement précieuse dans la bataille du référendum.

D'autre part, le « plan Wilson » visant à stabiliser les prix mondiaux des produits alimentaires et des matières premières a survécu aux vives polémiques des premiers jours. Les gouvernements des Caraïbes, notamment, avaient mis en avant des projets beaucoup plus ambitieux pour assurer des ressources croissantes aux pays en voie de développement. En fin de compte, un compromis a été élaboré chargeant un comité de dix experts d'étudier les moyens par lesquels l'écart entre pays riches et pays pauvres pourrait être réduit.

Les pressions sur Salisbury

Ce sont cependant les problèmes africains qui occupent la plus large place dans le communiqué final de la conférence. Celle-ci s'est prononcée clairement en faveur d'un régime rhodésien *« à majorité noire »*. Cet objectif doit être atteint par des moyens pacifiques de préférence. Mais, si une nouvelle négociation devait échouer, les membres du Commonwealth reconnaissent que l'intensification de la lutte armée contre le gouvernement de M. Smith serait *« inéluctable »*.

Le programme d'action élaboré à Kingston devrait contraindre les dirigeants actuels de la Rhodésie à négocier avec les nationalistes africains. Le Commonwealth propose notamment au Mozambique — qui devient indépendant le 25 juin — de s'opposer désormais au transit des marchandises destinées à la Rhodésie ou en provenant. La Grande-Bretagne a déjà assuré qu'elle contribuerait à dédommager le gouvernement du Mozambique pour les pertes financières qu'il devrait ainsi supporter. La conférence de Kingston s'est tournée aussi vers l'ONU pour que la communauté internationale tout entière participe au renforcement des sanctions économiques contre le régime de M. Smith.

Selon certains correspondants de la presse britannique, M. Wilson aurait promis *« secrètement »* à ses collègues africains qu'il convoquera une nouvelle conférence constitutionnelle sur la Rhodésie avant trois mois. Toutefois, le premier ministre, lors d'une conférence de presse à Kingston, a cependant fait preuve de beaucoup de réticences sur ce sujet, se contentant de dire qu'il appartient à la Grande-Bretagne de décider quand le problème d'une nouvelle Constitution rhodésienne devra être formellement discuté.

La plupart des membres africains du Commonwealth s'efforcent, semble-t-il, de promouvoir un plan — visant la France en particulier — qui interdirait toute livraison d'armes à l'Afrique du Sud. M. Wilson aurait, jusqu'ici, résisté à cette offensive. Mais, selon le correspondant du *Guardian* à la Jamaïque, les dirigeants africains sont convaincus que, si ce problème est posé au Conseil de sécurité, la Grande-Bretagne n'osera pas recourir à son droit de veto, tandis que les Etats-Unis, la Chine et l'Union soviétique seraient déjà prêts à soutenir l'initiative africaine.

JEAN WETZ.

NOMINATIONS AU QUAI D'ORSAY

M. RAOUL DELAYE A BUCAREST...

Le *Journal officiel* du 8 mai annonce les nominations :

● De M. Raoul Delaye au poste d'ambassadeur à Bucarest (Roumanie), en remplacement de M. Francis Levasseur.

[Né en 1922, M. Raoul Delaye est, à sa sortie de l'Ecole nationale d'administration, mis à la disposition de la résidence générale au Maroc (1949-1956) puis de l'ambassade de France à Rabat (1956-1958). Premier secrétaire à Rabat en 1958 et 1959, il est ensuite nommé à Bonn, où il sera deuxième conseiller de 1962 à 1967. Ambassadeur à Ouagadougou de 1967 à 1972, il était depuis lors directeur du service d'information et de presse du ministère des affaires étrangères.

***

C'est avec un vif regret que les journalistes accrédités au Quai d'Orsay voient partir un homme qui fut pendant près de trois ans un porte-parole remarquablement efficace, constamment disponible et toujours amical. M. Raoul Delaye s'était surtout fait connaître pendant la période de M. Michel Jobert — dont il était l'ami personnel et une sorte de confident, — mais il n'en a pas moins exercé ses fonctions, avec une parfaite loyauté, sous trois ministres, de M. Maurice Schumann à M. Sauvagnargues. Son successeur à la tête du service d'information et de presse du Quai d'Orsay est M. Louis Delamare, ancien ambassadeur à Cotonou, qui était depuis 1972 chef des services de la diffusion et des échanges culturels à la direction des relations culturelles, scientifiques et techniques.]

...ET M. ALBERT TRECA A CANBERRA

● De M. Albert Treca au poste d'ambassadeur à Canberra (Australie), en remplacement de M. Gabriel Van Laethem.

[Né en 1917, M. Albert Treca a été mis à la disposition de la résidence générale au Maroc de 1946 à 1956, puis appelé à l'administration centrale de 1956 à 1958. Il est ensuite deuxième conseiller à Tripoli (1958-1961), ambassadeur à Niamey (1964-1968) et, de 1968 à 1971, directeur du cabinet du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Depuis 1971, il était ambassadeur à Addis-Abeba.]

M. PIERRE CERLES EST CHARGÉ DES AFFAIRES D'AFRIQUE DU NORD ET DU LEVANT AU QUAI D'ORSAY.

On apprend, d'autre part, la nomination de M. Pierre Cerles à la direction des affaires d'Afrique du Nord et du Levant au ministère des affaires étrangères.

[Né en 1915, diplômé de l'Ecole des sciences politiques et engagé dans les Forces françaises libres, M. Pierre Cerles a été attaché d'ambassade à Prague de 1945 à 1948 et deuxième secrétaire à Londres de 1948 à 1950. Après un passage à l'administration centrale et au *cabinet du commissaire général de* France en Indochine, il est nommé, en 1957, deuxième, puis premier conseiller à Moscou. Détaché auprès de l'OTAN de 1963 à 1965, premier conseiller à Pékin de 1966 à 1970, il était depuis cette date ambassadeur en Irak.]

A TRAVERS LE MONDE

Irlande du Nord

● LA CONVENTION CONSTITUTIONNELLE, qui a été élue le 1er mai, se réunit pour la première fois ce jeudi 8 mai. Mercredi, le secrétaire d'Etat britannique à l'Irlande du Nord, M. Merlyn Rees, a lancé un appel pour que les partis représentés dans la Convention trouvent une formule de gouvernement acceptable par toute la population de la province.

Mercredi soir, en République d'Irlande, M. Seamus Costello, chef du parti socialiste républicain irlandais, dissident de l'IRA *officielle*, a été légèrement blessé en échappant à un attentat.

Roumanie

● M. SANTIAGO CARRILLO, secrétaire général du parti *communiste espagnol*, a fait une visite en Roumanie, du 30 avril au 5 mai. Il a signé avec le secrétaire général du parti communiste roumain, M. Ceausescu, un communiqué affirmant la résolution de contribuer à la réalisation de l'unité des partis communistes *« de type nouveau »* sur la base du droit de chaque parti à définir sa propre politique extérieure et intérieure, conformément aux conditions sociales et nationales de son pays. — *(A.F.P.)*

L'AUBE DE L'EUROPE

(Suite de la première page.)

Les modifications jusqu'au neuvième texte, arrêté le samedi 6 mai, ont été limitées. René Mayer fit ajouter l'Afrique ; *Georges Bidault, président du* conseil, demanda le rappel des efforts constants de la France pour une Europe unie : on traduit « l'Europe n'a pas été faite, nous avons eu la guerre » ; le Quai d'Orsay se couvre par l'allusion aux obligations de l'Allemagne, « tant que celles-ci subsisteront ».

Le secret avait été bien gardé. Un émissaire envoyé à Adenauer avait obtenu sur-le-champ son adhésion enthousiaste. Dean Acheson passait par Paris pour se rendre à la conférence de Londres : il ne sut pas bien que penser du papier qu'on lui montra en confidence. Le projet aurait pu être un plan Bidault : son directeur de cabinet, qui n'aimait pas Monnet, oublia de lui communiquer le rendez-vous. C'est dans *le Monde* qu'on lut que le président était censé l'avoir reçu. Deux ministres étaient dans le coup : René Mayer et René Pleven. Le mercredi matin, 9 mai 1950, ils aidaient Robert Schuman à faire adopter le projet par le conseil des ministres.

Les acceptations de l'Italie et du Benelux ne tardaient pas. L'urgent était de se rendre à Londres. Monnet y rencontra Stafford Cripps, nous demanda, à Hirsch et à moi, de le rejoindre. Après le refus, Robert Hall me dit : « *Hazy fears* » (des craintes brumeuses).

Un style sans précédent

La conférence pour l'élaboration du traité de la CECA était convoquée pour le 1er juin. Nous préparâmes un document de travail découpé en articles qui ont été suivis, enrichis, complétés par la négociation. Monnet créa un style sans précédent. Pas de traduction, pas de procès-verbal. On ne liait pas l'accord sur un point à l'accord sur un autre : suivant un mot allemand qu'il venait d'apprendre, il n'y avait pas de *junctim*. Pour comble, vient de me rappeler un ami néerlandais, Hirsch et moi ne craignions pas de discuter devant les autres. Ce n'était pas l'étalage d'un désaccord, c'était, par principe, une recherche ouverte. Les négociateurs les plus expérimentés en étaient désarçonnés : comment pouvaient-ils présenter leur position nationale s'il n'y avait pas de position nationale française ? Nous gagnions, à ce jeu, un exceptionnel crédit. Il n'y avait pas de rencontre entre deux délégations sans qu'un Français y participât. La délégation française tenait le rôle si neuf et si essentiel du catalyseur, elle préfigurait l'Europe.

Au beau milieu des pourparlers éclate la malheureuse déclaration de John McCloy, haut commissaire en Allemagne, qui propose la mise sur pied de douze divisions allemandes. C'était le contraire de ce que nous tentions de faire : dans la recherche d'une souveraineté européenne, sauter à pieds joints l'affaire de la souveraineté allemande. Il fallut improviser la riposte : l'idée de la Communauté de défense. L'équipe qui en prépara le traité copia où elles n'avaient rien à faire les dispositions que nous élaborions pour le charbon et l'acier. Quand Paul Van Zeeland refusa un budget commun authentique en le réduisant à la somme des contributions décidées par chaque parlement, quand toute décision du commissariat était soumise à des avis conformes du Conseil pris à l'unanimité, je pensai qu'on cumulait les inconvénients : braquer les phares sur une autorité supra-nationale mais qui serait totalement démunie de pouvoirs.

Lors des travaux préparatoires du traité de la C.E.C.A., Hirsch avait dirigé une grande part des discussions économiques et techniques, le conseiller d'Etat Maurice Lagrange prenait charge des aspects juridiques, moi plus particulièrement des affaires sociales et commerciales. Mais tout le monde touchait à tout. Notre conférence s'interrompit pour que la délégation française rédigeât un projet complet ; elle fournit aussi un mémorandum sur la période transitoire : il se traduisit aisément en convention. Un comité de lecture, où j'étais aux côtés de Lagrange, se chargea des questions encore non résolues, acheva la mise au point des textes et, si mes souvenirs sont bo[ns,] accepta sans en changer un [...] la convention sur les dispositi[ons] transitoires. Il restait aux min[is]tres à fixer le siège : ce fai[llit] être le drame. Finalement Jose[ph] Bech, par sa bonhomie et [son] habileté, obtint que la Comm[u]nauté s'installe à Luxembourg, [la] France gardant le Parlement [à] Strasbourg.

Quand Jean Monnet, le 10 a[oût] 1952, inaugura sa présiden[ce,] c'était la petite poignée des pr[in]cipaux négociateurs qui se [mit] immédiatement au travail. Il f[au]dra raconter quelque jour ce [que] furent ces premiers mois de lab[eur] incessant, et à quel rythme, p[our] mettre les institutions en pl[ace,] entrer en contact avec les ind[us]tries et gouvernements, accom[plir] toutes les tâches préalables [à] l'ouverture successive du Mar[ché] commun pour le charbon et [pour] l'acier.

Le même esprit régnait que p[en]dant la négociation : les di[ffi]cultés de chaque pays éta[ient] considérées comme des difficu[ltés] communes à résoudre en comm[un.] Car la coopération, au sens [de] l'organisation européenne à [la]quelle le plan Marshall avait [don]né naissance, ne suffisait pa[s :] elle était ou le blocage, ou [le] compromis boiteux, ou l'ac[cord] forcé par la puissance extérie[ure :] l'Amérique qui détenait l'arg[ent.] A l'Europe de trouver dans [un] nouveau style de travail [...] fédérateur interne. Des inst[itu]tions, mais pour des tâches [con]crètes, et pour écarter le [...] *suprême : l'esprit de domina*[tion] qui avilit autant celui qui do[mine] que celui qui est dominé. Et [...] conception neuve de ce que [Jac]ques Rueff a appelé un ma[rché] institutionnel, c'est-à-dire la [...] initiative, mais entourée [...] conditions qui l'assortissent [aux] circonstances de notre temps [...] particulier cette grande inver[...] qu'était la réadaptation, [...] mettre la main-d'œuvre à l[...] des charges et des risques du [pro]grès, pour que tout changem[ent] d'emploi fût une chance de [pro]motion.

Le général de Gaulle, dan[s sa] retraite, crut pouvoir se ga[...] de ce « méli-mélo de charbo[n et] d'acier », s'attaquer à celui [...] sans citer son nom, il désig[nait] comme « l'inspirateur ». Il [...] prenait pour des naïfs. Il ne m[esu]rait pas l'extraordinaire aut[orité] dont, dans les négociation[s de] Paris aussi bien que dans [celles] du traité de Rome, bénéfici[aient] les hommes de la France. [Que] reste-t-il de sa politique du [...] sur la table ? L'histoire retie[ndra] que pendant quinze ans a [été] arrêtée et failli périr la plus g[ran]de et la plus pacifique révolu[tion] de notre temps. Quand, apr[ès le] retour du général au pou[voir,] Adenauer, surmontant ses hé[sita]tions, le rencontra, il avoua p[or]tant qu'il avait sous-estim[é la] portée politique de ce qui a[vait] été accompli. Cette reconnaiss[ance] tardive n'empêcha pas le [...] politicien, en proposant un ac[cord] franco-allemand, dont rien [n'est] sorti sauf des réunions périodi[ques] où parfois s'exacerbaient les a[nta]gonismes, de proclamer que [la] réconciliation franco-allema[nde] était son œuvre. Ceux qui peu[vent] se souvenir savent bien comm[ent,] en quelques jours, la déclara[tion] du 9 mai 1950 avait brusquem[ent] changé, et pour toujours, le c[ou]ple France-Allemagne.

Plus généralement, tout le [...] de ce qui avait commencé ce j[our-]là, c'était de changer les relat[ions] entre les peuples. Nous av[ons] connu les crises successives. J[ean] Monnet demeure le plus optir[mis]te : « Ce que nous avons fait [est] solide ; la preuve, c'est que, c[ha]que fois qu'il y a des crises, e[lles] sont surmontées. » Il pense auj[our]d'hui à une tâche plus va[ste] encore et plus difficile : bar[rer] l'esprit de domination. Ce de[vrait] être aussi changer les relati[ons] entre les hommes.

PIERRE URI[...]

● *Les fédéralistes europ*[éens] organiseront, vendredi 10 mai [...] de 10 heures à 18 heures, pl[ace] de l'Opéra, une campagne [de] pétitions au Parlement europé[en] identique à celle qui a permis [de] réunir des dizaines de mill[iers] de signatures dans les autres p[ays] de la Communauté. Il s'agit [de] demander que, dans l'esprit [des] décisions prises « au sommet » [de] Paris des 9 et 10 décembre 19[74,] le Parlement européen élab[ore] dans le plus bref délai — et [au] plus tard pour le mois de ju[in] 1975 — le rapport sur l'Uni[on] européenne *sous la forme* d'[un] statut instaurant un gouvern[ement] responsable devant un Pa[r]lement, lui-même élu au suffra[ge] universel direct.

● ERRATUM. — C'est par [er]reur que la Corée du Sud a [été] signalée, dans *le Monde* du 7 m[ai,] parmi les pays qui ont sig[né] mais non ratifié le traité [de] non-prolifération des armes n[u]cléaires. En réalité, la Corée [du] Sud a déposé les instrumen[ts] de ratification du traité le 26 av[ril] dernier auprès des Etats-Unis.

EUROPE

Portugal

M. Mario Soares pose ses conditions au parti communiste

Lisbonne *(A.F.P., Reuter, A.P.)*. — Le parti socialiste portugais est un parti national et, comme l'ont démontré les résultats des élections d'avril, il est le premier parti du Portugal, a déclaré mercredi 7 mai, en substance, M. Mario Soares, au cours d'une conférence de presse à Lisbonne.

Faisant allusion au parti communiste, le leader socialiste a souligné que les incidents du 1er mai provoqués par l'intersyndicale ont été, en réalité, le fait *« du parti qui domine cette organisation unifiée des travailleurs, contre laquelle le parti socialiste a toujours pris position du fait que le socialisme portugais est pluraliste »*.

Les incidents du 1er mai se sont répercutés au niveau gouvernemental et c'est ainsi, a ajouté M. Soares, que le premier ministre l'a convoqué, ainsi que M. Alvaro Cunhal, pour les inviter à l'unité indispensable à la bonne marche de la révolution du 25 avril.

« Le président du Conseil était très préoccupé par la confrontation entre les deux partis des travailleurs », a ajouté M. Soares, indiquant qu'il avait été alors convenu avec M. Cunhal d'organiser une rencontre pour examiner la voie de l'unité d'action politique entre les deux partis.

« Le parti socialiste portugais ouvert à l'entente doit cependant poser quelques préalables indispensables », a-t-il dit. *« Il faut que s'instaure un nouveau style dans les relations humaines entre les deux partis et que soit mis fin à la manipulation de la presse, de la télévision et de la radio au profit d'un seul parti. »* Il a cité à ce propos le *Diario de Noticias*, qui a une *« direction pro-communiste »*, Radio Clube Nationale qui, selon lui, *« se livre à une propagande inacceptable »*, l'agence nationale ANI, *« payée avec l'argent de tous »* et qui *« fait du sectarisme »*. *« Les journaux dépendant des banques qui viennent d'être nationalisées ou qui reçoivent des subventions de l'Etat ne doivent pas servir un seul parti »*, a déclaré M. Soares.

Un autre préalable avancé par le leader socialiste est la tenue d'*« élections libres au vote secret »* pour désigner les dirigeants syndicaux. Les conseils municipaux occupés par le Mouvement démocratique portugais, *« dépendance du parti communiste »*, selon lui, doivent aussi être remis à des conseillers élus au suffrage universel.

M. Soares a encore affirmé que son parti ne prononçait pas d'exclusive à l'égard du P.P.D. (parti populaire démocratique), dont la clientèle petite-bourgeoise de commerçants et d'agriculteurs doit être gagnée à la révolution. Il a estimé que l'*« avenir du peuple et de la révolution »* allait se jouer sur le terrain de l'économie, dont l'état est *« très préoccupant »*. Il a invité le gouvernement à pratiquer une *« politique de crédibilité tant à l'intérieur qu'à l'extérieur »* pour attirer les investissements.

M. Soares a réaffirmé qu'il voulait *« un socialisme sans dictature »* dans lequel les droits de l'homme seront respectés. Il a enfin déploré l'indifférence de l'opinion portugaise à l'égard de ce qui se passe dans les anciennes colonies.

Turquie

Selon Ankara

M. CLÉRIDÈS AURAIT ACCEPTÉ LE PRINCIPE D'UNE FÉDÉRATION BI-ZONALE A CHYPRE

M. Glafcos Cléridès, négociateur chypriote-grec aux pourparlers de Vienne, a accepté la thèse turque d'une fédération bi-zonale à Chypre, à condition que les Turcs réduisent à 28 % la part de territoire qu'ils contrôlent dans le nord de l'île, apprend-on le mercredi 7 mai à Ankara.

Les Grecs demandent que les Turcs évacuent Omorpho, Lefca et Myrtou, dans l'ouest, et Trikono et Lefkoniko, dans l'est de l'île. Ils exigent également une enclave grecque dans la péninsule du Karpas, dans le nord-est, précise-t-on de même source.

D'autre part, on apprend à Athènes que les ministres des affaires étrangères de Grèce et de Turquie se rencontreront le 18 mai — dans une capitale étrangère encore indéterminée — pour établir le texte du « compromis », concernant le litige des eaux territoriales en mer Egée, qui devrait être soumis à la Cour internationale de La Haye. — *(A.F.P.)*

Italie

La Chambre adopte le projet de loi sur l'ordre public

De notre correspondant

Rome. — Le débat sur l'ordre public, qui marque toute la vie politique italienne depuis plusieurs mois, s'est provisoirement conclu, mercredi 7 mai, par l'adoption à la Chambre du projet de loi gouvernemental destiné à lutter contre la violence et la criminalité. Le Sénat, dont la composition est presque identique à celle de la Chambre, devrait s'exprimer dans le même sens. Le résultat a été acquis par 322 voix (démocrates chrétiens, sociaux-démocrates, socialistes, républicains, libéraux et droite nationale), contre 187 (communistes) et 2 abstentions (indépendants de gauche).

Le projet de loi (*le Monde* daté 30-31 mars) prévoit un renforcement de la garde à vue et des mesures de prévention contre les suspects. Il accorde davantage de pouvoirs aux policiers, notamment dans l'usage de leurs armes.

La proximité des élections régionales n'est pas étrangère aux hésitations et aux contradictions qu'ont manifestées plusieurs partis politiques au cours du débat. Les communistes, après s'être opposés aux accusations de l'extrême gauche — qualifiant la loi de *« liberticide »*, — ont préféré voter contre le projet *« pour des raisons de principe »*.

L'extrême droite, elle, a mis tout le monde dans l'embarras en se déclarant en faveur du projet. *« Les mesures prévues contre la réorganisation du parti fasciste sont un motif de propagande politique qui ne peut concerner le M.S.I. »*, a déclaré le chef de ce groupe à la Chambre. Il a fallu que le président du conseil publie un communiqué de dernière heure pour refuser ce cadeau empoisonné et dénoncer la *« manœuvre »* des amis de M. Almirante, soupçonnés d'avoir une part de responsabilité dans la recrudescence de la violence politique. Les socialistes en particulier se sont sentis « humiliés » de devoir mêler leurs voix à celles de l'extrême droite.

Le projet de loi est un coup de maître du secrétaire de la démocratie chrétienne, M. Fanfani qui n'est pas mécontent d'embarrasser ses adversaires, *communistes, et encore* plus ses alliés socialistes. Ces derniers, ne pouvant provoquer une crise gouvernementale à quarante jours des élections, ne pouvant non plus négliger un thème aussi populaire que l'ordre public, ont concentré tous leurs efforts sur des amendements qui pourraient orienter la loi dans un sens plus libéral.

Ainsi, à leur demande, on a complètement récrit l'article premier qui refusait la liberté provisoire pour tout délit comportant *l'obligation du mandat* d'arrêt : la mesure ne s'appliquera que dans certains cas, et notamment pour les tentatives de reconstitution du parti fasciste. *Les socialistes* ont, d'autre part, empêché le vote de l'article 4, qui permettait des perquisitions au domicile des suspects.

« A partir d'aujourd'hui, chacun est un peu moins libre », affirme l'hebdomadaire *l'Espresso*. Même s'ils partagent ce point de vue, les socialistes ont un motif de consolation cette loi ne durera pas plus de quelques mois puisqu'une réforme général du code pénal est attendue avant la fin de l'année

ROBERT SOLÉ.

Hongrie

PAUL VI : le cardinal Mindszenty fut et continuera d'être un symbole de contradictions.

Cité du Vatican *(A.F.P., Reuter.)* — Au cours de l'audience générale du 7 mai, Paul VI a parlé du cardinal Mindszenty. Le prélat, dit-il, *« fut et continuera sûrement d'être un symbole de contradictions, comme il fut l'objet à la fois de vénération et d'attaques violentes. Le cardinal Mindszenty fut ardent dans la foi, fier dans ses sentiments, irréductible dans ce qui lui apparaissait comme le devoir et le droit. La Providence en fit un protagoniste d'une des périodes les plus difficiles et les plus complexes de l'existence millénaire de l'Eglise dans son noble pays »*.

« Une fois calmé le tumulte des passions et des polémiques, suscitées souvent par des épisodes de son existence tourmentée et indomptable, a dit encore Paul VI, *l'histoire saura former sur lui un jugement mieux équilibré et objectif. »*

Le cardinal Mindszenty sera inhumé le 15 mai dans la basilique de Mariazell, à 140 kilomètres au sud-est de Vienne, en Styrie.

L'ANNIVERSAIRE DU 8 MAI 1945

LA CÉRÉMONIE MILITAIRE A MOURMELON

La France doit assurer elle-même, complètement à la mesure de ses moyens, sa sécurité

a déclaré le chef de l'État

Mourmelon-le-Camp. — Sous les projecteurs qui trouaient la nuit de Champagne, l'armée française a renoué avec un certain goût du spectacle solennel. Une veillée son et lumière retransmise par la télévision était organisée, mercredi 7 mai, au camp militaire de Mourmelon (Marne), à l'occasion du trentième anniversaire de la victoire et de la fin des manœuvres nationales, en présence de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui a tenu à rappeler devant les unités réunies qu'il parlait comme « chef constitutionnel des armées ».

Sept mille hommes, deux cents blindés — dont une centaine de chars AMX-30 — participaient à cette démonstration, soit la valeur d'une brigade des forces de manœuvre, en la circonstance la 10e brigade du général Jean Delaunay, stationnée habituellement à Reims et à laquelle on avait ajouté des élèves des écoles militaires, des détachements de la gendarmerie, de l'armée de l'air et de la marine, ainsi que quatre pièces de tir du missile nucléaire tactique Pluton.

Le « Chant des Africains » et le « Chant des partisans »

Après avoir passé en revue les troupes massées devant lui et éclairée par plusieurs dizaines de projecteurs, le chef de l'Etat, entouré notamment du ministre de la défense, M. Yvon Bourges, du secrétaire d'Etat à la défense, le général de corps d'armée Marcel Bigeard, et des chefs militaires, a entendu un rappel historique de ce que fut la victoire de mai 1945.

Dans cette évocation, Jean Desailly a lu les trois ordres du jour des généraux de Gaulle, Leclerc et de Lattre, et Yves Montand a entonné le célèbre *Chant des partisans* ; des extraits d'œuvres de Saint-Saens, Verdi et Poulenc, le *Chant des Africains*, chant de marche de la 1re armée de de Lattre, la *Marche de la 2e D.B.* d Leclerc et *la Marseillaise*, dans l'orchestration de Berlioz, ont ponctué cette évocation, qui se terminait sur l'enregistrement de l'allocution prononcée par le chef de la France libre le 8 mai 1945.

En complet-veston, malgré le froid qui avait succédé à la pluie, rendant le terrain de Mourmelon particulièrement boueux et détrempé, M. Valéry Giscard d'Estaing s'est alors adressé aux troupes massées devant la tribune officielle. Parmi celles-ci, le chef de l'Etat a pu reconnaître les chars AMX-30 du 2e régiment de dragons, stationné à Haguenau (Bas-Rhin) : c'est dans cette unité, héritière des dragons de Condé, l'un des plus vieux régiments de l'armée française, que le brigadier-chef Giscard d'Estaing, engagé à dix-huit ans, a servi, notamment comme chef de char, au cours de la campagne de l'hiver 1944-1945.

La condition militaire

C'est, du reste, d'abord ce souvenir que le président de la République a tenu à évoquer, dans son discours, pour rappeler les conditions dans lesquelles il avait alors appris la capitulation de l'Allemagne. Pendant une dizaine de minutes, le chef de l'Etat a porté témoignage de ses compagnons d'armes, « *tenaces, infatigables et anonymes* », qui luttaient « *pour l'indépendance et la liberté de notre pays* ». Puis, s'adressant à travers les unités militaires qui l'écoutaient à « *toute la jeunesse française* », M. Giscard d'Estaing a, en conclusion, repris les grands thèmes de sa causerie « *au coin du feu* » du 25 mars dernier sur la sécurité et réaffirmé que, « *dans un monde où chacun lutte durement pour son indépendance, où les grands événements révèlent la solitude des peuples, la France doit assurer elle-même, complètement, à la mesure de ses moyens, sa sécurité* ».

Si le passage sur « *l'indépendance de la défense* » de son allocution de Mourmelon a rappelé sa profession de foi gaulliste en matière de défense devant la télévision le 25 mars dernier, en revanche, le chef de l'Etat a trouvé des accents nouveaux pour parler de la condition de ceux qui servent sous l'uniforme. Et il est naturel, dans ces conditions, que, à Lumière qui aura coûté 1,5 million lumière qui aura coûté 1,5 million de francs selon une source proche du ministère de la défense, les phrases qu'ont retenues les militaires présents à Mourmelon soient celles qui avaient trait à l'amélioration de la condition de l'appelé et de la situation des personnels de carrière.

J. I.

Le discours du président de la République

Voici le texte intégral de l'allocution du chef de l'Etat :

« Officiers, sous-officiers et soldats,

» Ce que je suis venu commémorer avec vous ce soir comme chef constitutionnel des armées, c'est le silence qui s'est posé sur l'Europe au matin du 8 mai 1945, succédant au fracas des armes. Un silence qui voulait dire la paix.

» Nous étions, mes camarades de la Ire armée française et moi, dans un village d'Allemagne, à l'est de Constance, en marche vers l'Autriche. Je me souviens que j'étais assis sur la tourelle du char, à attendre l'ordre du départ. Un de mes camarades, semblables à vous, a traversé la place en criant quelque chose que je ne comprenais pas de loin. Il s'est rapproché et a dit : « *On ne part pas. C'est fini. Les Allemands ont capitulé. Je l'ai entendu à la radio.* »

» Trente ans après, la mémoire, qui n'oublie rien de l'intensité des instants vécus, me fait retrouver ce sentiment étrange et confus, un bonheur qui avait le goût du vide. « *C'est fini.* » Après six années où la vie quotidienne était martelée par les événements de la guerre, où les seules nouvelles espérées concernaient la guerre, où nos raisonnements, nos calculs, nos objectifs étaient la libération et la victoire, voici que tout retombait comme de la cendre, que tout était différent. Qu'allons-nous faire, dans cinq minutes, rester, bouger, partir ? Nous étions trop peu nombreux, sur cette place, pour crier de joie. Nous nous regardions entre nous, sans rien dire. « *Il paraît que de Lattre est à Berlin.* »

» Il a fallu de longues minutes pour que je regarde le village, et que je voie que c'était un village, pour que je regarde la route qui tournait à l'entrée, et que je comprenne que c'était une route, sur laquelle allait rouler à nouveau des machines agricoles, qu'allaient suivre les enfants le matin pour venir à l'école, une route qui, après avoir été creusée par les rayures des chenilles de nos chars, redeviendrait un chemin paisible, sans histoire et sans souvenir.

» Tout était différent. Et nous-mêmes nous devenions inutiles, dans cette grande rumeur de la paix qui allait revenir, où nous nous disperserions, où nous saurions, moins vite que les autres, nous adapter à l'insouciance, à la spontanéité, aux appétits de la vie retrouvée.

» Nous devenions inutiles, mais les efforts accomplis ne l'avaient pas été. Vous avez entendu évoquer l'action de tous ceux qui partis de France ou d'Afrique, après avoir combattu en Libye, en Tunisie, en Italie, à l'île d'Elbe et en Corse, avaient retrouvé le sol de France en Normandie, et en Provence, avant de rejoindre le Rhin, de le franchir, accompagnés des forces venues de l'intérieur, et d'aller terminer la guerre près du repaire où elle avait été décidée.

» Pour vous, tout cela est très loin. Ce sont des histoires de guerre. Et pourtant nous avions votre âge, nous étions habillés comme vous l'êtes, c'était le même jour. Et la guerre s'est réellement achevée lorsque nous avons vu passer devant nos chars aux canons alignés, le général de Gaulle et le général de Lattre, comme j'ai eu le privilège de le faire devant vous ce soir.

« La victoire a été leur témoignage »

» Je ne rendrai pas témoignage à tous ceux, de tous rangs et de toutes conditions, Français, Africains du Nord, Africains, engagés, militaires de carrière, qui constituaient ces armées jeunes et ardentes. La victoire a été leur témoignage. Mais je vous dirai à vous, et à toute la jeunesse française, que lorsqu'il s'est agi de lutter pour l'indépendance et la liberté de notre pays, il s'est trouvé autant d'hommes, tenaces, infatigables, anonymes, qu'il s'en est trouvé ailleurs, et depuis, dans d'autres pays, pour combattre pour les mêmes causes.

» C'est pour moi l'occasion, à un moment où la France célèbre souvent le courage des autres, de rendre témoignage à son propre courage, manifesté sur mille ans d'histoire. N'oublions pas que nous sommes issus d'un des peuples les plus courageux du monde, qui a connu, en son temps, ses victoires en savates et en guenilles qui a été tantôt ordonné et tantôt indomptable. Et qui doit aujourd'hui rester un peuple indépendant et fier.

» Officiers, sous-officiers et soldats, *la France est un pays pacifique, mais elle ne doit pas être un pays faible. Dans un monde où chacun lutte durement pour son indépendance, où les grands événements révèlent la solitude des peuples, la France doit assurer elle-même, complètement, à la mesure de ses moyens, sa sécurité.*

» L'effort de sécurité est un sacrifice, comme l'était davantage encore, dans le combat, l'effort d'indépendance. Vous y consacrez les uns votre service, les autres votre carrière. Nous devons veiller à ce que les conditions de ce service, à ce que la situation de ces carrières soient dignes de l'effort qui vous est demandé.

» Mais je pense être conforme à l'esprit de tous ceux qui, voici trente ans, ne mesuraient ni leur temps, ni leur sort, ni leur sang, pour veiller à l'indépendance de la France, à tous ceux qui, comme vous, avaient des opinions, des origines, des ambitions différentes, mais qui étaient des camarades au service d'une même cause, je pense être conforme à leur esprit en vous demandant aujourd'hui, officiers, sous-officiers et soldats, de veiller, dans ce monde tourmenté, à la sécurité de la France. »

Le gouverneur Wallace et la seconde guerre mondiale

LES ÉTATS-UNIS SE SONT PEUT-ÊTRE TROMPÉ DE CAMP

Washington (A.F.P.). — Le gouverneur de l'Etat d'Alabama, M. George Wallace, estime que les Etats-Unis se sont peut-être trouvés du mauvais côté pendant la seconde guerre mondiale, rapporte, mercredi 7 mai, le quotidien « Washington Post ». « Je crois que nous nous sommes peut-être battus contre ceux qu'il ne fallait pas », a déclaré M. Wallace à un groupe de journalistes étrangers qui visitaient le sud des Etats-Unis. Se tournant vers un correspondant soviétique, il a ajouté : « Nous avons combattu à vos côtés, mais j'aurais tout de même préféré voir l'Union soviétique, ou plutôt son gouvernement, freinée un tant soit peu. » Toujours selon la même source, M. Wallace a affirmé qu'au cours des années précédant Pearl Harbour la politique étrangère américaine aurait dû être fondée sur l'amitié avec le Japon et l'Allemagne.

8 MAI

(Suite de la première page.)

Une fois la paix rétablie ou l'indépendance reconquise, l'incompréhension et l'impatience se portent rapidement sur un autre terrain. Alors que la démocratie a eu tant de peine à s'établir et en éprouve encore tant à bien fonctionner dans le vieux continent, on s'indigne que des pays devenus indépendants ne l'installent pas instantanément, sans le moindre délai ni le moindre désordre. Dans de jeunes pays, où trop souvent la puissance coloniale n'a guère formé de cadres, quand elle ne les a pas éliminés par le feu et le sang, on voudrait que se lèvent aussitôt des moissons de dirigeants et de fonctionnaires qualifiés. Puis, passant d'un excès à l'autre, sous le coup de la défaite ou de la déception, on admet finalement que le communisme est le seul moyen pour les pays pauvres, et eux seuls, de vaincre leur sous-développement économique et culturel, tolérant tout à coup un régime qu'on a contribué à instaurer en radicalisant la guerre qui était destinée précisément à l'empêcher. On va même jusqu'à décerner de haut un brevet de patriotisme à des révolutionnaires que l'on avait decrits pendant des années comme étant aux ordres de l'étranger.

***

Masochisme ou idéalisme, dira-t-on. Et si ce n'était qu'humilité devant les faits ? Ne vaut-il pas mieux les reconnaître, si désagréables qu'ils soient pour l'amour-propre, que de renouveler les mêmes erreurs dans les derniers pays qui s'éveillent ?

Pour les puissants, une fois célébrés les faits d'armes, les anniversaires, les 8 mai devraient être l'occasion de faire retraite et d'apprendre l'histoire.

J. F.

● « *La capitulation allemande n'a pas encore assuré la paix, mais celle-ci doit sans cesse être garantie de nouveau. C'est pourquoi nous avons choisi les principes du renoncement à la force et de la sécurité collective* », a dit mercredi 7 mai le chancelier Schmidt. « *Les citoyens de notre Etat ont pris leurs distances par rapport à toutes les formes de totalitarisme. Nous sommes devenus immunisés à l'égard des tentations de toutes les idées et idéologies totalitaires* », a ajouté le chancelier fédéral. — *(A.F.P., U.P.I.)*

● *Le praesidium du Soviet suprême soviétique* a annoncé mercredi 7 mai une amnistie pour certains anciens combattants à l'occasion du trentième anniversaire de la victoire. L'amnistie, précise Tass, touchera les invalides de guerre, les personnes de plus de soixante ans et les femmes ayant combattu.

Des amnisties avaient été décidées en U.R.S.S. en 1945, à l'occasion de la victoire en 1953, après la mort de Staline, et en 1967, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la révolution d'Octobre. — *(A.F.P.)*

PRÉLUDE A LA GUERRE D'ALGÉRIE

Il y a trente ans, les émeutes sanglantes de Sétif...

par LÉO PALACIO

Le 8 mai 1945, l'Algérie tout entière célèbre la victoire des Alliés sur le fascisme. Comme les autres villes de ce que l'on appelait encore « la métropole et l'empire », Sétif, modeste sous-préfecture des Hauts-Plateaux algériens, dans le Constantinois, est abondamment pavoisée pour fêter la fin d'une guerre qui a mobilisé pendant plusieurs années les meilleurs éléments de l'armée d'Afrique. Au coude à coude, Musulmans et Européens se sont couverts de gloire dans les djebels de la dorsale tunisienne, dans les Apennins et le Latium, sur les côtes de Provence et de Normandie, de la Seine jusqu'au Rhin et au Danube pour atteindre le réduit nazi tyrolien.

Mais la veille, dans sa résidence de la place Bugeaud à Alger, où siégeait l'état-major du XIXe corps d'armée et de la Xe région militaire qu'il commandait, le général Henry Martin, le libérateur de la Corse en septembre 1943, a vu grossir sur son bureau un dossier alarmant qui lui fait prendre des mesures d'urgence aussitôt adressées à ses subordonnés commandant les divisions d'Alger, d'Oran et de Constantine. Aux termes de cette note 403 3/S, les trois généraux doivent « maintenir dans leurs quartiers les détachements de piquets prévus pour empêcher toute perturbation de faire dévier la légitime joie d'un peuple victorieux et de rester en liaison avec les autorités civiles ».

Déjà, le 1er mai, des incidents graves s'étaient produits à Alger et à Sétif. Au cours de réunions à caractère syndical, des militants nationalistes algériens avaient déclaré que la chute du fascisme en Europe devait entraîner pour les peuples colonisés le droit à s'autodéterminer. A Bougie, le sous-préfet avait même dû faire arrêter des meneurs.

Le général Martin, s'il en croit les rapports de ses services de renseignement et de sécurité, doit surveiller particulièrement la région de Sétif, un vaste quadrilatère steppique encastré entre la vallée de la Soummam, à l'ouest, les contreforts des Babors au sud, les hauts-plateaux de Châteaudun à l'est, la corniche kabyle de Bougie à Djidjelli au nord. Pour l'ensemble de ce territoire, le commandant de l'armée d'Algérie dispose de maigres effectifs prélevés parmi les neuf mille hommes des dépôts et des réserves territoriales du général Duval, commandant la division de Constantine, et les éléments opérationnels du 15e régiment de tirailleurs sénégalais, du bataillon de marche du 3e zouaves, du 9e spahis algériens dont deux escadrons sont détachés en Tunisie, d'un groupe d'artillerie, d'un peloton motorisé de la Légion étrangère. A ces forces armées, il faut ajouter cinq cent vingt-trois gendarmes des brigades départementales, un escadron motorisé de la garde mobile et un goum de Tabors marocains.

Le commandant de la Xe région militaire n'a pas à demander le « feu vert » à son supérieur civil. C'est le gouverneur général Châtaigneau lui-même qui donne au général Duval les pleins pouvoirs du maintien de l'ordre. Le 2e bureau militaire connaît le plan des conjurés pour le « jour J » dans le Constantinois : attaque de la préfecture par une section de quarante hommes répartis en huit groupes disposant d'un pistolet mitrailleur, de fusils et de grenades : coup de main contre l'hôtel de ville et le commissariat central par deux groupes de trente et cinquante hommes. En cas de réussite, les insurgés devront libérer les prisonniers de la maison d'arrêt et les utiliser pour s'emparer de divers points statégiques. Les casernes où sont stationnés des contingents musulmans seront neutralisées par des nids de mitrailleuses.

Un responsable communiste parmi les premières victimes

Pour Sétif, les renseignements obtenus sont plus discrets. Les services de police savent seulement que les nationalistes algériens refusent de participer au défilé officiel. Ils veulent manifester à l'autre bout de la ville en criant leurs slogans anticolonialistes. D'accord, répond le chef de la sûreté, l'inspecteur Olivieri, mais à la condition qu'aucun drapeau vert et blanc ni aucune pancarte nationaliste ne soit arboré. M. Olivier veut aussi que les deux cortèges ne puissent se rencontrer.

C'est ainsi que l'un des cortèges, le « tricolore », partira derrière les anciens combattants, médailles pendantes, en chantant *la Marseillaise* et *les Africains*, tandis que l'autre scandera « *Vive Messali ! A bas le colonialisme !* » en agitant des banderoles contre l'impérialisme français. Ce dernier cortège est encadré par des scouts musulmans algériens en uniforme kaki. L'inspecteur Olivieri s'avance vers les chefs pour leur demander de plier les banderoles. Il est conspué, bousculé, et, se croyant en danger, dégaine son revolver et tire une balle en l'air. Le feu vient d'être mis aux poudres...

Les manifestants envahissent les rues du centre, brandissant des matraques, des couteaux, des hachettes. Tout Européen aperçu est tué sur-le-champ. L'une des premières victimes sera M. Denier, secrétaire de la cellule du parti communiste et agent des P.T.T., atteint d'un coup de couteau en pleine poitrine et qui, tombé à terre, aura encore les poignets coupés à la hache. Des magasins sont pillés, des maisons incendiées. Et, tandis que la ville est livrée aux émeutiers, des agents de liaison messalistes s'éparpillent dans la campagne pour transmettre leurs mots d'ordre insurrectionnels.

Pendant deux jours, le reste de l'Algérie et du monde vivra dans l'ignorance de cette révolte et des représailles qu'elle entraîna. C'est seulement le 10 mai que le gouverneur général Châtaigneau, dont les sentiments socialistes étaient bien connus, fit diffuser par les agences de presse un communiqué officiel déclarant que « *le jour de la Victoire, à Sétif, des éléments troubles, d'inspiration et de méthodes hitlériennes, se sont livrés à des agressions à main armée sur des populations qui fêtaient la victoire dans la ville et ses environs* ».

Ce même jour, l'éditorial du quotidien communiste *Alger républicain* prend une position très nette : « *Nous avons dénoncé à l'avance le complot fasciste qui a abouti aux événements du Constantinois. Nous continuerons à le dénoncer. Nous ferons barrage à la vague de panique et de haine raciale qu'on veut soulever en Algérie. Nous réclamons le strict retour à la légalité républicaine, seule garantie de l'ordre français...* »

Dans son éditorial du lendemain, le même journal demande « *une répression inéluctable et nécessaire des actes criminels commis par des agitateurs inconscients et provocateurs... Le gouverneur général a annoncé aux délégations financières que l'ordre était rétabli. L'ordre ne doit plus être troublé par personne. Nous ne sommes plus aux temps des expéditions coloniales. L'armée doit demeurer sous le contrôle du pouvoir civil et la police se borner à faire respecter la loi...* »

Une commission d'enquête conclut à la « Guerre sainte »

Pour établir les raisons de cette insurrection sanglante et des dures représailles qui suivirent, le gouverneur général Châtaigneau demanda au général de gendarmerie (du cadre de réserve) Tubert, qui devait plus tard être élu député sur une liste communiste, de prendre la présidence d'une commission d'enquête composée de M. Taleb, magistrat musulman (cadi) de Tlemcen, et de M. Labattut, avocat à la cour d'appel d'Alger. Dans le rapport qui fut rédigé à la suite d'une minutieuse enquête, ces trois personnalités faisaient savoir qu'« *à Sétif, vingt-neuf européens avaient été assassinés, tandis que les émeutes qui avaient éclaté dans la région avaient pris le caractère d'un véritable soulèvement* ». Le rapport précisait :

« *Dans la région de Djidjelli, des bandes armées ont parcouru la campagne, assassinant quatre gardes forestiers et leurs familles et tuant quatre autres personnes à Lafayette. Le centre de Kerrata a été livré au pillage, le juge de paix et sa femme ont été tués en même temps que huit autres personnes. Autour de Guelma, des fermes ont été attaquées et leurs habitants tués. Le village de Chevreul, au nord-est de Sétif, a été entièrement détruit par le feu. La population, réfugiée à la gendarmerie, a dû soutenir un siège de trente heures.*

« *Au total, cent trois Européens ont été massacrés et plusieurs femmes, dont l'une âgée de quatre-vingts ans, ont été violées,* précise encore le rapport d'enquête. *Les cadavres, dans la plupart des cas, ont été affreusement mutilés, les parties sexuelles coupées et placées dans la bouche, les seins des femmes tranchés. Il nous a été confirmé par des bergers musulmans que les assaillants ont attaqué le centre de Chevreul aux cris de* « Djihad ! Djihad ! » *(Guerre sainte !)*

les militaires sont traumatisés par

Lorsque la tuerie avait commencé dans les rues de Sétif, la garnison, composée en grande partie de soldats musulmans du 7e Tirailleurs algériens, avait été consignée dans ses quartiers et ce sont des troupes « sûres » que le général Duval envoya vers la ville en début d'après-midi : zouaves, tirailleurs sénégalais, gardes mobiles, légionnaires.

Dans la petite sous-préfecture, comme dans les villages du bled, les scènes d'épouvante qu'ils découvrent : Mme Sambin a été tuée avec son bébé dans ses bras, tandis que son fils Pierre est criblé de balles. Les deux enfants des gardes forestiers de Tamsout sont déchiquetés à coups de couteau L'abbé Navarro a été achevé au poignard. Nombre de cadavres *ont la tête en bouillie.* Parmi les légionnaires, il est des Allemands qui ont dû fuir leur pays lors de la montée du nazisme. Ils découvrent avec horreur, sur les murs des habitations de Lafayette, des croix gammées barbouillées au goudron. Alors va s'abattre une terrible répression.

A Siklègue, près de Chevreul, les points de résistance sont réduits au canon et à la mitrailleuse. Des mechtas, qui abritaient des rebelles, sont mitraillées par l'aviation et incendiées. A Guelma, le sous-préfet, M. Achiary, ancien chef des services spéciaux à Alger, qui doit son poste à de brillants états de service dans la Résistance, interdit toute circulation, décrète le couvre-feu et fait arrêter les chefs nationalistes dont il possède une liste complète. Avec l'aide des syndicats ouvriers et le mouvement *France combattante*, il organise des milices armées qui vont aider la gendarmerie à rétablir l'ordre. Cette opération ne se fera pas sans bavures, car beaucoup de civils, ainsi armés, vont exercer une impitoyable vengeance. Le ratissage des foyers de désordre se poursuit jusqu'à la fin du mois de mai. Plus tard, les milieux nationalistes fixeront à soixante mille, pour le ramener à quarante-cinq mille, le chiffre des victimes musulmanes. Le gouvernement général de l'Algérie s'arrêtera au chiffre de mille cinq cents.

Le 9 juin, les services du général Martin dressaient le bilan des armes récupérées dans les centres de dissidence : 356 fusils de guerre moderne, 891 fusils de guerre plus anciens, 8 628 fusils de chasse, 3 pistolets mitrailleurs, 1 200 pistolets automatiques et revolvers, ainsi qu'une abondante documentation, qui prouvait que la rébellion avait été longuement préparée.

Les événements du Constantinois, en ce mois de mai 1945, ont constitué en réalité le premier épisode d'une guerre d'indépendance qui a éclaté ouvertement le 1er novembre 1954. Et déjà, parmi les leaders algériens arrêtés à l'époque, on trouve les noms de Mohammed Khider, Larbi Ben M'Hidi, Souyah Houari, Ahmed Bouguerra, Ben Youssef Ben Khedda, alors membres des Amis du manifeste et de la liberté, ou du parti populaire algérien, avant de se hisser sur la scène de l'actualité dans les rangs du F.L.N. ou de l'A.L.N.

POLITIQUE

AU SÉNAT

• L'égalité des sexes • La lutte contre les déchets

Le Sénat a adopté, mercredi 7 mai, le projet de loi tendant à égaliser, dans la fonction publique, les conditions de recrutement et de promotion entre les deux sexes. Ce projet, dont le rapporteur était M. Auburtin (U.D.R.), a été légèrement modifié et devra retourner à l'Assemblée nationale, où il avait été adopté le 22 avril (le Monde du 24 avril) en première lecture.

Les sénateurs ont ensuite voté, en l'amendant, le projet de loi relatif à « l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux », texte que n'ont pas encore examiné les députés. Puis le Sénat a autorisé, par 186 voix contre 92 (P.C., P.S., radicaux de gauche), l'émission d'un emprunt de 5 milliards, destiné à relancer les investissements.

« *L'égalité des droits entre les deux sexes*, déclare M. AUBURTIN, qui présente le rapport de la commission des lois, *n'est pas encore la réalité dans la fonction publique, où subsistent de nombreuses discriminations. Ce projet marque la volonté du gouvernement de mettre un terme à ces anomalies dans le domaine sur lequel il possède l'autorité la plus directe et où se rencontre la plus forte proportion d'emplois occupés par les femmes.* »

M. NAMY (P.C.), qui intervient ensuite, souligne que la convention de l'ONU sur les droits politiques de la femme, signée par la France en 1953, n'a pas encore été publiée au *Journal officiel*.

« *Dans l'accomplissement du service public*, affirme M. PERONNET, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique, *l'Etat ne veut connaître que la qualité du fonctionnaire et non son appartenance à l'un ou l'autre sexe : la réforme de l'article 7 du statut général qui est proposée fait de l'égalité de condition des agents une réalité pleine et entière.* »

Mme FRANÇOISE GIROUD, secrétaire d'Etat à la condition féminine, répond alors à M. Namy que la convention de l'ONU sur les droits politiques de la femme sera publiée prochainement au *Journal officiel* : il fallait la signature de tous les ministres. « *Je viens*, dit-elle, *d'obtenir la dernière.* »

Un amendement de M. JEAN COLIN (Union centriste), adopté par le Sénat, prévoit que « *tout fonctionnaire peut bénéficier d'une disponibilité, soit pour des raisons de famille, soit sur sa demande, en fonction d'un certain nombre d'années de service* ». Cette modification, indique M. COLIN, assouplira les conditions actuelles de disponibilité qui sont très rigoureuses et bloquent des postes d'encadrement tandis que les jeunes piétinent.

M. PERONNET s'était opposé vainement au vote de cet amendement, déclarant : « *Vous créez un nouveau droit : la disponibilité à l'ancienneté, sans considération de l'intérêt du service.* »

Le Sénat a ensuite adopté sans discussion l'article unique d'un second projet de loi qui étend le bénéfice des dispositions du code de la famille aux enfants à charge des personnes célibataires ou divorcées.

L'ORDRE DU JOUR

La conférence des présidents du Sénat a fixé les dates suivantes pour la discussion de plusieurs questions orales ou projets de lois :

20 MAI. — Questions sur la politique énergétique et la construction de centrales nucléaires ;

21 MAI. — Questions sur les finances locales et les libertés communales (réponse de M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur) ;

22 MAI. — Projets de loi sur *le remembrement et le statut du fermage*.

VERS LE 10 JUIN. — Déclaration de politique générale du gouvernement suivie d'un vote. Le débat se développera autour d'un thème central qui n'a pas été encore fixé.

La protection de l'environnement

Puis il a examiné le projet de loi sur « *l'élimination des déchets et la récupération des matériaux* ». « *Ce texte*, a indiqué le rapporteur M. RAUSCH (Union centriste), *pose d'abord le principe de la responsabilité du producteur de déchets, application du principe général pollueur-payeur. Il donne la possibilité de rechercher la responsabilité de ceux qui mettent sur le marché des produits qui deviendront des déchets. Une taxation à la source permettra de financer l'élimination des déchets. Il innove en faisant obligation aux communes de collecter et d'éliminer correctement les ordures ménagères. D'autre part, diverses mesures sont prévues pour faciliter la récupération.*

» *Enfin, est créée une agence nationale des déchets, dont le rôle sera à la fois technique et d'incitation.* »

M. BOYER-ANDRIVET (Ind.), qui exprime l'avis de la commission des finances, souligne que la nouvelle législation permettra d'imposer à des producteurs de participer, au besoin par le biais d'une taxe parafiscale, à l'élimination des déchets des produits qu'ils ont mis sur le marché.

Au nom de la commission des affaires culturelles, M. COLLERY (Union centr.) s'inquiète de ce qui sera fait pour les déchets radioactifs. « *Quant à la récupération*, déclare-t-il, *elle dépend de l'impulsion des pouvoirs publics, mais il faut dire que les mécanismes de l'économie libérale ne la favorisent guère. Les incitations économiques doivent être complétées par des incitations techniques.*

» *L'agence nationale aura un rôle déterminant. Mais l'Etat pourra intervenir de manière plus dirigiste, par exemple, en planifiant l'exercice de certaines activités de récupération.*

M. LETOQUART (P.C.) estime qu'il serait normal que les fabricants d'emballages plastiques fussent taxés en raison des profits qu'ils en ont tirés.

M. JARROT, ministre de la qualité de la vie, dresse le bilan de la situation actuelle :

Plus de 11 millions de tonnes de déchets sont rejetées annuellement, par les ménages, soit autant que l'industrie ; 1 million de véhicules hors d'usage et 30 millions de pneumatiques, etc.

« *Jusqu'à présent*, déclare-t-il, *les déchets étaient considérés comme des sous-produits inévitables de l'activité industrielle et de la consommation humaine. Il convenait de s'en débarrasser en limitant au mieux les nuisances qu'ils pouvaient provoquer. Aujourd'hui s'impose l'idée qu'il faut également agir « à l'amont », c'est-à-dire aux niveaux des processus de fabrication, de production et de consommation. Le projet de loi est fondé sur cette préoccupation, à côté du souci de promouvoir des solutions d'élimination des déchets satisfaisantes pour l'environnement.* »

Le ministre pense que la mise sur le marché de produits non éliminables devra être, un jour, à la limite interdite, à tout le moins contrôlée.

Le Sénat a voté plusieurs amendements ; il a notamment étendu la notion de responsabilité pour les dommages causés par les déchets ; il a aussi voulu préciser l'orientation du décret qui fixera la nature des déchets et ordures ; deux type de financement distincts ont été en effet prévus pour leur destruction et leur récupération. Les sénateurs ont enfin voulu que l'agence nationale pour l'élimination et la récupération des déchets voie sa finalité bien définie : elle est créée « en vue d'assurer la sauvegarde de l'environnement ». Ils ont en revanche repoussé un amendement de leur commission des affaires culturelles, qui proposait d'interdire la fabrication et la vente de produits non éliminables, tels que ceux à base de chlorure de polyvinyle, de polystyrène et les détergents non bio-dégradables. — A. G.

CINQ GRANDS DÉBATS SONT PRÉVUS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La conférence des présidents de l'Assemblée nationale a fixé, le 6 mai, l'ordre du jour et prévu l'organisation de cinq grands débats :

Sur la défense et le service national (le 21 mai), sur l'emploi (le 28 mai), sur les options du VIIe Plan (les 3 et 4 juin), sur la politique étrangère (le 11 juin) et sur l'immigration (le 18 juin). Le projet de loi sur le divorce sera examiné du 27 au 30 mai, le projet de loi sur la taxe professionnelle du 10 au 13 juin, le projet de loi sur la réforme foncière entre le 13 et le 20 juin.

Avant que ces décisions soient prises, M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R., avait exprimé l'insatisfaction de ses amis devant l'incertitude dans laquelle on les laissait. « L'Assemblée est en chômage technique », avait-il déclaré à la suite de la réunion du bureau du groupe U.D.R. à laquelle participait M. René Tomasini, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement.

Le comité de liaison de la gauche siégera le 22 mai

Le comité de liaison des partis signataires du programme commun de gouvernement de la gauche se réunit le jeudi 22 mai à 10 heures au siège du parti communiste. Les délégués des trois formations, conduits par MM. Paul Laurent (P.C.F.), Pierre Beregovoy (P.S.) et François Loncle (Mouvement des radicaux de gauche), se proposent notamment de faire le bilan des cent meetings unitaires qui se sont déroulés à travers la France entre le 20 mars et le 20 avril, et d'envisager la mise au point d'autres actions communes.

Mme AUDRY : le P.C.F. doit évoluer.

Mme Colette Audry, membre du comité directeur du parti socialiste, président de l'association Etudes, recherches et informations socialistes (ERIS), note dans un article des Cahiers de cette tendance du P.S. animée par M. Jean Poperen, député du Rhône :

« *La plupart des militants socialistes sont bien convaincus que la transformation de leur parti est loin d'être achevée ; ils mesurent le chemin qui leur reste à parcourir. Ils ne confondent pas le rayonnement d'un parti politique dans l'opinion et dans le corps électoral avec la solidité de son organisation, sa capacité de discipline, son implantation dans les couches les plus exploitées (...). Il faut bien voir que si l'alliance de la gauche doit conduire les partenaires à évoluer, cette évolution n'est pas pour autant symétrique. Celle du P.S. était nécessairement initiale, elle débutait par un changement d'orientation sans lequel il n'y aurait pas eu d'alliance du tout et qui a commandé le regroupement des socialistes et l'afflux de nouveaux adhérents. Quant à celle du P.C., elle passait par le changement du P.S. et c'est à partir de maintenant qu'il se trouve confronté avec la décision de s'y engager ou de s'y refuser (...).*

M. ROCARD : la polémique se tasse.

M. Michel Rocard, membre du bureau exécutif du P.S., s'est félicité mercredi 7 mai, sur les antennes d'Europe I, de la reprise des conversations entre socialistes et communistes. Il a déclaré à ce propos :

« *Les polémiques sont normales entre les deux courants du socialisme existant depuis cinquante-cinq ans. La récente controverse a certes eu des effets démobilisateurs sur les travailleurs. Nous, socialistes, sommes restés sereins et avons même fait notre part d'autocritique. La polémique se tasse.* » M. Rocard a toutefois estimé que, dans un proche avenir, la gauche verrait un approfondissement de son union, qui n'exclurait pas certaines crises de croissance.

Le bureau national du Mouve[ment] des radicaux de gauch[e] réuni mercredi 7 mai, s'est dé[claré] favorable à « *la reprise d[es] contacts à tous les niveaux ent[re] les partis signataires du pr[o]gramme commun de gouvern[e]ment* » et a préconisé la mise [en] place d'un groupe de travail t[ri]partite « *dont la mission pourr[a] être notamment l'actualisation [et] l'enrichissement* » de ce pr[o]gramme.

M. Claude Poperen, membre [du] bureau politique du P.C.F., a so[u]ligné, mercredi 7 mai, sur [les] ondes de France-Inter, que [le] programme commun reste [un] texte fondamental, mais peut ê[tre] approfondi en ce qui concer[ne] certaines de ses options.

Affirmant le caractère prof[on]dément démocratique de sa f[or]mation, M. Poperen a dit : « *[Ce] n'est pas chez nous que l'on d[resse] tribune des blâmes ni des sa[nc]tions, que l'on fait des ges[tes] comme celui qui consiste à d[is]soudre les Jeunesses socialistes* »

M. Claude Estier, membre [du] secrétariat national du P[.S.], commente dans l'hebdomad[aire] de ce parti, *l'Unité*, la « rela[nce] à gauche » ; au sujet de la q[uer]elle, il estime notamment « *Elle n'empêchera ni les soc[ia]listes ni les communistes [de] poursuivre leurs actions prop[res] mais elle donnera aux uns et [aux] autres plus de force pour lu[tter] contre l'adversaire commun.* [...] *reste le même aujourd'hui q[u'il] y a un an.* »

M. PASQUA : la vague d'adhésions nouvelles à l'U.D.R. se confirme.

M. Charles Pasqua, ancien député, délégué national à l'action de l'U.D.R., a déclaré, au cours des assises départementales de l'U.D.R. des Pyrénées-Atlantiques, que « *la vague d'adhésions nouvelles que l'U.D.R. connaît depuis l'accession de Jacques Chirac au secrétariat général s'est confirmée en avril* », et a précisé : « *Chaque mois, plus de deux mille compagnons rejoignent le mouvement.* »

M. Pasqua a ajouté : « *Dix pour cent des cadres de l'U.D.R. sont des jeunes ou des femmes de moins de vingt-cinq ans. Nous avons l'intention de continuer à faciliter l'accès aux responsabilités dans le mouvement aux jeunes et aux femmes. Seuls la compétence et le militantisme, et non l'ancienneté, doivent guider notre choix.* »

● *Le président de la République* a fait part au conseil des ministres du mercredi 7 mai de sa visite officielle au Maroc et « de l'accueil exceptionnellement chaleureux qu'il a reçu de la part du roi du Maroc », comme l'indique le communiqué que nous avons publié dans nos dernières éditions du 8 mai.

D'autre part, « le secrétaire d'Etat aux départements d'outre-mer a fait une communication sur son récent déplacement dans le Territoire des Afars et des Issas ».

LES RÉPUBLICAINS INDÉPENDANTS ESPÈRENT COMPTER CINQUANTE MILLE ADHÉRENTS AU MOIS D'OCTOBRE.

Le bureau politique de la Fédération nationale des républicains indépendants s'est réuni mercredi 7 mai sous la présidence de M. Jacques Dominati, secrétaire général, et a notamment examiné les résultats de la campagne d'adhésions en cours. Cette campagne, ouverte le 15 avril, sera close le 21 juin par la réunion d'un conseil national de la formation. M. Dominati a indiqué que la F.N.R.I. compterait alors trente mille adhérents et cinquante mille au mois d'octobre. Il a déclaré : « *Dans le monde actuel, ceux qui gagnent, ce sont ceux qui s'organisent sur le terrain : nous avons la masse électorale, il nous faut la structurer. Le courage et la liberté sans l'organisation ne suffisent pas, à notre époque, pour faire passer un projet politique* »

Le bureau politique de la F.N.R.I. a aussi pris position sur les questions relatives à l'énergie. On lit dans la déclaration rendue publique au terme de la réunion : « *L'inévitable recours à l'énergie nucléaire reste, quoi qu'en disent ses détracteurs, la seule chance pour la France de mieux résoudre les problèmes de sa propre capacité énergétique et de la préservation de son environnement.* »

Mme Roselyne Pierre a été nommée déléguée nationale à la formation civique ; elle a été chargée d'assurer la formation civique des femmes et de faciliter leur promotion dans la vie politique française

M. François Mitterrand : la politique de M. Giscard d'Estaing, c'est de la mousse

Au cours de l'émission de télévision « le Point sur l'A 2 », mercredi 7 mai, M. François Mitterrand a expliqué qu'une gauche dans laquelle les socialistes seraient minoritaires n'aurait aucune chance de victoire. « *Le fait que le P.S. soit redevenu un grand parti, disons l'équivalent du P.C., est un facteur décisif pour la victoire de la gauche. Je ne parle plus d'équilibrer la gauche, parce que c'est fait.* »

M. Mitterrand ne croit pas à l'hypothèse suivant laquelle les Américains pourraient se retirer d'Europe et maintient son opposition à l'armement nucléaire, mais, ajoute-t-il : « *Si un nouvel équilibre laissait l'Europe à découvert, de nouvelles formes de diplomatie et d'armement s'imposeraient... Si les socialistes et les communistes étaient au gouvernement, faites-leur confiance, ce sont des patriotes et sûrement pas des imbéciles. Je ne pense pas qu'ils puissent faire autre chose que de défendre le sol de la patrie. Et nous ne pensons pas que l'armement français puisse répondre à la question (...). La gauche ne va pas couler ses sous-marins ni détruire son potentiel. Le problème sera posé : comm[ent] aménager la renonciation à [la] force de frappe ?* »

M. Mitterrand s'est déc[laré] choqué par les appréciations [de] M. Fourcade sur les proposit[ions] économiques de la gauche. [« *Il*] *n'a pas la science infuse*, a [-t-il] noté, *à le voir agir, du moins [on] pourrait en douter. (...) M. Fourcade était un meil[leur] ministre des finances et M. Ch[irac] un meilleur premier mini[stre]. M. Giscard d'Estaing aurait m[oins] de difficultés à maintenir [sa] popularité, bien qu'on le [voie] beaucoup à la télévision, peut-[être] un peu trop. (...) L'ensembl[e de] la politique de M. Giscard d['Es]taing, c'est de la mousse ; c'es[t un] formidable effort de propaga[nde]. Les apparences comptent [plus] pour le pouvoir que les réalit[és].*

Le premier secrétaire du p[arti] socialiste estime qu'on peut [être] d'accord avec certaines intent[ions] du président de la Républ[ique] notamment en politique ét[ran]gère, « *mais sa diplomatie [est] faible, souriante, aimable et [ne] dessine aucune grande lig[ne]* ». M. Mitterrand constate aussi [que] « *ce régime dit libéral rede[vient] celui d'une moitié de la Fran[ce]* »

« L'Humanité » critique certaines analys[es] de M. Elleinstein sur le « phénomène stalinie[n] »

François Hincker critique dans *l'Humanité* du 7 mai l'ouvrage de l'historien communiste Jean Elleinstein consacré à l'« histoire du phénomène stalinien » et publié aux éditions Grasset (*le Monde* a analysé cet ouvrage dans ses éditions du 26 mars). Le quotidien porte globalement une appréciation favorable sur l'étude de M. Elleinstein. Il se félicite en particulier que le titre retenu par l'auteur ne fasse pas référence au « stalinisme », ce qui aurait suggéré l'existence d'un système, mais implique que cette déviation a surtout été provoquée par « *l'arriération économique et culturelle, l'isolement soviétique et la menace ou la réalité de la guerre* ».

François Hincker, sur plusieurs points importants, n'approuve cependant pas les analyses de son camarade de parti. Il lui reproche de réduire « *à une dimension quantitative* » l'exercice de la dictature du prolétariat parce que M. Elleinstein note que le prolétariat ayant été décimé par la guerre civile, sa « dictature » « *ne pouvait que renvoyer à un pur concept* ». Il pense que l'auteur sous-estime la nature de l'opposition trotskiste et le « *point de non-retour* » qu'elle a atteint dès la fin de 1935. M. [El]leinstein déplore en effet d[ans] son livre qu'à cette époque Sta[line] n'ait pas fait appel au créateur [de] l'armée rouge face au risque [de] guerre. En outre, François H[inc]ker manifeste quelques dou[tes] quant à l'ampleur du nombre [des] victimes du « phénomène st[ali]nien », et il regrette que l'aut[eur] « *ait insuffisamment distingu[é la] nature de la répression stalinie[nne] à l'égard des communistes de c[elle] à l'égard des non-communiste[s]* ».

Mais surtout le critique de *l'H[u]manité* note :

« *Jean Elleinstein a certai[ne]ment tort de considérer que [la] distinction entre l'Etat et [la] société civile (c'est-à-dire [la] sphère des intérêts économiq[ues] sociaux et individuels) est [une] condition éternellement favora[ble] au développement de la démoc[ra]tie, alors que cette distinction [est] spécifiquement bourgeoise (s[on] expression vulgaire est « Pas [de] » politique à l'entreprise, à l'éc[ole], » au théâtre, dans la famille [»)], et que le socialisme, au contra[ire,] l'abolit progressivement p[our] faire finalement de l'Etat l'E[tat] du peuple tout entier et récon[ci]lier l'individu avec sa nat[ure] d'être social ; mais il n'a pas t[ort] de dire que la non-distribut[ion] entre l'Etat et la société ci[vile] dans la Russie tsariste, l'E[tat] absorbant la société civile t[out] entière, était une condition t[rès] défavorable pour que soient jet[ées] les bases de la démocratie soc[ia]liste où, en quelque sorte, [la] société civile doit absorber l'Eta[t].*

En ce qui concerne justeme[nt] le fonctionnement de l'Etat soci[a]liste, François Hincker pen[se] quant à lui, que le « phénomè[ne] stalinien » n'a pas entraîné « *[la] disparition de la pluralité* », m[ais] qu'il résulte justement « *d'u[ne] pluralité encore terriblement p[eu] enracinée* » puisque n'existaie[nt] pratiquement pas, à l'époque, l[es] municipalités, les syndicats et l[es] diverses organisations professio[n]nelles et culturelles.

● *M. Georges Marchais*, secr[é]taire général du P.C.F., tiendr[a] jeudi 15 mai à 11 heures, au siè[ge] de son parti, place du Colone[l-]Fabien, une conférence de pres[se] au cours de laquelle il présenter[a] le « projet de déclaration d[es] libertés » du parti communiste.

LES CONGRESSISTES RÉFORMATEURS ÉLIRONT DIRECTEMENT LEURS DIRIGEANTS

Le conseil fédéral de la Fédération des réformateurs (créée le 6 mars dernier à l'initiative, notamment, de MM. Jean Lecanuet et Jean-Jacques Servan-Schreiber) s'est réuni, mardi 6 mai, pour décider de la manière dont seraient désignées les instances dirigeantes de la fédération, lors des assises nationales, qui siégeront à Paris les 14 et 15 juin prochain.

Les représentants du Centre démocrate, du parti radical, du Centre républicain, du Mouvement démocrate socialiste de France et du Centre Démocratie et Progrès ont longuement débattu avant de décider que les dirigeants de la fédération seraient directement élus par les assises et non cooptés.

OUTRE-MER

Les relations entre Addis-Abeba et Paris

(Suite de la première page.)

Le président du conseil du gouvernement du T.F.A.I. qui a effectué au mois de janvier plusieurs voyages au Yémen, en Arabie Saoudite et au Koweït, avait ensuite déclaré : « *Je veux la libération de l'Erythrée. L'O.U.A. parle souvent de notre indépendance, mais pourquoi ne parle-t-elle pas de l'indépendance de l'Erythrée. De ces gens qui se font massacrer par les Ethiopiens ?* »

M. Ali Aref, estime-t-on à Addis-Abeba, qui a reçu, par ailleurs, un représentant du Front de libération de l'Erythrée à Djibouti, a donc choisi de faire alliance avec les rebelles d'Erythrée, une province où vivent de nombreux Afars. Il cherche à ressusciter pour son propre compte, et celui du sultan Ali Mirah, le vieux rêve d'une « Grande Afarie » indépendante englobant le sud de l'Erythrée, le port d'Assab et le Harrar. Un rêve qui implique évidemment le démantèlement de l'Ethiopie à la faveur des difficultés internes de la révolution.

Or, jusqu'à présent, le régime militaire éthiopien, mobilisé en Erythrée et dans l'Ogaden, s'était tant bien que mal accommodé de la « dissidence passive » d'Ali Mirah. Celui-ci, qui dispose de plusieurs milliers de fusils et contrôle une zone stratégique vitale pour l'Ethiopie (la route Assab-Addis-Abeba et le chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti), pourrait poser un redoutable problème s'il basculait dans la rébellion armée aux côtés des fronts érythréens en utilisant Djibouti comme « sanctuaire ».

Qu'Ali Aref et, à travers lui, la France se soient publiquement compromis dans de tels projets — même à la faveur d'une fièvre électorale — a singulièrement compliqué les relations entre Addis-Abeba et Paris. Le gouvernement éthiopien a protesté auprès de l'ambassade de France à Addis-Abeba. Dans les milieux français d'Ethiopie, c'est l'embarras qui paraît dominer à la suite de ce que l'on veut considérer comme une « gaffe » du président Aref. On souligne d'ailleurs que le statut autonome du T.F.A.I. ne donne en principe aucune compétence au gouvernement local en matière de politique étrangère. Et puis, ajoute-t-on, la récente visite de M. Stirn à Djibouti a dû être l'occasion d'une « explication » entre le gouvernement français et M. Aref.

De leur côté, les Ethiopiens semblent mener des négociations officieuses avec Ali Mirah, dont plusieurs représentants séjournent actuellement à Addis-Abeba. On répète néanmoins avec insistance ici que la France peut difficilement conduire une politique cohérente dans la corne de l'Afrique sans avoir résolu au préalable le problème de ses rapports avec son imprévisible « protégé » de Djibouti.

J.-Cl. GUILLEBAUD.

M. HAMEL (R.I.) DEMANDE QUE LE GÉNÉRAL BRASART SOIT RELEVÉ DE SON COMMANDEMENT

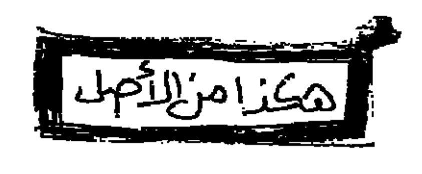
Le président de la République a demandé à M. Yvon Bourges, ministre de la défense, de convoquer le général de brigade Pierre Brasart, commandant des forces françaises à Djibouti, « *pour entendre ses explications* » sur les propos qu'il a tenus concernant les journalistes, a annoncé le porte-parole du gouvernement à l'issue du conseil des ministres de mercredi 7 mai (nos dernières éditions datées 8 mai).

On indique, au ministère de la défense, que le général Brasart n'est pas rappelé mais qu'il devra s'expliquer sur la matérialité des propos qu'il a tenus à Djibouti devant des journalistes parisiens (*le Monde* daté 4-5 mai).

D'autre part, M. Emmanuel Hamel, député républicain indépendant du Rhône, demande, dans une question écrite au ministre de la défense, s'il n'estime pas que les propos concernant le journaliste Christian Hoche, attribués au général Brasart, commandant des troupes françaises à Djibouti, « *ne méritent pas, s'ils sont confirmés, le retrait du commandement confié à un officier général, portant ainsi atteinte à la réputation du corps des officiers généraux de l'armée française* ».

A la Réunion
M. PAUL VERGÈS FAIT ÉTAT D'UN COMPLOT DE LA C.I.A.

A l'occasion de la réunion de la conférence extraordinaire du parti communiste réunionnais, M. Paul Vergès, secrétaire général de cette formation, a fait état d'un « *complot préparé par la C.I.A. et visant à abattre* [d'une part] *M. Paul Bérenger, secrétaire général du Mouvement militant mauricien* [formation progressiste d'opposition de l'île Maurice] et [d'autre part] *M. Paul Vergès, secrétaire général du P.C.R.* ».



DÉFENSE

Ébauche de dialogue ou propagande ?

« Oublier son histoire, c'est déjà consentir à mourir », a confié récemment à des militaires le premier ministre, M. Jacques Chirac, qui considère que *« la paix n'est jamais la récompense de la faiblesse »*. Deux formules d'homme politique que les cadres d'active, auxquels elles étaient destinées, ne sont pas prêts d'oublier, soucieux ou inquiets qu'ils sont de constater combien l'absence d'une menace immédiate et précise en Europe ou la difficulté de réaliser, en France, un certain consensus idéologique sur les problèmes actuels de la défense, aboutissent, selon eux, à démobiliser l'opinion.

Convaincus, comme l'affirme le général Etcheverry, que *« dire qu'il n'y a plus aujourd'hui de menace, c'est déjà introduire le cheval de Troie de l'agression »*, vingt stagiaires — civils et militaires — de l'Institut des hautes études de défense nationale (I.H.E.D.N.) ont réfléchi, pendant huit mois, au moyen de sensibiliser l'opinion, avec l'aide de conseillers en publicité. Un travail copieux, qui propose au ministre de la défense les thèmes et les réalisations pratiques d'une *« campagne d'intervention »* au profit de la *« construction permanente de la paix »*. Tous les moyens d'expression seraient sollicités pour participer à cette campagne d'opinion.

Depuis les jeux ou les feuilletons télévisés jusqu'à des réunions publiques où s'exprimeraient des écrivains comme Gilles Perrault ou Alain Decaux, en passant par des *« sangliers parties »* où l'apparition d'Obélix, le héros des bandes dessinées de Goscinny et Uderzo, rappellerait la résistance des Gaulois à l'envahisseur romain... tout pourrait être mis en œuvre. La commission information-défense de l'I.H.E.D.N. estime, à cette occasion, qu'il importe de prendre conscience, par exemple, que l'existence des langues ou des accents régionaux, comme le folklore, qui portent témoignage du pluralisme et de la liberté en France, est garantie ou protégée par des hommes qui veillent aux frontières. Pour couronner le tout, un ordre de la paix serait institué, et des grades, avec les insignes correspondants, seraient distribués.

Coût de cette campagne, étalée sur trois ans, de sensibilisation du public à la notion de défense : 60 millions de francs au total, c'est-à-dire, au maximum, 20 millions de francs par an, autant que les P.T.T. consacrent actuellement à leurs relations extérieures, mais près de trois fois plus que les dépenses annuelles du ministère de la défense pour l'ensemble de ses services d'information et de cinéma. Les publicitaires, consultés, ont jugé que le montant de ces évaluations avait été calculé avec largesse.

Le travail de l'I.H.E.D.N. a, dit-on, intéressé le ministre de la défense. Une approbation de politesse, sans doute, sur les principes, car le total des dépenses suggérées et certaines des actions proposées, plus ou moins extravagantes, le dissuaderaient plutôt d'entreprendre une campagne sur une aussi grande échelle. Il n'en demeure pas moins que l'idée prévaut, au ministère de la défense, d'entreprendre — pour éviter le divorce entre la nation et son armée — un effort accru d'information à partir duquel il serait possible d'obtenir un consentement idéologique de la plupart des Français sur les objectifs et les moyens d'une défense nationale. Cette ébauche d'un dialogue requiert des différents partenaires politiques un évident esprit de tolérance, à commencer par le gouvernement, qui doit bannir toute volonté de propagande et cesser de se considérer comme propriétaire de la défense, et par l'opposition, trop habituée à jeter des exclusives et à se retrancher derrière un certain sectarisme.

Il faut donc s'attendre à une floraison de débats publics, à l'organisation de spectacles Son et lumière qui frappent l'imagination, à une diffusion de brochures sur le thème : *« Français, voici ton armée ! »* ou à la publication de revues et de magazines militaires d'un nouveau style. Autrefois envisagées, à l'instar de ce qui se pratique à l'étranger, des *« journées de l'armée »*, présidées par le chef de l'Etat, paraissent avoir été reportées, en raison de leur coût (environ 5 millions de francs). Car il est piquant d'observer, en fin de compte, que l'argent des contribuables doit servir, aussi, à les persuader de la nécessité d'accepter un effort financier accru pour mieux percevoir les menaces qui les entourent.

JACQUES ISNARD.

M. Kanapa (P.C.F.) : nous exigeons que le premier ministre déclare solennellement que la France n'utilisera jamais, la première, l'arme nucléaire

Dans *l'Humanité* du jeudi 8 mai, M. Jean Kanapa, membre du comité central du P.C.F. et plus spécialement chargé des questions internationales, écrit en réponse à l'article de M. Jacques Chirac, premier ministre, dans la revue *Défense nationale* (*le Monde* du 7 mai), sur le rôle de l'arme nucléaire tactique dans les missions des forces armées françaises :

« *Chirac vient de le confirmer noir sur blanc : la France, avec le pouvoir giscardien, est prête à utiliser l'arme nucléaire* la première. *(...) C'est là, répétons-le, une doctrine monstrueuse. A une époque où les deux autres puissances possédant un armement nucléaire tactique (l'U.R.S.S. et les U.S.A.) ont conclu un accord sur la prévention de la guerre nucléaire, ce n'est plus une politique de défense nationale, c'est une politique de provocation et d'aventurisme.*

» *Mais ce n'est pas tout. Chirac avoue, en effet, qu'il ne s'agit pas seulement de se défendre contre* « une agression menaçant le territoire ». *Il proclame, noir sur blanc, qu'* « il nous faut regarder au-delà de nos frontières » *et qu'il met l'armement nucléaire tactique à la disposition de la* « défense de l'Europe ». *Cette arme, déclare-t-il dès aujourd'hui, est* « authentiquement européenne ».

» *Les Français sont ainsi en droit de suspecter le pouvoir giscardien de procéder dès maintenant à des tractations, principalement avec la République fédérale d'Allemagne, en vue de mettre sur pied une force de frappe nucléaire ouest-européenne — avec les conséquences mortelles pour la détente que cela aurait en Europe. (...)*

» *Nous exigeons que Chirac, revenant sur sa proclamation, déclare solennellement que la France n'utilisera jamais, la première, l'arme nucléaire.*

» *Nous exigeons qu'il donne l'assurance que l'arme tactique Pluton ne sera, en aucun cas, implantée en République fédérale d'Allemagne.*

» *Nous exigeons qu'il affirme hautement que la France refuse tout projet de* « communauté européenne de défense » *nouvelle manière.* »

[Ce n'est pas la première fois que M. Jean Kanapa accuse le gouvernement de concevoir la force nucléaire tactique non comme une arme de dissuasion, mais comme une arme de provocation. Le P.C.F. avait, au lendemain de la causerie « au coin du feu » du chef de l'Etat, le 25 mars dernier, sur la sécurité, dénoncé déjà le fait que M. Valéry Giscard d'Estaing envisageait la possession d'armes nucléaires comme le moyen de contraindre un agresseur éventuel « à changer de guerre », c'est-à-dire à prendre l'initiative du risque nucléaire. Le P.C.F. avait alors fustigé une politique de défense qui reviendrait, selon lui, à doter la France d'une arme nucléaire « pour conduire l'adversaire à lui déverser ses propres foudres nucléaires ».

Dans « l'Humanité » de ce jeudi 8 mai, M. Kanapa réitère ses arguments, comme il avait déjà eu l'occasion de le faire au comité central du P.C.F., les 14 et 15 avril dernier. Les critiques sont dirigées, cette fois-ci, contre le premier ministre, à propos duquel il faut bien admettre qu'il s'exprime souvent sur les problèmes de la défense avec davantage de précision et de conviction que le chef de l'Etat. Il est vrai qu'en France le premier ministre est chargé de la coordination de la défense, et qu'à ce titre M. Jacques Chirac, lors des journées parlementaires de l'U.D.R. à Sainte-Maxime (Var), les 12 et 13 mars dernier, a tenu à préciser que « le budget de 1976 donnera une priorité aux dépenses militaires ».

On notera également que l'article de M. Kanapa paraît au lendemain des propos télévisés de M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, qui, en réponse à des questions (lire page 6), a observé que « la gauche (au gouvernement) ne va pas couler ses sous-marins ni détruire son potentiel (d'armement) », le problème restant de savoir « comment aménager la renonciation à la force de frappe ? ». — J. I.]

● M. Charles Hernu (P.S.) : *« Après ses propos sommaires sur la sécurité, lors de la dernière causerie au coin du feu, le président de la République en a déjà trop dit pour ne pas tout dire. Parle-t-il vraiment d'indépendance ? Mais comment cela est-il conciliable avec la déclaration d'Ottawa ? Peut-être veut-il dire autonomie de la défense dans le cadre de l'alliance ? Ce n'est pas sûr. A moins que sa thèse soit celle qui consisterait à transformer toute guerre conventionnelle contre la France en guerre nucléaire mondiale ? Sa notion d'indépendance serait-elle celle de la « provocation » ? Force est de constater que les Français ne connaissent toujours pas les missions de leur armée. C'est étrange. »*

ÉDUCATION

Le départ de M. Olmer de l'Institut national agronomique

L'Agro entre Paris et Grignon

M. Philippe Olmer vient de quitter la direction de l'Institut national agronomique (INA) de Paris-Grignon six mois avant la fin normale de son mandat. L'ancien directeur, qui est remplacé par M. Jacques Delage, professeur de zootechnie à l'INA, et ex-conseiller technique à la direction de l'enseignement du ministère de l'agriculture, a voulu, par son départ anticipé, exprimer ses craintes et son mécontentement quant à l'avenir de l'établissement.

Celui-ci est né de la fusion, en 1971, de l'Institut national agronomique de Paris et de l'Ecole nationale supérieure d'agronomie (ENSA) de Grignon. M. Olmer, en prenant ses fonctions à la rentrée de 1970, voulait profiter des circonstances pour réorienter l'établissement (notamment vers la recherche), réorganiser les études, et transformer le recrutement et la structure du corps enseignant.

Depuis, la réforme des études annoncée pour permettre une spécialisation progressive des étudiants a été faite ; un tronc commun en première année, des « unités de valeur » assez librement choisies en deuxième, une spécialisation complète en troisième année, où les élèves sont intégrés à des équipes d'enquête ou de recherche. A dose minime, on a commencé à élargir le recrutement des élèves : quinze étudiants venus des universités s'ajoutent, en première ou deuxième année, aux cent soixante-cinq entrés par le concours traditionnel. Enfin, l'Agro espère être autorisée à partir de 1975-1976 à délivrer des doctorats d'ingénieur. Grâce à des bourses accordées par la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.), on attend une quinzaine de « doctorants ». La création d'une association du type « loi de 1901 » a permis à l'Institut, d'une part, de créer, *ex nihilo*, des sessions de perfectionnement (une vingtaine en 1974) et de réunir 400 000 F de contrats de recherche, et d'entreprendre des programmes de recherche appliquée en liaison, notamment, avec les milieux professionnels.

Mais M. Olmer n'a pas réussi à changer le recrutement du corps enseignant. Pour « *aérer* » celui-ci, il voulait faire disparaître progressivement le système des « *chaires* » qui, supprimées dans les universités depuis 1968, subsistent à l'Agro avec toutes les prérogatives dont bénéficient leurs titulaires, et recruter des « professeurs associés » pour certaines disciplines. Pour assurer la « *mobilité* » des enseignants, M. Olmer souhaitait « *contractualiser* » les assistants aujourd'hui recrutés comme titulaires sur concours (auxquels ne se présentent, en fait, que les rares candidats présélectionnés par les « patrons »), mais constituer ensuite un corps unique de professeurs et maîtres de conférences pour l'INA, les ENSA de province, voire les ENITA (écoles nationales d'ingénieurs des travaux agricoles). Programme sans doute ambitieux, et non dénué de conséquences « politiques » : le ministère de l'agriculture et la fonction publique, qui n'avaient pas dit non, hésitent toujours...

M. Olmer se plaint aussi qu'aucune décision n'ait été prise depuis deux ans sur la localisation de l'établissement, qui fonctionne « à cheval » sur Paris et Grignon. M. Olmer avait accepté ce handicap au départ, mais aujourd'hui réunir l'ensemble lui paraît indispensable pour assurer une continuité entre des promotions d'étudiants actuellement séparées, et surtout pour donner une cohésion à un corps enseignant encore marqué par sa double origine. Faute d'une « unité de lieu », estime-t-il, l'élan initial retombera et l'INA va perdre tous les bénéfices de sa réorganisation. Les préférences de l'ancien directeur *allaient à Grignon, où il pensait* avoir obtenu l'installation d'unités de l'Institut national de la recherche agronomique, mais rien n'est encore décidé. En attendant, la rénovation des deux anciennes écoles a été abandonnée en cours de route, et M. Olmer n'a pas obtenu non plus la liberté de gestion qu'il avait demandée pour le nouvel établissement...

GUY HERZLICH.

M. RENÉ HABY : l'opposition entre enseignement public et l'enseignement privé est aujourd'hui bien dépassée.

M. René Haby, ministre de l'éducation, a inauguré ce jeudi 8 mai la cité scolaire Jean-Moulin des Andelys (Eure). Le ministre a fait un éloge des instituteurs et des professeurs du secondaire, soulignant « le capital de confiance sur lequel ils peuvent compter dans ce pays ». « Face aux difficultés (de leur tâche), l'immense majorité des maîtres savent faire front avec courage et avec une conscience professionnelle auxquels je veux ici rendre un hommage mérité », a notamment déclaré M. Haby.

Le ministre a poursuivi : « Parce que leur rôle est essentiel (...), je voudrais très sincèrement inviter tous les enseignants à une réflexion sincère sur leur mission. Maître de l'enseignement privé comme de l'enseignement public d'ailleurs : les vieilles oppositions me paraissent bien dépassées aujourd'hui. D'abord parce que notre société, qui a délibérément choisi d'être libérale, a montré qu'elle était très attachée à la notion de pluralité en matière d'enseignement. Mais plus encore parce que l'évolution des établissements privés sous contrat tend à les rapprocher progressivement du statut et des conditions de fonctionnement des établissements d'enseignement public, en ce qui concerne le contenu de l'enseignement et la qualification des maîtres par exemple, alors que l'autonomie croissante des établissements publics pourrait les amener à modeler en partie leur silhouette sur les données culturelles et psychologiques des collectivités humaines dans lesquelles ils sont implantés, tout en conservant bien entendu les caractéristiques fondamentales définies par les règlements nationaux. »

● *Le Syndicat national des professeurs d'éducation physique* (SNEP, affilié à la Fédération de l'éducation nationale), a réuni son congrès à Bourges, du 2 au 5 mai. La tendance Unité et action (proche des thèses du parti communiste) a été renforcée. Le rapport d'activité de la direction sortante a été approuvé par 67,1 % des voix, avec une augmentation de 14 % du nombre des syndiqués. Dans le vote d'orientation Unité et action a recueilli 70,3 % des voix (+ 5,9 % par rapport à 1973), contre 15,6 % au courant Unité indépendance et démocratie, socialisant (— 1 %), 8,75 % à la tendance proche du Front unique ouvrier, trotskiste (— 4,1 %), et 5,2 % à l'Ecole émancipée (— 0,8 %). Le Syndicat a décidé de mener une campagne d'action et d'information pour une augmentation des postes d'enseignants en éducation physique et sportive et le *« respect des horaires, avec un premier objectif : pas de classe avec moins de trois heures d'E.P.S. à la rentrée de 1975 »*.

● *Cinq à six mille dossiers d'étudiants* ont été détruits par un incendie qui a éclaté, dans la nuit du 5 au 6 mai, dans le bureau de la scolarité de l'université Paul-Valéry de Montpellier. Les dégâts matériels s'élèvent à environ 1 000 F. *L'incendie est d'origine criminelle* ; le mobilier avait été arrosé d'essence. — *(Corresp.)*

MÉDECINE

Près de vingt-deux mille Français sont morts d'alcoolisme en 1973

« En France, quatre millions d'hommes et de femmes ont un problème avec l'alcool ; 85 % des accidents de voiture mortels sont dus à l'alcoolisme, près de 50 % des lits d'hôpital sont occupés par des malades pour des troubles d'origine éthylique. Il en coûte 10 milliards de francs lourds par an à la Sécurité sociale ; 15 % des accidents du travail et 17 % des crimes ont l'alcool pour origine. » Ces chiffres « coup de poing », selon la propre expression du ministère de la santé, ont été cités mercredi 7 mai par Mme Simone Veil, à l'hôtel Matignon, lors de la séance solennelle du vingtième anniversaire du Haut Comité d'études et d'information sur l'alcoolisme que préside le professeur Robert Debré. Ce dernier a rappelé les missions *et souligné les réalisations extrêmement* encourageantes du Haut Comité. Pour sa part, Mme Simone Veil a analysé les causes de ce « fléau national » et exposé les dispositions techniques mais aussi les actions sociales (à défaut de mesures proprement politiques) que le gouvernement compte entreprendre ou développer. *« S'il est possible d'informer les jeunes sans les traumatiser,* a-t-elle déclaré, *et de les aider en interdisant la consommation de boissons dangereuses jusqu'à un certain âge, les adultes, qui conservent le sinistre choix de se suicider à l'alcool, doivent en tout cas être informés très complètement de la gravité de la maladie alcoolique, du danger mortel qu'elle représente. »*

Après avoir rappelé que vingt et un mille neuf cent cinquante-cinq Français sont morts d'alcoolisme caractérisé ou de cirrhose du foie en 1973, soit 42,1 pour 100 000 habitants, le ministre a déclaré : *« Toute la politique du ministère de la santé, en matière d'alcoolisme, doit tendre à réduire massivement le nombre de buveurs excessifs ou d'alcooliques au premier degré, c'est-à-dire des hommes qui sont déjà malades et pas encore dépendants. »* *« Le principe de base de notre action,* a-t-elle encore dit, *doit être de croire et de faire croire à la guérison de la maladie alcoolique. Tout se passe trop souvent comme si la maladie alcoolique n'existait pas en tant que telle. Il faut accueillir le malade comme un malade ordinaire ou plutôt mieux qu'un malade ordinaire. L'alcoolique doit se sentir aidé et non culpabilisé, rassuré et non écrasé. Il faut également lui faire comprendre les retentissements possibles de sa maladie sur sa situation familiale et professionnelle. Il faut l'aider à interpréter les signes cliniques : manque d'appétit, manque de sommeil, irritabilité, pertes de mémoire, pour l'amener finalement à reconnaître qu'il est malade. »*

Mme Veil a énuméré *« quelques-uns des moyens à mettre en place pour lutter efficacement contre la maladie alcoolique »* : développement des consultations d'hygiène alimentaire, hospitalisation à l'hôpital général (et non plus systématiquement à l'hôpital psychiatrique, qui ne paraît pas toujours bien adapté), meilleure information du médecin *intégrant notamment l'alcoologie* aux études médicales, ainsi qu'une information spécialisée des milieux paramédicaux et sociaux.

En conclusion, Mme Veil a cité quelques objectifs qui pourraient être atteints rapidement : rendre l'information populaire, débloquer les possibilités d'un enseignement pluridisciplinaire de l'alcoologie universitaire et post-universitaire, diffuser massivement les méthodes de dépistage précoce, accentuer le caractère pluridisciplinaire du traitement et de la maintenance et y associer davantage les médecins généralistes. Si ces mesures risquent d'entraîner un renforcement indispensable des équipements et des personnels, le ministre a rappelé que, *« intervenant au début du processus de l'imprégnation alcoolique, elles limiteront les besoins en traitements lourds et réduiront relativement ceux d'autres pathologies »* (cancer, accidents du travail et de la route, notamment).

Lors de cette réunion, huit lycéens *de province*, lauréats d'un concours lancé par le Haut Comité en 1974, ont été récompensés pour la qualité des enquêtes qu'ils ont faites à travers l'Europe sur l'alcoolisme.

M. A.-R.

JUSTICE

AU CENTRE D'« HÉBERGEMENT » D'ARENC

Un réfugié politique camerounais affirme avoir été séquestré pendant près d'un mois

De notre correspondant

Marseille. — En dépit des propos tenus par M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, lors de son passage à Marignane, il devient difficile de nier que de nombreuses séquestrations, apparemment arbitraires, ont été pratiquées au centre d'hébergement d'Arenc. Si le nouveau témoignage, qui vient d'être révélé, mercredi 7 mai, à Marseille, se révèle exact, M. Gustave Essaka, un citoyen camerounais âgé de quarante ans, réfugié politique en France, a établi, à son corps défendant, une espèce de record puisque, selon ses dires, il a passé vingt-sept jours à Arenc, entre le 14 avril et le 12 mai 1971, sans avoir fait l'objet d'un mandat d'arrêt ni d'une condamnation.

Son seul tort, semble-t-il, est d'avoir été un opposant notoire au régime de son pays, mais on ne le lui a jamais officiellement signifié. C'est une photographie publiée la semaine dernière dans la presse qui a permis à M. Essaka de reconnaître formellement le lieu de sa détention et d'apprendre, à l'occasion de la publication des témoignages de MM. Cherif et Berrebouh, dans quelles conditions illégales il avait été détenu.

M. Essaka, aujourd'hui maître auxiliaire dans un C.E.S. parisien, s'est rendu à Marseille le 7 mai pour prendre contact avec Mᵉ Jean Dissler et, après M. Berrebouh (*le Monde* du 7 mai), déposer à son tour une plainte contre X... avec constitution de partie civile pour séquestration arbitraire, arrestation illégale et attentat à la liberté.

Après le dépôt de sa plainte, M. Essaka nous a fait le récit suivant :

« *Condamné à mort par le régime de mon pays, je suis arrivé en France le 30 octobre 1968, fuyant l'Allemagne fédérale qui a voulu m'expulser vers le Cameroun. Marié à une Allemande, père d'un petit garçon, je me suis établi à Marseille et j'ai demandé le droit d'asile politique, qui m'a été accordé* (M. Essaka est en possession d'une carte de réfugié politique valable jusqu'en juin 1977). *J'ai entrepris des études d'allemand à la faculté des lettres d'Aix-en-Provence. En 1971, ma femme me quitta pour regagner son pays d'origine, en compagnie de mon fils, mais elle me laissa dans l'ignorance de sa décision et de sa destination. C'est pourquoi j'ai fait diffuser un communiqué de recherche dans l'intérêt des familles.*

» *Le 12 avril 1971 au matin, j'entends frapper à la porte de mon logement situé dans le quartier de Sainte-Marthe. Des policiers armés, sans explication, tentent de s'emparer de moi par la force. J'ai deux dents cassées et un pouce brisé pendant la lutte. Je suis conduit à l'hôtel de police où l'on m'enferme pendant deux jours dans les salles du sous-sol. J'y serai farppé ayant refusé de signer un papier sans l'avoir lu. Enfin, le 14 avril 1971, désespéré, je signe. Je suis alors conduit par des fonctionnaires de la police « Air Frontières » (1) dans un local que j'entends appeler « commissariat spécial du port ». Je sais aujourd'hui qu'il s'agit du centre d'hébergement d'Arenc. Je vais y rester seize jours, d'abord en compagnie de quatre Africains, puis avec plus de cinquante personnes.* »

M. Essaka ajoute : « *Le 28 avril 1971, à bout, je tente sans succès de me suicider en me pendant à l'aide de vêtements. Tentative qui me permet de bénéficier de mon premier repas chaud. Mais le 30 avril je suis embarqué — faisant l'objet d'un arrêté d'expulsion daté du 17 avril 1971 — à bord d'un bateau en partance... pour Alger. On m'affirme que le gouvernement algérien accepte de m'offrir l'asile politique. C'est faux, et je ne dépasse pas l'enceinte portuaire, le lendemain, à mon arrivée. C'est le même bateau qui me ramènera à Marseille. Je suis de nouveau enfermé à Arenc, sans arriver à comprendre ce qu'on me reproche, sans qu'à aucun moment me soit signifiée une quelconque condamnation. Je resterai à Arenc jusqu'au 12 mai 1971. C'est alors qu'on m'a signifié que l'on m'autorisait à demeurer sur le territoire français, assigné à résidence à Annecy. Après un nouveau séjour de quarante-huit heures à l'hôtel de police à Marseille, je suis conduit, menottes aux poignets, au commissariat d'Annecy, qui me libère. Démuni de tout, je suis recueilli par un pasteur de l'Eglise réformée. Il m'a hébergé et aidé à entreprendre des démarches pour gagner Paris et continuer mes études, mais également pour obtenir l'annulation de l'arrêté d'expulsion qui me frappait, ce que j'ai obtenu sans peine... Mais sans plus d'explications.* »

A l'appui de son témoignage, M. Essaka a fourni à son avocat une pièce émanant du tribunal administratif de Paris, qui a « *annulé l'arrêté en date du 17 avril 1971 du ministre prononçant son expulsion du territoire français..., attendu que M. Essaka a été expulsé selon la procédure d'urgence alors que la décision ne se référait nullement à l'article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, qu'il n'a pu se défendre, qu'aucun acte particulier, aucun comportement spécial ne justifiait une mesure d'expulsion, alors que l'intéressé s'était adressé à la justice pour rechercher ce qu'étaient devenus sa femme et son fils...* ».

Ce document et ce témoignage de poids sont aujourd'hui entre les mains de M. Elie Loques, doyen des juges d'instruction.

J. C.

(1) Les « gardiens » de l'époque à Arenc : aujourd'hui, la surveillance du camp est assurée par les C.R.S.

Après le dépôt de bilan de sa centrale d'achats

M. ÉDOUARD LECLERC EST CONDAMNÉ A TROIS MOIS DE PRISON AVEC SURSIS

(De notre correspondant.)

Avignon. — Le tribunal de grande instance de Carpentras a condamné, mercredi 7 mai, à trois mois de prison avec sursis M. Edouard Leclerc, administrateur de la centrale d'achats des centres Leclerc du Sud-Est, pour infractions à la loi sur les sociétés et paiements préférentiels au préjudice des créanciers. Avec M. Leclerc, huit autres administrateurs ont été condamnés : M. Taupenas, à quatre mois de prison avec sursis pour tenue irrégulière de comptabilité ; MM. Bessueylle et Balazard, à deux mois de prison avec sursis pour non convocation des commissaires aux comptes dans les délais légaux ; MM. Ferrier, suchet et Jausserand à deux mois de prison avec sursis pour infraction à la loi sur les sociétés ; M. Serpaggi à huit mois de prison avec sursis pour faux en écritures et M. Lewandowski à quinze mois avec sursis et 5 000 F d'amende pour usage de fausses factures...

Dans ses attendus, le tribunal a indiqué que, à l'exception de M. Edouard Leclerc, les inculpés bénéficieront de la loi d'amnistie dont ils auraient bénéficié si l'affaire avait été jugée comme elle devait l'être, le 2 octobre 1974, le jugement qui devait être rendu ce jour-là ayant été remis à cause du décès d'un magistrat. De plus, la peine prononcée à l'encontre de M. Edouard Leclerc ne figurera pas à son casier judiciaire ; enfin, il est relevé des déchéances attachées à la banqueroute simple. M. Leclerc a décidé d'interjeter 'appel.

La centrale d'achats des centres Leclerc du Sud-Est, installée à Monteux (Vaucluse) avait déposé son bilan le 23 mars 1970 ; depuis, la plupart des dettes ayant été réglées, les parties civiles n'avaient maintenu que des réserves de principe.

A Brive

UN GARDIEN DE LA MAISON D'ARRÊT EST ÉTRANGLÉ PAR UN DÉTENU

Un gardien de la maison d'arrêt de Brive-la-Gaillarde (Corrèze), M. Guedj, cinquante ans, a été tué, le 7 mai, par un détenu dont l'identité n'a pas été révélée. M. Guedj a été étranglé après une dispute à laquelle un autre détenu semble avoir pris part. Le gardien-chef de la prison a été blessé en tentant de s'interposer. Selon certains témoignages, le meurtrier serait l'un des auteurs d'une agression à main armée commise récemment dans une pharmacie de Malemort-sur-Corrèze.

LE CORPS D'UN POLICIER PARISIEN TUÉ D'UNE BALLE DANS LA TÊTE EST DÉCOUVERT A ÉPINAY-SUR-ORGE

Le service régional de police judiciaire de Versailles enquête actuellement sur le décès d'un gardien de la paix parisien, M. Abel Bouillat, vingt-cinq ans, dont le corps a été découvert, dans la nuit du 26 au 27 avril, dans une rue d'Epinay-sur-Orge (Essonne). Le policier avait été tué d'une balle dans la tête.

Selon les premiers éléments recueillis, M. Bouillat aurait été pris à bord d'une voiture à Paris avant d'être exécuté puis jeté du véhicule en marche à Epinay. Au domicile parisien de la victime les enquêteurs n'ont pu retrouver ni son pistolet de service ni sa plaque de police.

Entré dans la police depuis plus de deux ans, M. Bouillat, célibataire, faisait l'objet de bons renseignements et était bien considéré par ses supérieurs, au commissariat du douzième arrondissement où il était affecté.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

LE DÉBAT NUCLÉAIRE

Le P.S.U. : un autre pouvoir par une autre utilisation des connaissances scientifiques

Les problèmes énergétiques actuels ont servi, pour une bonne part, de prétexte à l'application de décisions antérieures. L'abandon de la filière française et le choix de la filière américaine (1968) ont précédé la définition du programme nucléaire actuel (1973), qui, malgré la date où il a été officiellement annoncé, a lui-même précédé la « *crise énergétique* ».

L'arbitrage laborieux entre les deux filières explique le caractère bâclé du programme actuel. Rien d'étonnant à cela : il s'agissait d'un conflit d'affaires, pas d'une réflexion sur l'avenir de la société française.

Les risques existent. Le ministre de l'industrie lui-même les admet. C'est moins de leur existence que de leur évaluation qu'aujourd'hui les experts discutent : risques dans le fonctionnement des centrales, dans le traitement et le stockage des déchets, dans le transport des matières fissiles.
transport des matières fissiles.

Les conséquences biologiques et génétiques peuvent être lentes, mais elles sont inévitables ; ainsi, il n'y a pas de seuil dans le danger d'irradiation : même les doses minimales ont des conséquences.

A l'irradiation s'ajoute la pollution thermique. Le programme adopté entraîne une concentration énorme de rejets d'eau à une température élevée, mettant en péril l'équilibre climatique et écologique des régions concernées.

Bien sûr, il ne s'agit que de risques. Mais, tant que l'on n'a rien trouvé de mieux que des « probabilités statistiques », au surplus contestées, pour se prémunir contre eux, ils suffisent à exiger l'arrêt du programme.

Mais alors pourquoi le pouvoir et l'E.D.F. acceptent-ils si facilement de prendre un tel pari sur l'avenir ? Officiellement, trois arguments sont présentés pour justifier le programme français.

Le premier argument vise à asséner la démonstration que l'on produira de l'énergie au prix le plus bas possible. Comment peut-on dissimuler la faiblesse du rendement des utilisations thermiques de l'électricité ? Pourquoi les estimations varient-elles du simple au double, selon les experts ? Pourquoi les bilans présentés ne prennent-ils pas en compte certaines charges d'investissement et d'exploitation, qui — comme par hasard — ont justement trait à la sécurité ?

Quant aux deux arguments concernant l'indépendance nationale et le développement des exportations, ils cachent mal la seule vraie motivation du programme : saisir la crise pour assurer le « redéploiement » de l'industrie française et insérer la France dans de nouvelles relations impérialistes.

Courtier des États-Unis

Le redéploiement de l'industrie vers des secteurs à forte technologie constitue une opération concertée dans le cadre du programme *français : les P.-D.G. des* principales entreprises en cause sont d'ailleurs membres de la commission Peon. Dans le même temps, il fait de la France un courtier entre le capitalisme américain et les pays du tiers-monde qui peuvent devenir ses clients. Comme le dit M. d'Ornano, « le solde sera positif entre les redevances que nous devons payer et les exportations auxquelles nous pourrons procéder ».

Ainsi l'industrie française pourra conquérir des positions, non seulement en vendant des centrales, mais aussi en assurant la maintenance (vingt ans de présence de techniciens français).

Du côté américain, les relations ne se limitent pas aux versements des redevances. Comme le montre la petite guerre de l'uranium enrichi, les Américains ont bien l'intention de faire payer aux Européens le prix fort pour un produit dont la rareté va apparaître à partir des années 80. Par ailleurs, on envisage des accords entre firmes françaises et américaines pour certaines réalisations à l'étranger, voire pour les surrégénérateurs.

Cela éclaire parfaitement la nature de la crise, tant au niveau mondial que sur le plan français : il s'agit d'une restructuration douloureuse, souvent brutale, du capitalisme mondial.

On est loin de la justification du nucléaire par la croissance de la demande d'électricité, elle-même orchestrée par la publicité pour le « tout électrique ».

Nous sommes tous concernés par le choix du gouvernement et de l'E.D.F. Le P.S.U. exige le contrôle sur toutes ces décisions, qu'elles concernent l'immédiat ou l'avenir. Encore faut-il, pour que cela soit possible, disposer de l'information. Or, tout a été fait afin d'exclure toute solution de rechange au nucléaire pour les années à venir. En ce qui concerne les ressources d'énergie principales, qui sont surtout constituées par les carburants fossiles, la plus grande incertitude règne sur les réserves réelles de pétrole et le silence est fait sur les gisements de charbon (Jura). En ce qui concerne les énergies de substitution ou complémentaires, aucune recherche sérieuse n'est engagée, ni sur le géothermique (pourtant déjà exploité en Italie et en U.R.S.S.), ni sur *les schistes bitumineux*, ni sur les énergies solaire et éolienne.

Quand l'information a-t-elle été donnée sur tous ces problèmes ? Il a fallu l'appel des 400 pour que la vérité sur les problèmes de sécurité apparaisse. Les informations données par l'E.D.F. lors des enquêtes préalables sont d'une pauvreté scandaleuse.

Organisation socialiste qui lutte pour la collectivisation des moyens de production et l'autogestion, nous ne pouvons que dénoncer le détournement par la direction de l'E.D.F. du service public dont elle a la charge, son utilisation au profit des intérêts privés et le mépris dans lequel elle tient ceux au service de qui elle devrait être.

Un tout autre danger se profile derrière les questions de sécurité. Le régime actuel, s'il peut les prendre en charge, n'a qu'une seule réponse : l'extension du contrôle militaire sur les activités civiles. Le nucléaire sous toutes ses formes entraîne une véritable mutation du rôle de l'armée : c'est l'apparition de la sécurité militaire dans les entreprises, la *défense opérationnelle* du territoire, la protection des points sensibles prioritaires et la perspective de nouvelles mesures (quitte à prendre le prétexte des risques d'attaques, d'attentats, de chantage, etc.). La lutte contre le nucléaire rejoint celle que nous menons pour le contrôle populaire sur l'armée.

C'est aussi le type de croissance économique et sociale que l'on détermine par les choix énergétiques.

Il est inexact de prétendre qu'un même rythme de croissance implique une même augmentation de la production d'énergie. Il est possible, au moins pour une certaine période, de ralentir l'augmentation des besoins énergétiques sans affecter la croissance économique : en agissant sur les gaspillages énormes dus bien plus aux entreprises et au mode d'urbanisme qu'aux particuliers eux-mêmes. En d'autres termes, il s'agit de promouvoir un autre mode de développement.

A travers le nucléaire, c'est le visage de la société française de demain qui se prépare. Aussi ne peut-on attendre les conclusions d'un débat parlementaire, fût-il public, comme vient de le proposer le P.S., ni simplement revendiquer des nationalisations (cependant nécessaires) et un changement de filière comme le suggère le P.C.F. Une politique qui soumet la vie des personnes à des impératifs économiques qui renforce la centralisation et l'anonymat des décisions et accentue le contrôle militaire sur les activités civiles, contient toutes les prémices d'un système totalitaire. Seul un autre pouvoir peut aujourd'hui assurer une utilisation des connaissances scientifiques conformes aux intérêts du peuple. Mais il faut agir dès maintenant, et c'est pourquoi nous engageons l'action :

1) Pour l'arrêt immédiat du programme, et un moratoire de cinq ans. Là où l'on voudra, malgré tout, entreprendre la construction d'une centrale naîtra un nouveau Larzac. Le pouvoir et la direction de l'E.D.F devront céder ;

2) Pour la création d'organismes publics de recherche théorique, appliquée et de développement sur les énergies nouvelles, et notamment sur le géothermique, indépendant de l'E.D.F. ;

3) Pour la reconquête de l'information par les travailleurs ; nous nous battrons pour la saisir, la diffuser, organiser le débat sur les choix d'avenir, concernant l'utilisation du nucléaire, l'énergie, la croissance.

MICHEL MOUSEL,
secrétaire national du parti socialiste unifié.

● *Le Monde a publié sur le débat nucléaire des déclarations de M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale (4 avril), de M. Robert Chapuis, membre du comité directeur du parti socialiste (5 avril), de M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche (6-7 avril), de M. Jacques Dominati, secrétaire général de la Fédération nationale des républicains indépendants (18 avril), de M. André Diligent, vice-président du Centre démocrate (6 mai).*

Les « vingt-trois »

Le document que vingt-trois scientifiques parisiens ont envoyé aux parlementaires (« le Monde » du 7 mai), et qui demande un arrêt immédiat du programme de développement de l'industrie nucléaire, circule actuellement dans les laboratoires de Paris et de province. Les vingt-trois scientifiques qui l'ont lancé ne sont pas tous au Collège de France, comme nous l'avions annoncé par erreur.

Voici la liste des signataires. Université Paris-VI : MM. Philippe Courrèges (maître de recherche), Alain Roy (maître assistant), Jean-Pierre Vigier (maître de recherche) ; université Paris-VII : M. Jean-Marie Abillon (maître assistant), Mme Annick Arnaud (maître assistant), M. A. Malamant (maître assistant) ; université d'Orsay : MM. Serge Jullian (maître de recherche), Jean-Paul Shapira (maître de recherche) ; Polytechnique : M. Patrick Fleury (maître de recherche), J.-P. Pharabod (ingénieur) ; Collège de France : MM. Bernard Camberlin (technicien), Arnaud Comercon (technicien), Michel Crozon (maître de recherche), Alain Faye (ingénieur), Marcel Froissart (professeur), Théophile Leray (maître de recherche), Jean-Pierre Mandiburu (attaché de recherche), Patrick Petitjean (attaché de recherche), Daniel Poutot (technicien), Mme Monique Sené (chargée de recherche), MM. Raymond Sené (chargé de recherche), Jean Valentin (ingénieur) ; Ecole normale supérieure : M. D. Pignon (chercheur).

A l'Assemblée nationale

M. D'ORNANO : la surveillan[ce] sera renforcée sur les cha[n]tiers des centrales.

Au cours de la séance cons[a]crée aux questions au gouvern[e]ment, à l'Assemblée nationa[le] mercredi 7 mai, MM. André L[a]barrère, député des Pyréné[es-]Atlantiques (P.S.), et Anto[ine] Gissinger, député du Haut-Rh[in] (U.D.R.), ont évoqué l'atten[tat] commis contre la centrale n[u]cléaire en construction à F[es]senheim. Dans ses répons[es,] M. Michel d'Ornano, ministre [de] l'industrie et de la recherche, [a] indiqué que la surveillance [du] chantier de Fessenheim avait [été] renforcée à la suite de l'atten[tat] et que des instructions avai[ent] été données en ce sens pour t[ous] les chantiers de construction [de] centrales nucléaires. Après a[voir] souligné que les centrales, « cl[as]*sées entreprises vitales* », faisai[ent] l'objet d'une surveillance et d[e] contrôle étroits dès qu'elles a[bri]taient des matières nucléaires, [le] ministre a estimé qu'il ét[ait] « *intolérable de voir certains* [re]*courir à des actes de violence* [qui] *mettent en danger la vie* [de] *travailleurs, pour défendre le*[urs] *idées si tant est qu'ils aient* [des] *idées* » en matière d'énergie, d'[au]tant que le gouvernement « *procédé à une très vaste con*[sul]*tation régionale sur les impl*[an]*tations de ces centrales, appu*[yée] *sur une information très* [pré]*cise* ». M. d'Ornano a alors [dé]claré : « *Les Français doivent* [se] *rendre bien compte des voies* [dans] *lesquelles voudraient les ent*[raî]*ner certaines minorités tot*[ale]*ment irresponsables.* »

CIRCULATION

● M. GALLEY RASSURE [LES] LORRAINS — M. Ro[bert] Galley, ministre de l'équ[ipe]ment, a tenu à rassurer [les] Lorrains, et en particulier [les] élus de Nancy, dans une in[ter]view accordée à FR 3 Na[ncy] au sujet de l'aménagement [de] la R.N 4 (Paris-Nancy-St[ras]bourg), un moment remis [en] question (*le Monde* du 7 m[ai]). « *Je prends l'engagement* [de] *commencer les travaux d*[e la] *R.N. 4 avant la fin de l'an*[née], a déclaré M. Robert Ga[lley]. *Je me suis engagé, à la s*[uite] *de mes prédécesseurs, à r*[éali]*ser cet aménagement, e*[t je] *tiendrai les promesses qui* [ont] *été faites.* » Cet aménagem[ent] s'effectuera parallèlement [à la] construction de l'autorout[e de] l'Est A 4 (Paris-Strasbo[urg]). Mais, a souligné le mini[stre,] l'estimation du montant [des] travaux concernant la R.[N. 4] est passée, en trois ans, de [...] 130 millions de francs.

URBANISME

A PROPOS DU PROJET DE RÉFORME FONCIÈRE

L'opposition envisage de saisir le Conseil constitutionn[el]

L'Assemblée nationale a repoussé, mercredi 7 juin, par 294 voix contre 183 sur 480 votants et 477 suffrages exprimés, la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi réformant l'urbanisme et la politique foncière.

Cette demande avait été présentée par le président du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche. Conformément au règlement, l'Assemblée en avait [été] informée par voie d'affichage mercredi 30 avril. Les préside[nts] des groupes de la majorité étant opposés, les députés ont [été] appelés à statuer sur cette qu[es]tion au cours de la séance [du] 7 mai.

M. Emmanuel Aubert (U.D[.R.,] Alpes-Maritimes) a, au nom [des] groupes de la majorité, esti[mé] préférable de confier l'« *ét*[ude] *approfondie* » que nécessite *ce texte aux cent vingt memb*[res] de la commission de la prod[uc]tion et des échanges et [aux] soixante de la commission [des] lois, plutôt qu'à une commiss[ion] spéciale qui ne doit compren[dre] que trente et un ou, au maxim[um,] trente-trois membres.

Pour M. Aubert, la constitut[ion] d'une commission spéciale « *d*[oit] *rester l'exception* ».

En revanche, M. Hubert Dub[e]dout (P.S., Isère), au nom de s[on] groupe et de celui des comm[u]nistes, a considéré com[me] contraire à la Constitution le f[ait] de donner compétence à de[ux] *commissions permanentes pour* [un] même projet, comme en a déci[dé] le président de l'Assemblée. Au[ssi] a-t-il indiqué que les dépu[tés] socialistes saisiraient le Cons[eil] constitutionnel, puisque l'article [...] de la Constitution dispose q[ue] « *les projets et propositions de* [loi] *sont, à la demande du gouvern*[e]*ment ou de l'Assemblée qui* [en] *est saisie, envoyés pour exam*[en] *à des commissions spécialeme*[nt] *désignées à cet effet* », et prév[oit] ainsi d'abord la désignation d'u[ne] commission spéciale, n'env[i]sageant qu'en second lieu le ren[]voi à « une » commission perm[a]nente — et non à deux. Enfi[n,] il a exprimé le souhait « *qu'*[on] *ne fasse pas joujou avec* [la] *Constitution et le règlement* ».

Le bureau de l'Assemblée a av[a]lisé la décision prise par le prés[i]dent de celle-ci de confier [à] deux commissions l'examen s[ur] le fond de ce projet, tous les titr[es] étant étudiés par la commissi[on] des lois, sauf un, qui le sera p[ar] celle de la production.

La commission des lois, q[ui] s'était réunie dans la matinée d[e] mercredi 7, avait désigné comm[e] rapporteur M. André Fanto[n] (U.D.R., Paris).

ENVIRONNEMENT

Un projet de loi renforce le contrôle des industries « polluantes »

Le conseil des ministres du mercredi 7 mai, comme nous l'avons annoncé dans nos dernières éditions du 8 mai, a approuvé un projet de loi relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes. Le communiqué précise :

« Ce texte qui remplacera la loi du 19 décembre 1917, étend son champ d'application à toutes les installations dont le fonctionnement peut être dangereux ou gênant, quelle que soit la qualification juridique de la personne physique ou morale, publique ou privée, qui l'exploite. Il élargit les intérêts protégés : à la protection de la sécurité, de la salubrité, de la santé publiques, est ajoutée celle de la nature et de l'environnement. Les installations génératrices de nuisances seront réparties en trois classes, sur lesquelles pèseront des contraintes proportionnelles à l'importance des *nuisances* qu'elles occasionnent pour le voisinage. Le ministre aura la possibilité d'édicter des règles techniques applicables par branches professionnelles et opposables à l'ensemble des installations classées de la branche considérée.

» Le projet de loi renforce l'efficacité du dispositif en vigueur : les exploitants mis en demeure d'exécuter des travaux d'aménagement d'installations pourront être contraints de consigner les sommes correspondant aux montants des travaux prescrits. Les sanctions pénales seront sensiblement renforcées. »

Actuellement, environ deux cent mille entreprises commerciales et industrielles, privées ou publiques, réparties en trois classes selon leur degré de nuisance, sont surveillées par deux cent quatre-vingt-dix inspecteurs à plein temps et environ deux cents inspecteurs à temps partiel. La loi va étendre leur contrôle à tous les établissements industriels et commerciaux, y compris les installations municipales comme les décharges d'ordures, les installations agricoles comme les élevages industriels, et même les chaufferies de grands ensembles, qui leur échappaient jusqu'à maintenant. Les entreprises concernées se chiffrent à quelques dizaines de milliers. Si l'on veut appliquer la loi, il faudra donc dès 1976 renforcer le corps des inspecteurs, dont les effectifs sont déjà notoirement insuffisants.

Autre innovation : dans la réglementation ancienne, seules les nuisances physiques (pollution, bruit, danger) étaient surveillées. Le projet de loi étend le contrôle aux conséquences des activités industrielles et commerciales sur la nature et l'environnement. Certaines catégories d'entreprises, comme les dépôts d'hydrocarbures, dont la réglementation dépendait du préfet, pourront être réglées par un texte unique pris par le ministre. Enfin, ceux qui ne respecteront pas la réglementation seront frappés de sanctions pénales renforcées, auxquelles s'ajoutera le versement d'une caution financière qui ne sera restituée qu'après exécution des travaux anti-nuisances.

Le Monde DES LIVRES

RÉVÉLÉ PAR LE PRIX D'HONNEUR

Le premier roman de Marianne Viviez

★ UNE FAMILLE COMME UNE AUTRE, roman, par Marianne Viviez. Ed. du Seuil, 192 pages, 25 F.

L'HISTOIRE est partée, ou pensée, plutôt qu'écrite, par un de ses personnages : Madeleine. La jeune fille a deux frères et deux sœurs, un père, une mère, et une paire de grands-parents inoffensifs. L'ensemble fonctionne de façon exemplairement close. Certains penseront ici aux analyses de Ronald Laing. Tout le monde vit en banlieue. Les études, le métier, obligent la plupart des personnages à quitter dès le matin leur nid ou leur terrier commun. Que vit Madeleine, pendant les heures où elle se trouve hors de ce groupe ? On n'en sait rien. Et les autres ? Rien non plus. Tout se passe comme si n'existaient que les heures vécues ensemble. Les repas sont les temps forts de cette vie commune, et la vaisselle du dimanche, qui est une fête.

La mère et ses trois filles sont le plus actif, le plus gai et le plus solidaire de cette famille : elles en sont le noyau. Elles jouent ensemble, improvisent, et rient comme des folles de leurs inventions. L'élément mâle est au contraire psychologiquement dispersé, même si physiquement présent. Il y a Georges, le père, incroyablement distrait, absent, lointain, et dont les efforts pour « participer » apparaissent le plus souvent maladroits, dérisoires. Il y a André, l'aîné, le normalien, qui pense surtout à sa carrière, et à dormir — à fond — toutes les fois qu'il en trouve le loisir. Et il y a Joël. Joël est au centre de ce roman sans péripétie, qu'on ne peut résumer. *« Qu'est qu'il a, Joël ? Qu'est-ce qu'il a, ton frère ?*

Il n'a rien, justement : il est gentil, joli, docile, mais il n'a pas d'idées, pas de regard, pas de sentiment, pas de volonté, pas de souvenirs, pas d'histoire. Il ignore sa propre existence, il ne dit jamais « je ». Pourtant, il n'est pas sans intelligence, Joël : il calcule beaucoup plus vite que toutes les machines, sans jamais aucune erreur. Il ne sait ni se laver, ni s'habiller, ni s'occuper, autrement qu'à faire tourner ses doigts, à déambuler sans raison et sans but, en disant des mots sans suite. Il n'a jamais pris la moindre initiative : il demande souvent à quelle heure Joël ira se coucher.

Toute la famille est vraiment rassasiée du cas de Joël. Après tant de consultations vaines, tant de méthodes psychothérapiques amorcées dans l'espérance et abandonnées par fatigue et découragement, tant de gouttes et de pilules qui ne font guère qu'abrutir un peu plus le jeune indifférent, ses parents et ses sœurs se sont résignés à le supporter comme il est, en se partageant la charge de cet être passif. Sa passivité s'exprime par de curieuses tournures grammaticales : *« Et Georges habillait Joël, le déjeunait, le lavait... »* Dans ce contexte, il arrive que le nom propre devienne commun : *« Aussi c'était malgré tout assez risqué de leur confier un joël. »*

Le faux des situations s'inscrit dans le langage, — le malaise gagne. Comment se comporter, et parler simplement, naturellement, sans tricherie ni condescendance, à un joël qui ne répond pas, ne réagit pas, ne fixe aucune acquisition ? La sincérité, l'authenticité, ne sont-elles pas plutôt dans la violence et la trivialité avec lesquelles Madeleine, qui a tant fait pour aider son frère, envoie parfois au diable cet incurable (*« ce con »*, dit-elle) qui empoisonne la vie de tous ? Mais elle ne l'ose que tout bas, en secret, devant elle-même, dans la honte et les remords.

Paul Savatier, naguère, avec *Un neveu silencieux* (Gallimard), analysait à sa façon cette épreuve, d'où personne ne sort tout à fait innocent. Pour le lecteur aussi, de tels livres, par leur sujet, sont une « épreuve ». Car il est difficile de ne pas se sentir appartenir quelque peu à ces familles où vient, sans qu'on sache qu'y faire, parmi tant d'« enfants-problèmes » un enfant-problème insoluble.

A l'heure où l'euthanasie redevient une idée à la mode, ce roman sévère lance une interrogation fondamentale. Car il est vraisemblable que Joël ne sera jamais *utile* à la société ni à qui que ce soit. Au contraire, il est pour ses proches *un boulet, un très pénible handicap.* Mais la dignité humaine ne doit-elle pas être reconnue à un tout autre niveau ? Madeleine le croit, et témoigne par ses efforts pour cette foi. En d'autres temps, en d'autres lieux, la mort « miséricordieusement » *accordée par la médecine officielle* à Joël eût réglé tout problème : cette « famille comme les autres », même sans guère d'espoir, continue à tout faire comme si elle espérait.

Sous le pseudonyme de Marianne Viviez, l'auteur de ce livre, qui veut *garder l'anonymat, vient de recevoir* le Prix d'honneur. Le jury a certainement été sensible à la force brutale du sujet, mais aussi, sans aucun *doute, il a voulu récompenser* l'originalité d'un style, l'audace d'un ton, la singularité d'une voix qui n'hésite pas.

JOSANE DURANTEAU.

Un délire hors du commun

LES MÉMOIRES DU PRÉSIDENT SCHREBER

★ MEMOIRES D'UN NEVROPATHE, par Daniel-Paul Schreber. Trad. de l'allemand par Paul Duquenne et Nicole Sels. Ed. du Seuil, 390 pages, 45 F.

EN 1893, Daniel-Paul Schreber, président de la cour d'appel de Dresde et magistrat éminent, à la suite d'une insomnie persistante, consulte, pour la seconde fois, le non moins éminent professeur Paul-Emile Fleschsig, neurologue et directeur de la clinique de l'université de Leipzig. *Fleschsig rassure Schreber et lui* promet une prompte guérison.

Ce n'est pourtant qu'en 1903, dix ans plus tard, que le président Schreber obtient d'être libéré de l'asile de Sonnenstein, dirigé par le docteur Weber, où, comme *il l'écrit*, il passa par l'école amère de la souffrance. Aussitôt *libéré, Schreber publie* ses « Mémoires d'un névropathe », récit circonstancié de son internement et des véritables prodiges dont il est devenu l'objet, Dieu lui-même, sous sa double forme « inférieure » (Ariman) et « supérieure » (Ormuzd), *étant « de par la puissance* invincible de mes nerfs indissolublement lié, et depuis des années, à ma personne ».

Que le lecteur, cependant, insiste Schreber, prenne garde : il ne s'agit pas là d'un délire ou de vulgaires hallucinations, mais de faits surnaturels. Et, sur la base de ces faits, Schreber élabore, construit une théodicée d'une virtuosité dialectique et d'une audace singulières. Il est vrai que le président Schreber n'est pas n'importe *qui — il se compare volontiers à* Jésus-Christ — et, dans ses « Mémoires », il ne manque pas de signaler que l'âme du professeur Fleschsig « avait accoutumé de parler de moi comme du « plus grand voyant de tous les siècles », *à quoi, embrassant de plus vastes* perspectives, j'objectais volontiers de temps à autre qu'il eût fallu bien plutôt parler du plus grand « voyant » de tous les millénaires ».

La femme de Dieu

Au cœur du délire du président Schreber, sa transformation en femme, son éviration, les abus sexuels que Fleschsig d'abord, puis Dieu lui-même, s'apprêtent à lui faire subir. De cette copulation ininterrompue avec Dieu doit naître une nouvelle race d'hommes, car ceux qu'il voit autour de lui, « ombres d'hommes bâclés à la six-quatre-deux », ne sont que *simulacres*, un *cataclysme* ayant sans doute anéanti l'humanité...

Cette transformation en femme, dont il suit perplexe les progrès, ne va pas sans volupté. Dans un premier temps, le président Schreber la refuse ; il la considère comme attentatoire à son honneur, à son amour-propre viril, à son sens moral. Puis, conscient du *rôle extraordinaire que le destin* le pousse à jouer — il ne s'agit pas moins que de repeupler la terre entière d'enfants schrébériens, — il accepte de devenir la femme de Dieu, qui exige de lui un état constant de jouissance. *N'y a-t-il pas droit, répète-t-il,* ne serait-ce que comme dédommagement pour l'excès de souffrances et de privations qui ont été son lot depuis tant d'années ?

Il est possible de lire les « Mémoires » du président Schreber comme *le* combat fabuleux d'un homme enclin à l'ascétisme par une éducation excessivement répressive pour connaître et assumer enfin sa propre volupté.

L'attention de Freud

On connaît aujourd'hui le despotisme pédagogique de son père, Daniel Gottlieb Mortiz Schreber (1801-1861), médecin et éducateur célèbre, et on peut saisir les ravages d'une éducation tout entière basée sur la maîtrise et la correction du corps de l'enfant et où la sexualité était réduite à sa fonction de procréation (1). Au délire pédagogique de leur père devait répondre le suicide de Daniel-Gustave Schreber, le frère de Daniel-Paul, l'hystérie de l'une de ses sœurs, également hospitalisée, la paranoïa enfin du président Schreber. Quand le désir est un délit, quelle autre issue que le délire ?

En 1911, l'année même où *mourra Schreber, à nouveau interné* dans un hôpital psychiatrique, Sigmund Freud, sur le conseil de Carl-Gustav Jung, se penche sur « les Mémoires d'un névropathe ». Le premier, il introduira un principe d'intelligibilité dans les formations imaginaires de ce délire hors du commun.

ROLAND JACCARD.

(*Lire la suite page 12.*)

(1) Dominique Colas : « le Despotisme pédagogique du docteur Schreber ». Revue « Critique ». Janvier 1974. On lira également avec profit : « la Remarquable Famille Schreber ». Revue « Scilicet », numéro 4.

RETOURS D'AGE

« Au-delà de cette limite... », de Romain Gary
« Loin du paradis », de Jean Freustié

IL fallait s'y attendre : la jeunesse et la puissance sexuelle ont été tellement glorifiées en Occident que leur déclin commence à y être ressenti par les hommes mûrs avec plus d'effroi que la mort même. Les ravaudages aussi vains que savants par lesquels les chauves croient masquer leur état donnent un aperçu de la honte anxieuse qui est liée aux seuls signes présumés de dévirilisation. Dans le même temps où les femmes *s'arrachent à la vieille obligation* de séduire ou de procréer, donc à la peur de n'en être plus capables un jour, les mâles attachent à l' « andropause », jusqu'ici méconnue, une importance toujours plus terrifiée. Outre Gilbert Cesbron — *Don Juan en automne* (Laffont, éditeur), — deux romanciers consacrés témoignent ces jours-ci des ravages du « retour d'âge » masculin, ou du moins de l'idée qu'on s'en fait, au crépuscule de la phallocratie.

COMME beaucoup de paniques, celle-ci naît par contagion. L'industriel sexuagénaire à qui Romain Gary prête la plume vit très heureux avec une Brésilienne de vingt-trois ans jusqu'au jour où un ami, plus puissant que lui en affaires mais nerveusement plus fragile, le persuade par le récit de ses défaillances intimes qu'*au-delà de cette limite*, leur soixantaine, *le ticket* de métro à quoi peuvent se comparer les potentialités de la maturité *n'est plus valable*.

Il n'en faut pas plus pour que le narrateur subisse à son tour certains mécomptes physiologiques, accompagnés de douleurs et d'angoisses nocturnes. Avec plus ou moins de ménagements mais sans laisser place à l'illusion, un ancien médecin militaire et un vieux gérontologue de renommée mondiale lui confirment que *« les choses*, comme l'indiquait Valéry Giscard d'Estaing en accédant à l'Elysée, *ne seront jamais plus ce qu'elles étaient auparavant.* »

DES lors, la crainte générale de la déchéance l'emporte sur les désagréments constatés, et les amplifie. Tel le taureau que l'épuisement fait rêver d'estocade, le narrateur ne voit d'autre moyen de conserver sa *puissance, ou du moins sa* dignité, qu'en devançant le processus en cours, et en assumant de façon masochiste le sadisme dont fait preuve la nature. En la personne plus ou moins imaginaire d'un domestique andalou éclatant de jeunesse sauvage, il se cherche lui-même un rival amoureux et l'instrument d'un suicide qui le délivrerait du vieillard en qui son jeune être d'autrefois, le seul qui vaille, ne se reconnaît plus.

Il demande le même service à une prostituée ancienne camarade de résistance, dont la spécialité consistait à percer le cœur de ses clients allemands d'un coup d'épingle à chapeau. Mais le temps des ordres indiscutés est révolu. La pitié et la solidarité féminines font leur œuvre. La vieillesse implique des accommodements. A défaut de mourir, le héros partira un peu, en voyage de convalescence, pendant que son fils, Chirac de ce Chaban, sauvera l'affaire familiale d'un rachat infâmant par l'étranger...

CAR cette espece de puberté à rebours a pour toile de fond la dépression économique surgie l'été dernier. Les rapprochement possibles entre les deux crises n'échappent pas au narrateur, qui s'identifie à l'Europe soudain consciente, elle aussi, des limites de la seule matière grise. *« 80 % de l'énergie, autant dire : nos couilles, sont dans le tiers-monde »*, se répète-t-il, avec d'autant plus de dépit que notre civilisation lui semblait, comme à Gary, un chef-d'œuvre indépassable.

De là à lier décrépitude personnelle et déclin de l'Occident, Brown-Sequar et Spengler, il n'y a qu'un pas, souvent franchi par les Cassandres du troisième âge. Mais notre homme est trop lucide pour user de telles consolations. Il sait que l'obsession des vigueurs perdues qui l'assaille est elle-même signe d'impuissance. Il a compris que les forces montantes, telle celle du domestique aux pommettes barbares, réplique de ce qu'il fut, ne s'apprivoisent pas ni ne ressuscitent. Enfin, il a entrepris d'analyser son cas, non son époque.

Les allusions aux rapports de force mondiaux sont donc moins fréquentes et précises — ainsi l'Exposition coloniale est-elle confondue avec l'Exposition universelle de 1937 — que les observations intimes. Le narrateur ne nous épargne aucun détail sur les déficiences de ses fonctions. Mais cette minutie de cabinet médical est à elle seule un symptôme de son mal, et un signe des temps, qui ont installé la sexologie au cœur des conversations et sur la place publique.

L'AUTEUR ne cesse d'ailleurs de mêler l'humour à la précision *technique, un peu à la façon* d'Hemingway rassurant Fitzgerald, dans *Paris est une fête*, sur la taille de son sexe. Comme dans *Les oiseaux vont mourir au Pérou*, une réelle détresse teinte l'évocation de l'organisme vieilli, ce « rôdeur » — « mon cadavre », disait déjà le curé d'Ars. Mais jamais le désespoir ne triomphe, grâce au plaisir des formules moralistes bien ajustées — *« les femmes douces vieillissent plus mal que les autres », « les hommes vieillissent toujours mal quand ils restent jeunes »* — et à la conviction latente que de tout mal peut sortir un bien.

Par Bertrand Poirot-Delpech

Ainsi Romain Gary laisse-t-il entendre que l'anxiété décrite pourrait aider les hommes à mieux comprendre celle des femmes, et hâter le temps de la fraternité entre les sexes. Un essai généreux se profile derrière la leçon ironique de désapprentissage et de détachement.

LE sexagénaire dont Jean Freustié invente la confession dans *Loin du paradis* éprouve les mêmes troubles que celui de Romain Gary. A ceci près que le désir l'abandonne, et non pas seulement les moyens de l'assouvir, et qu'étant écrivain, donc à l'écart des problèmes économiques et à l'écoute de soi, il préfère à la fuite en avant le retour en arrière sur ce que fut sa vie amoureuse.

En réalité, l'âge n'a fait qu'accentuer chez lui une inappétence observée dès la jeunesse. Il n'était pas de ceux qui profitent des occasions, mais savourent bizarrement de les gâcher. Ce qui ne l'empêchait pas de les susciter à plaisir. Deux mariages ne lui ont pas suffi. Tout en doutant d'avoir du goût pour les femmes, il n'a cessé de chercher les aventures. Il a même été jusqu'à donner des rendez-vous par petites annonces. Avec sa deuxième épouse, mulâtresse d'Amiens qu'il répugne à violenter comme elle le souhaiterait, l'entente semble moins sensuelle que fraternelle, et scellée dans l'alcool, cause non négligeable de ses défections.

Quoique organiciste de formation et plutôt rebelle à la psychanalyse, cet ancien médecin croit moins aux remèdes aphrodisiaques qu'à l'examen de ce qui a guidé en profondeur ses comportements. Comme tout le monde, il a été marqué à vie par l'empreinte reçue dans l'enfance. En liant à jamais l'amour au péché, l'éducation catholique des années 30 l'aura condamné à la fois à s'exagérer le plaisir, et à n'en goûter que les miettes. Jusqu'à la fin de ses jours, la sensation de perdre le paradis terrestre le poursuivra, tout en le laissant déçu par rapport aux promesses trop fabuleuses du désir.

ON ignore si la société permissive qui a remplacé la contrainte religieuse abolira ce genre de complexe dans la nouvelle génération, mais le fait est qu'elle l'avive plutôt dans la précédente, à force de lui représenter comme anormales les *libidos* naturellement modérées ou bridées à vie par les morales anciennes. La pornographie ambiante et les mises en demeure publicitaires obligent à la surconsommation sexuelle des gens qui n'osent plus lui préférer ouvertement la pêche ou le bistrot de leur rêve.

L'obsession du héros de Jean Freustié aura été en bonne partie une création de l'environnement. Laissé libre de ses élans, il aurait davantage cultivé l'amitié bohème, qui était sa vraie envie, son vrai talent. C'est d'ailleurs dans ce registre de la fraternité fantasque qu'il trouve son *harmonie* : et le livre son inspiration.

Il vient en effet un moment où le narrateur se lasse de ses récits d'alcôve et dévie, pour notre plus grande joie, vers des souvenirs autrement pittoresques. On donnerait tous ses portraits de maîtresses mal aimées pour ceux de la vieille Russe Marfa, chez qui il s'ouvre le front sur une baignoire en glissant dans la pâtée des chats, ou du cascadeur en retraite Lou Bari, qui élève des poulets dans des carcasses de stock-cars et les tire au pistolet...

PLUS romanesques encore se révèlent les relations du héros et de son épouse avec une paire de pique-assiette venus s'installer de force chez eux en compagnie de leur chien mangeur de chaussures. Qu'importe alors l'origine lointaine des difficultés que notre sexagénaire éprouve à satisfaire ses désirs d'éternel adolescent : ce qui compte, c'est la cocasserie des circonstances qui l'interrompent, telle l'irruption de gendarmes qui lui rapportent son livret militaire, en pleine offensive amoureuse.

Les brouilles et les retrouvailles entre amis, la joie de jouer à la belote devant un vieux cognac ou de regarder mollement la télévision, l'envie de dormir avec quelqu'un — ce qui s'appelle *dormir*, — autant de douceurs dont l'actuelle frénésie pan-sexualiste commence à nous priver, alors qu'elles peuvent parfaitement suffire au bonheur d'une fin de vie, et d'une fin de roman.

En s'éloignant du paradis trompeur de la volupté obligatoire, Jean Freustié et ses personnages font entrevoir avec une tendresse pleine d'humour le charme de la vraie permissivité encore à venir : celle qui nous laissera enfin libres, si bon nous semble, de ne pas penser qu'à « ça » !

★ *Au-delà de cette limite votre ticket n'est plus valable*, de Romain Gary, Gallimard, 260 pages, 35 F.

★ *Loin du paradis*, de Jean Freustié, Grasset, 224 pages, 28 F.

LITTÉRATURE ET CRITIQUE

LE 7e FESTIVAL DU LIVRE

Sous le signe de la trinité

LE VIIe Festival international du livre de Nice, qui, ouvert le 3 mai, ferme ses portes aujourd'hui, s'est déroulé sous le signe de la trinité.

Trinité du parrainage ministériel inaugural, tout d'abord, M. Paul Granet, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, évoquant les problèmes du livre, M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat aux universités, traitant des bibliothèques, et M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, se consacrant plus particulièrement au prochain statut de l'écrivain.

Mme Françoise Giroud était également présente, mais non officiellement, pour donner une sorte de label silencieux au congrès et au colloque des femmes écrivains qui devaient clore le Festival sur une note passionnée.

Trinité des sujets d'intérêt, donc : l'écrivain, l'éditeur et son corollaire, le libraire, la lecture publique.

Trinité enfin du visage qu'a présenté ce VIIe Festival aux yeux de l'observateur.

Un visage populaire qui s'affirme d'année en année. Le dimanche 4 mai, il y eut plus de douze mille visiteurs et l'on escomptait pour l'ensemble de la manifestation un chiffre de cent cinquante mille entrées. L'animation audio-visuelle, avec ses émissions radiophoniques et télévisées se déroulant sous le regard du public, est certainement un des facteurs déterminants de cette faveur, de même que la gratuité des entrées et peut-être aussi la pluie et le froid qui n'ont pas plus épargné la cité de M. Jacques Médecin que le reste du pays.

Un visage sérieux, voire érudit, avec les colloques sur l'avenir des revues littéraires, l'enseignement de la littérature et les prix littéraires, qui se sont singularisés cette année par l'inédit de leurs découvertes. Les deux bourses Goncourt de la nouvelle ont récompensé, catégorie livres publiés, *la Demoiselle sauvage*, de Corinna Bille, éditée à Lausanne, qui l'a emporté sur *l'Ancolie*, de Jean-Loup Trassard (Gallimard), et *Des demeures et des gens*, de Catherine d'Etchéa (Table ronde), et, catégorie nouvelle publiée dans la presse : *Julien lentement réveillé*, de Michel Rey, Girondin de trente-sept ans, professeur d'art à Livourne. Quant au Grand Aigle d'or, il a révélé en Nadine Gordimer un auteur d'Afrique du Sud inconnu en France, mais célèbre dans le monde anglo-saxon.

Le Prix international de la presse allait de son côté au livre, non encore traduit en France, de l'Espagnol Eduardo Guzman : *El ano de la Victoria*, sur la vie dans un camp de concentration près d'Alicante, en 1939, où étaient parqués des soldats de l'armée républicaine. La publication de ce livre en Espagne, l'an dernier suscita de vifs remous politiques.

Le troisième visage enfin qu'a offert le Festival, pour n'être pas toujours apparent, n'en fut pas le moins important. Il avait une face visible et une face cachée.

La face visible se montra dès la veille de l'ouverture avec l'émission de Bernard Pivot « Apostrophes », au cours de laquelle un engagement bref, mais vigoureux, opposa M. Paul Granet, secrétaire d'Etat, et M. Guy Hermier, membre du bureau politique du parti communiste, sur le thème de la « crise du livre ».

Elle continua à affleurer lors du colloque sur les « bibliothèques, moyens de culture », qui vit, là encore, le représentant de l'Etat et les bibliothécaires croiser brièvement le fer, puis lors du débat sur la distribution, auquel participaient des représentants de l'édition, de la librairie et de l'Etat.

Mais la face cachée se traduisit par une sorte de « gentlemen's agreement », un accord tacite. On ne parla plus, du moins durant le temps de la fête, de crise du livre. Les éditeurs mirent une sourdine à leurs revendications. Les libraires, qui avaient d'abord boudé le Festival pour finalement le rallier, ne s'entendirent plus tellement bien entre eux sur la nature de leurs doléances. L'Etat, tout heureux de voir que la situation, après tout, n'était pas si alarmante qu'on la lui avait dépeinte, conseilla aux différents membres de la famille du livre de se concerter d'abord entre eux avant de revenir frapper à sa porte.

Bref, la crise du livre, qui devait passionner le Festival, prenait apparemment figure de « grossesse nerveuse ».

Mais comme tous les éditeurs n'étaient pas présents à Nice, ni tous les libraires, ni tous les écrivains, les rumeurs persistaient à circuler que, peut-être, une fois passés les effets de l'anesthésie locale, les problèmes n'en continueraient pas moins à se poser.

PAUL MORELLE.

GRAND AIGLE D'OR A NICE

NADINE GORDIMER

LES autorités sud-africaines n'applaudiront guère à la distinction décernée pour l'ensemble de son œuvre à Nadine Gordimer, qui vient de recevoir le Grand Prix de l'Aigle d'or de la ville de Nice. La censure gouvernementale a, en effet, interdit deux de ses romans, A World of strangers *et* The late bourgeois world, *pour leur incompatibilité avec la doctrine officielle de l'« apartheid ». Son dernier ouvrage,* The conservationist, *avait fait l'objet d'une interdiction provisoire à la vente dans les librairies sud-africaines, l'automne dernier, jusqu'au moment où lui fut attribué, à Londres, le prix Booker des éditeurs britannique. Sauf pour ses premiers recueils de nouvelles, publiés alors qu'elle avait à peine vingt ans, toute l'œuvre de Nadine Gordimer est, en effet, clairement engagée. Elle appartient à cette frange de l'intelligentsia européenne de langue anglaise d'Afrique du Sud qui maintien, contre vents et marées, la tradition fragile en ce pays du libéralisme anglais.*

Née en 1923, Nadine Gordimer a connu une enfance petite-bourgeoise à Springs, un gros bourg proche de Johannesbourg, à l'horizon cerné par les collines artificielles de scories des mines d'or du Witwatersrand. La publication de ses nouvelles par le New Yorker, *en même temps qu'elle lui confère une certaine notoriété, semble devoir la confiner dans ce genre qu'affectionnent les auteurs anglo-saxons. Elle est, avant d'avoir trente ans, considérée comme la Katherine Mansfield sud-africaine.*

Mais elle publie bientôt plusieurs romans, où elle aborde le thème quasi obsessionnel de la littérature sud-africaine, les relations entre Blancs et Noirs : A World of strangers, *conte l'amitié impossible entre un Européen et un Africain,* The late bourgeois world, *le dérisoire suicide d'un Blanc engagé dans l'action terroriste aux côtés des Noirs,* Occasion for loving, *la pérégrination épuisante d'un couple clandestin — un Noir et une Blanche (la loi sud-africaine punit de prison les relations sexuelles entre Européens et non-Européens). Rare exception dans son œuvre,* A guest of honour *se situe dans un pays fraîchement indépendant d'Afrique : c'est l'histoire navrante d'un ancien fonctionnaire colonial, progressiste bon teint, qui sera tué dans une tentative de coup d'Etat contre un régime néo-colonialiste.*

L'originalité de l'auteur tient, sans doute, à son soin d'éviter tout manichéisme primaire. Ses héros sont presque toujours des antihéros, Européens qui s'essaient, maladroitement, à jouer le jeu du nationalisme africain ou Africains dépassés par leur aventure. Le plus sombre de tous ces livres est, sans doute, The Conservationist, *où un riche industriel européen, abandonné par sa maîtresse libérale, rejeté par son fils objecteur de conscience se cloître dans la solitude d'une ferme qu'il leur destinait, et sombre dans la folie, sous l'œil impassible de ses domestiques noirs.*

Rien de moins sec, pourtant, que ces romans quasi politiques : les paysages y sont admirablement décrits, brousses d'épineux impénétrables, transparence lumineuse des grands lacs, et les personnages analysent subtilement leurs défaillances. La sensualité va, dans les scènes d'amour, jusqu'aux bords d'un érotisme savamment contrôlé.

Traduite en Allemagne, en Scandinavie, au Japon, en Italie, en Espagne, Nadine Gordimer ne l'a jamais été en France. On avait pourtant parlé d'elle pour le Nobel l'an dernier. Le Grand Prix de l'Aigle d'or — dont le jury comprenait notamment Ignazio Silone et Anne Maria Matute — devrait susciter l'intérêt des éditeurs français.

CLAUDE WAUTHIER.

● Le Grand Prix Thyde Monnier (10 000 F) a été attribué, par la Société des gens de lettres, à Luc Bérimont, pour son roman *les Ficelles* (Editeurs français réunis). Deux autres prix de 7 500 F chacun sont allés à Michel Manoll, pour ses recueils de poèmes, et à Michel Hérubel, essayiste et romancier.

LÉO MALET, CET AUTRE « PAYSAN DE PARIS »..

★ CAHIERS DU SILENCE, de Léo Malet, Editions Kesselring, Yverdon (Suisse), 184 pages grand format, 45 F.

CONNAIT-ON vraiment Léo Malet ? Je n'en suis pas sûr. Pourtant, depuis que « Le livre de poche », a entrepris de rééditer les quinze romans policiers gouailleurs, lyriques et doux-amers groupés sous le titre général des *Nouveaux Mystères de Paris*, et qui constituent une part importante de l'œuvre de celui-ci, le nom de Malet figure, presque constamment, aussi bien dans les librairies que sur les présentoirs des marchands de journaux.

Mais cela n'est pas suffisant pour « classer » un auteur. Or Malet le vaut. Encore qu'il ait beaucoup écrit : trente-six romans signés de son nom, et dont la plupart — chose rare pour un auteur français — évoquent, sans pour autant souffrir de la comparaison, et Dashiell Hammett et Chandler. Signalons aussi — il lui fallait bien vivre — qu'on lui doit au surplus une bonne vingtaine d'autres ouvrages plus délibérément « populaires », publiés sous pseudonymes. Jamais, cependant, alors même qu'il « tâcheronnait », Malet n'oublia qu'il était d'abord, et essentiellement, poète. Sept ou huit plaquettes existent, qui en témoignent.

Au vrai, la vie ne lui fut point clémente. Né en 1909 à Montpellier, tôt orphelin, élevé par un grand-père tonnelier grand admirateur de Jaurès, il lit, en autodidacte, tout ce qui lui tombe sous la main. En 1925, il « monte » à Paris. A Paris qui est encore, ou peu s'en faut, celui des *Chants de Maldoror*, qu'il ne lira que bien plus tard : une ville mythique et fabuleuse, dont il s'éprend aussitôt presque charnellement. On a dit de Malet qu'il en était, à l'instar de Fargue, « le piéton ». C'est vrai ; mais il me semble bien en être davantage « le paysan », tant la vision qu'il a et qu'il nous restitue de certains lieux « hantés » ou privilégiés de la capitale m'apparaît infiniment plus proche de celle, foncièrement onirique, que nous donne le jeune Aragon.

Une fois dans la place, Malet y fréquente les milieux anarchistes et devient, très vite, à seize ans, « le plus jeune chansonnier de Montmartre », tout comme l'un des héros de sa *Trilogie noire* (1) deviendra « le plus jeune guillotiné de France ». Après quoi, on le voit successivement employé de bureau, manœuvre, journaliste occasionnel, gérant d'un magasin de modes, crieur de journaux, etc.

L'éclaircie, l'embellie, dans tout cela, ce fut, on s'en doute, la découverte qu'il fit de la poésie surréaliste, en 1930, et sa rencontre avec André Breton, le 1er mai 1931, au Cyrano, place Blanche. Dès lors, Malet participera à toutes les activités du groupe surréaliste jusqu'en 1940. Dans le même temps, il écrit des poèmes et ne cessera jamais de le faire, alors même qu'il aura décidé de ne plus revoir Breton. Car, dit-il, « *j'estimais que me mettre à écrire des romans policiers, du point de vue surréaliste, c'était un manque de rigueur. J'avais tourné une page, j'avais pris une autre voie.* »

Ses poèmes sont, le plus souvent, fort beaux. Lisez ceci, par exemple, extrait de ce *Grand Désert vert*, qu'on trouve à la page 138 des *Cahiers du silence*, et vous vous demanderez bien pourquoi Malet ne figure dans aucune des nombreuses anthologies consacrées, ces temps-ci à la poésie française d'aujourd'hui :

De quel lit sors-tu donc
jonc des rivières noires
au grand visage désolé
Je connais la dame de sang
étrange figure d'un jeu rare
mais pas la fantomale dame
[d'herbe
celle au teint de ruisseau
au sourire de l'enfant qu'on noie.

Mais il n'y a pas que cela, bien sûr, dans ces *Cahiers du silence* qu'a préparés Daniel Mallerin. Vous y trouverez encore d'autres poèmes — dont l'ensemble va bientôt paraître chez un éditeur de Lausanne (2), — puis aussi des confidences autobiographiques de Malet, pittoresques et picaresques — enregistrées au magnétophone, — des témoignages divers ; des fac-similés de lettre[s] d'Eluard, de Magritte, de Tanguy ; d'abondantes illustratio[ns] pour le moins insolites ; des cou[pures] de journaux qui ne le[ur] cèdent en rien, et même une biblio[graphie] que je crois exhaustive.

Cela étant — et quoiqu'ils lai[ssent] typographiquement quelqu[e] peu à désirer, — il faut souhaite[r] que ces *Cahiers* aident à mie[ux] faire connaître Malet : l'homm[e] et l'œuvre. Un homme chaleu[reux], amical, singulier, et qui n[e] se prend pas plus au sérieux q[ue] Nestor Burma, le « détective [de] choc » qui opère avec brio da[ns] la plupart de ses récits — et q[ui] lui ressemble comme un frè[re]. Une œuvre qui doit autant [au] poète, dont j'ai dit tout le bi[en] qu'on en devait penser, qu'à l'a[u]teur de romans policiers, q[ue] certains — Rabiniaux, Carad[ec], Simonin — tiennent, en s[on] genre, pour une manière de gra[nd] écrivain. Je ne doute point qu'[ils] aient raison.

ROLAND STRAGLIATI.

(1) Eric Losfeld.
(2) Alfred Eibel, éd.

VOIX DU MAROC

« La mille et deuxième nuit »

★ « La Mille et Deuxième Nuit », poème de Mostafa Nissaboury. Editions Shoff, 21, rue Mignard, Casablanca, 110 pages, 15 F.

UN homme a levé « *le cran de sûreté de (sa) mémoire* » pour en finir avec la légende, provoquer la chute des mythes et dire le quotidien d'un peuple pris entre les doigts du soleil.

Mostafa Nissaboury, né il y a trente ans à Casablanca, publie aujourd'hui son premier recueil de poèmes ; il a participé en 1966 à la création de la revue *Souffles* et plus tard à celle d'*Intégral*. Sa parole est celle d'un damné qui comptabilise ses après-midi de détresse, d'un « *rien sanglé de petites frayeurs* », ou celle d'un enfant de l'errance et de la ville habitée par la mort lente, la mort blanche. Le poète est aussi un travailleur qui a un bulletin de paie. Il ne sait pas lire les chiffres, même s'il n'est qu'un matricule, mais il lit entre les lignes, dans les blancs réglementaires : il dit la vie infirme, le ciel veuf de ses étoiles, la médiocrité qui va sur des béquilles et qui triomphe dans des corps rassurés, maîtrisés et promus à une plus haute misère.

Dans sa solitude, le poète ne sait plus quoi faire de sa rage et de sa lucidité. Alors il « *complote contre lui-même, contre son ombre, pour pointer son anonymat, ratifiant la notoriété du suicide* ». Sa voix colle au sabot de la mort et annonce le rêve lointain, celui du nomade, celui du conteur qui « *parle la langue héritée d'une grande nuit répandue* », la nuit de Schéhérazade, princesse du conte et maîtresse de l'imaginaire. Nissaboury ajoute une nuit au fil de ses mille et une nuits ; c'est là que son espoir et sa folie trouvent refuge. Pour une fois Schéhérazade va écouter : elle écoutera cet homme venu lui conter l'histoire de son peuple muselé par le destin et l'attente. Il sait que la mort est matinale comme il sait que « *la ville ne se soulève plus* (car) *elle a enraciné son ombre dans l'immobilité* ».

TAHAR BEN JELLOUN.

EXTRAIT

Je périrai...

Je périrai, en aparté, plein le cœur d'un ciel de cyanure
mais seulement après avoir été à la grotte de l'écrit brillant
pour capter toute ma mémoire intacte
la chambre aux mille caractères
où s'achève le périple de ma soif

et j'y reste — défendant qu'on me pose
des questions sur la façon dont j'y reste
sur l'état de ma raison
sur l'identité de mon cri
dans les demeures de la nuit

sur la mort qui est une avancée d'impasses
soulevées par le soleil
sur les étendues de violence renaissant
chaque jour dans le silence
de ma langue gercée.

ÉCHOS ET NOUVELLES

Colloques

— RENCONTRE-DEBAT SUR LA LITTERATURE MAGHREBINE, le mercredi 14 mai (de 16 h. à 22 h.) à la librairie l'Harmattan, 18, rue des Quatre-Vents, Paris-6e.

— LE CENTRE DE RECHERCHE SUR L'IMAGINAIRE organise trois journées d'études, les 23, 24 et 25 mai, à Chambéry, sur « Tradition mythique et créativité ». (Centre universitaire de Savoie, avenue de la Cascade, 73-Jacob-Chambéry.)

— LE XVIIe SIECLE AUJOURD'HUI, tel était le thème du quatrième colloque du Centre méridional de rencontres sur le XVIIe siècle qui s'est tenu à Marseille en janvier 1974. Les actes de ce colloque viennent de paraître. Ils traitent notamment de l'enseignement du XVIIe siècle dans le secondaire et le supérieur, en France et dans quelques pays étrangers (CMR 17 Marseille, 226 p., 40 F).

Classiques

— LES EDITIONS KLINCKSIECK publient une édition critique du conte de Nerval « Pandora » établie par Jean Senelier, avec la collaboration de François Constans, Maria Luisa Belleli, Jean Richter et Jérôme Vercruysse.

— LES ŒUVRES CHOISIES DE ROGER VAILLAND paraissent au Livre-Club Diderot, avec une préface et un avant-propos de René Ballet. On y trouvera « Drôle de jeu », « Un jeune homme seul », « Beau Masque », « 325 000 francs » et « la Fête », ainsi qu'une rubrique évoquant les échos des événements réels dans les romans de Roger Vailland.

— LE TOME I DES ŒUVRES DE JULES VALLÈS, de 1857 à 1870, vient de paraître dans « La bibliothèque de la Pléiade » (Gallimard) dans un texte établi, présenté et annoté par Roger Bellet. Il contient des extraits de « l'Argent », des « Réfractaires », de « la Rue » et un choix d'articles parus dans les journaux de l'époque.

Revues

— AU SOMMAIRE du numéro 5 de la revue « Digraphe », on peut lire un texte inédit de Louis Aragon : « le Mauvais Plaisant », qui date de 1926 et que son auteur commente aujourd'hui dans les pages faisant suite à cette publication (144 pages, 20 F).

— LA REVUE « CHANGE » publie, sous le titre « Change monstre poésie », une anthologie de poètes français contemporains : Jacques Roubaud, Danièle Collobert, Mathieu Benezet, Geneviève Clancy, Philippe Boyer, Bernard Noël, Jean-Pierre Faye... (Seghers/Laffont, 224 p., 20 F).

SAINT-JOHN PERSE DONNE SES ARCHIVES A AIX-EN-PROVENCE

Saint-John Perse donne à la ville d'Aix-en-Provence un ensemble important de ses ouvrages, manuscrits, archives et documents : ils sont destinés à constituer une fondation.

C'est de sa propre initiative que le poète a proposé à la ville d'Aix cette importante donation. Il désire qu'elle soit déposée à l'hôtel de ville. La fondation Saint-John Perse sera ouverte au public.

— MARGUERITE DURAS s'est associée à la dénonciation du colloque des femmes écrivains qui se tient dans le cadre du Festival de Nice. Sa signature a été omise parmi celles que nous avons données dans « le Monde des livres » du 3 mai.

Trois générations d'écrivains

★ « Ecrivains marocains ». Du protectorat à 1965. Anthologie. Choix, présentation et traduction de l'arabe par M.B. Toulmi, M. Kably, A. Khatibi. « La bibliothèque arabe ». Editions Sindbad, 150 pages, 28 F.

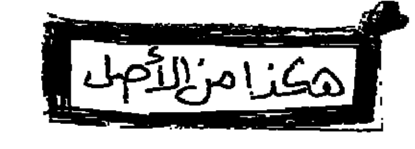
TROIS *générations d'écrivains* et poètes marocains d'expression arabe sont réunies dans cette anthologie. Les écrivains de la première génération, nés au début du siècle, représentent dans l'ensemble la tendance salafiste qui prône le retour à un islam réformé. Parmi eux, Mokhtar Soussi et Allal Fassi demeurent les plus importants ; mais cette période n'était pas seulement celle d'un islam militant ; elle était aussi le champ d'expressions peu orthodoxes : ainsi Ibn Brahim, « le poète de Marrakech », y occupe une place à part, grâce à son sens de l'humain, de la satire et de l'allusion érotique. Il rappelle en quelque sorte le grand Abou Nawass.

L'avènement du nationalisme va donner naissance aux écrivains de la deuxième génération (Bengelloum, Ghallab, Zniber, Forkani). Sans s'éloigner de l'islam et de la tradition, ils puiseront leurs thèmes dans le réalisme du quotidien et essaieront de témoigner d'un renouveau politique.

L'indépendance du Maroc (1956) voit apparaître une jeune littérature ouverte sur la modernité. Ses recherches formelles, son orientation idéologique, ses options politiques progressistes, attestent sa volonté de rupture avec la tr[a]dition et les vieilles écoles.

Malgré ses oublis et un choi[x] limité de textes, cette anthologi[e] est une porte ouverte sur un[e] littérature très peu connue e[n] France. — T. B. J.

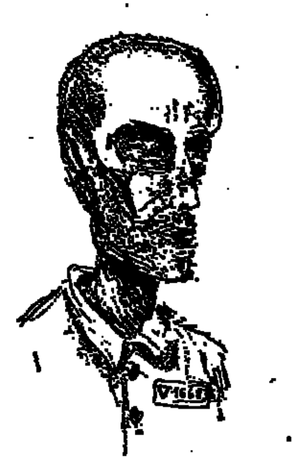
VIENT DE PARAITRE
L'OEUF DU MONDE
30 francs
un roman fantastique
de
Sarane Alexandrian
filipacchi



TRENTE ANS APRÈS

Poèmes inédits de la déportation

young fellow, age 30 after a few weeks spent in camp



« Kapo »



A gauche, jeune homme de trente ans après quelques semaines passées au camp ; à droite, un « kapo » d'Auschwitz. (Ces illustrations sont tirées du « Cahier d'Alfred Kanter » qui vient de paraître chez Stock.) Alfred Kanter, un Tchèque vivant aujourd'hui aux Etats-Unis, fut déporté à Terezin, Auschwitz et Schwarzheide.

SITOT la porte de l'Enfer verrouillée, le détenu perdait toute apparence d'homme. Dénudé, battu, bafoué, affamé, le grotesque devenait son lot. Seule une lueur, vacillante mais vivace, clignotait au fond de l'abîme. Elle était rage de vivre, amour de Dieu, foi dans l'homme, patriotisme, conscience prolétarienne. Peu importait. Alors commençait le long combat taciturne et buté contre la Bête. Combat singulier, immédiat, sans nul point de repère. La descente vers l'insondable... Le neuvième cercle.

La faim omniprésente qui dégrade, les coups quotidiens, variés, inattendus ; la folie insidieuse, normale, qui monte, encercle, relâche, étreint ; l'épuisement du corps, l'érosion concertée de l'intelligence et du cœur, tout, pour le détenu des camps nazis, fut inconnu et inédit. Nul, avant d'en connaître, n'aurait pu en dire. Nul ne pouvait savoir comment il réagirait. Hormis d'instinct, que dos en boule, il fallait résister.

La poésie concentrationnaire, avant d'être dite ou écrite, fut d'abord cette résistance. Cri de révolte, elle fut défi, affrontement de l'homme nu contre l'épouvante · puis exorcisme pour guérir l'humanité d'une maladie infamante. Elle fut action, c'est-à-dire solidarité, au nom de valeurs morales *simplement* et *péniblement* avancées. Elle fut dans l'offrande aux malades de la mince lamelle du pain quotidien. Elle fut dans le vol du vêtement S.S. pour plus dénudé que soi. Elle fut dans le bras qui soutient, qui ramasse la pelle, qui transporte la pierre. Elle fut dans la réunion clandestine, dans la tension du mot d'ordre appris, retransmis, jalousement gardé. Elle fut dans le Chant des marais, dans le mot qui soulage, dans la gouaille des uns, dans la sérénité des autres. Elle fut dans la politesse reconquise, dans le partage du savoir quand, Sisyphe obstiné, au-delà de l'épuisement, l'esclave remettait en marche les mécanismes grippés de l'intelligence. Elle fut dans le soleil des insurrections, au jour de la liberté.

Alors, descendu du piédestal des convenances, libre de tout passé d'égoïsme, l'homme apparut — pur, étonnamment. C'est cette clarté fugitive, cette vision d'un monde possible et fraternel chanté par les prophètes, qu'ont voulu transmettre les poètes de la déportation. C'est ce qu'ils ont tenté de dire, des plus prestigieux aux plus humbles, de Desnos à tant d'inconnus.

Humbles ritournelles maladroites ou sonnets classiques d'érudits, prose poétique ou rythmée, vers libres ou métrique complexe, les poèmes de la déportation, murés au creux des mémoires, cachés dans les plis des vestes, enfouis dans le sol des baraques, tous écrits sous péril de mort, ont voulu témoigné pour l'homme alors que l'opprobre assaillait l'homme.

La plupart de leurs auteurs ont disparu, perdus dans l'anonymat des cendres. Quelques-uns ont survécu, à charge de lucidité. Témoins déchirés, porteurs farouches d'une espérance sans cesse déçue, sans cesse revivifiée, ceux-là ne cessent d'aller, cœur balafré, ballottés dans un monde à la mémoire si courte.

Y.-P. BOULONGNE.

Mélancolie

Te souvient-il d'un jeu qui ravit les enfants ?
On l'appelle : le Rat. En voici le mystère :
Un miroir, du soleil, capte les rais ardents
Et renvoie sur un mur leur dansante lumière.

Deux jeunes gens jouent. L'un d'eux tient le miroir
Et le rat, sur le mur, danse une ronde aimable.
L'autre saute et bondit, et il paraît vouloir
Emprisonner le rat, saisir... l'insaisissable !...

Mais quand il croit avoir le rayon dans sa main,
Le rat paraît plus haut, puis à gauche et à droite
Et le gamin, lassé de voir son effort vain
Cesse un jeu où sa main est par trop maladroite.

Pourquoi ai-je évoqué ce jeu dans ma prison,
Loin de vous, mes amis, loin de toi, ma Patrie
Loin de vous, mes parents, loin de toi, ma maison
Et loin de toi, surtout, ma compagne chérie ?

C'est en pensant te voir très bientôt, ma Cité,
Mon soleil plein d'éclat, mon midi si aimable...
Mais quand ma main se tend vers toi, ô Liberté !
Ne cherche-t-elle pas, aussi... l'insaisissable ?...

LOUIS BURGUES,
Neuengamme, veillée de Noël, 1944.

Exhortation

Dans la cellule froide et blême
Où le soleil, à peine né,
Contre les murs vient se faner
Subitement blême lui-même,
Souviens-toi des autres années
Et cherche refuge en toi-même.

Souviens-toi des heures d'automne
En leur transparence dorée,
Et des collines aérées
Dans le bleu matin qui frissonne.

Souviens-toi du vent sur tes [mains
Et sur ton front, et sur ton corps,
Qui coule tiède ou qui t'étreint,
Et qui t'enlace ou qui te mord,
Révélant à ton cœur, soudain,
Des éblouissements d'aurore.
Souviens-toi ! Te souviens-tu bien
De ses pathétiques accords ?

Tu n'as ici d'autres musiques
Que les sinistres hurlements
De gardiens fanatiques.
Verbe haut et poings véhéments.

Prends ta revanche par l'humour
Et de ton fier mépris sois fort.
Lorsque se lèvera le jour
Qui va décider de ton sort
Tu devras rester authentique
Au coude-à-coude avec la mort.

VIOLETTE MAURICE,
Prison de Montluc, 1943.

Comme autrefois...

Comme autrefois la cloche chante et sonne
Le même éther porte ses ondes
Le même ciel parfois très bleu, parfois très sombre
La même ligne bleue des Vosges
Vient limiter notre univers
Et la forêt, la forêt dense et remplie d'ombres
Où le noir le dispute au vert
Se pare bellement de multiples couleurs
Passant du vert au bleu et du pourpre à la cendre.
La nature est splendide en ce mois de septembre
Mais, tout près c'est l'enfer, l'enfer pour quelques-uns
L'Enfer pour les Français ! Leurs crimes ?
Ils n'acceptèrent ni la trahison ni l'outrage
Ils veulent pour la France, la grandeur
Et pour l'homme la dignité ; la liberté
L'Egalité et si possible le bonheur.
C'est pour cela qu'ils ont lutté
Et sans s'occuper de leur âge
On les a cloîtrés sur ces cimes.
Amenés là par le fascisme et la haine
Gardés par les SS et par les chiens
Ils sont désormais des N.N.
On a déshonoré le chien.
Dans la vallée la cloche tinte
On peut y voir passer les trains
On entend d'innombrables plaintes
Monter, sur le plateau, de cette humanité
Qui n'a plus rien d'humain.
Hors la pensée, hors la raison
Hors la souffrance et hors la haine
L'espoir lointain de liberté
Et le mot solidarité.
Nous creusons une immense fosse
Cent mètres en long, trente en largeur
Est-ce la nôtre, est-ce la leur ?
Sang et boue, coups, clameurs,
Mort. Dans ce paysage dantesque
Nous poursuivons notre labeur.
Cependant, par-delà les mers, les peuples vivent libres ou presque.

ROGER LAPORTE.
Camp du Struthof.

« Devenir un homme... »

Il se peut
Demain j'inscrirai mon nom
Au grand livre de l'anonyme
Perdu dans des brumes de gel

Il se peut
Demain je mourrai
Fantôme dans le soir
Ombre de la caverne

Il se peut
Je mourrai demain
Avec des mots d'amour aux lèvres
Dans l'aube d'une nuit d'exil
Seul

Face au ciel indifférent

Personne n'aura su ma force à [devenir un homme.

Yves-P. BOULONGNE,
Buchenwald, janvier 1945.

UNE NOUVELLE ANTHOLOGIE

La première anthologie de la poésie concentrationnaire a été publiée chez Laffont dès 1946. Regroupant des poètes de Buchenwald, elle était due à André Verdet et Yves-P. Boulongne qui avaient recueilli les textes dans les camps mêmes. Depuis, plusieurs poètes ont trouvé, à titre individuel, l'inspiration dans leur expérience de la déportation : Jean Cayrol, Charlotte Delbo, Henri Pouzol. Ce dernier nous donne aujourd'hui une autre anthologie de *la Poésie concentrationnaire* (1). Mêlant textes inédits et publiés, il compose autre chose qu'un recueil, une ébauche d'étude sur ce qu'ont pu être cette poésie et le besoin profond qu'elle comblait.

Le poème que nous publions ci-dessous a été écrit par Henri Pouzol lui-même après sa sortie du camp de Dachau.

(1) Seghers. 170 pages. 24 F.

Aube au block 30 à Dachau

Nourriture pâle venue du ciel
aube sale typhique
La dernière lune tombe
le premier jour se lève
les kapos hurlent
les kapos fouettent
les kapos rampent
le seigneur apparaît

Les créatures nues tentent d'arrêter leur tremblement
mais le tremblement des extrémités œdémiques
est le plus fort
et les créatures oscillent au vent allemand
et les créatures oscillent aux cris allemands
et les créatures oscillent aux ordres allemands
Eins... Zwei... Drei... Alles da.

Les dents mordent la pourriture
les dents tranchent la langue
Le copain de gauche chavire si je m'écarte
Le copain de gauche est mort cette nuit, est mort
voici une heure
avec le premier jour avec le premier hurlement
dans le dernier délire.

Mort ?... Pas mort ?...
Vivant ?... Pas vivant ?...
Alle stueck da... Jawohl lieber Mann...
Jawohl *répond le corps debout*
Présent... je suis présent...
Il est présent... Le kapo est content
le seigneur est content
....

Œil de mon camarade dans la flaque brune
mon camarade est libre
et moi je suis seul dans le premier jour
et moi j'attends que la grappe fraternelle
s'agglutine autour de moi
j'ai si froid j'ai si froid
Mais si je pouvais mais si le kapo voulait
j'irais au Waschraum
J'irais m'asseoir sur la pile des corps posés comme
les beaux tas de bois dans la clairière d'autrefois
et peut-être verrais-je remuer le doigt de mon copain
et peut-être verrais-je s'ouvrir l'œil de mon copain
et peut-être pourrais-je l'entendre
mon copain mon copain
mon camarade debout dans la file oscillante
là le second de la pile de corps c'est lui
je le reconnais
il me dirait oh oui j'en suis sûr il me dirait
mon ami... viens viens avec moi...
si-tu savais combien c'est bon
si tu savais combien c'est mieux que quand nous
couchions tête-bêche
sur le grabat de la Stube eins
Je suis seul dans le premier jour
ô mort je ne t'aimerai jamais autant qu'en cette
aube d'hiver

entre le block 30 et le block 28
en 1945 à Dachau.

HENRI POUZOL.

Ces prisonniers dont on ne parle plus

★ POUR UNE FOIS, ECOUTE, MON ENFANT, de Roger Ikor. A. Michel, 448 p., 30 francs.

EN se retournant non seulement sur son passé de captivité, mais sur tout le passé d'après, le captif d'autrefois n'aperçoit que 'indifférence et l'oubli. Aucun livre, comparable ı ceux de la guerre précédente, n'en conserve lignement la trace ; aucun roman marquant. Ce oman, Roger Ikor a été tenté de l'écrire, et puis l a compris que la matière n'était pas romaesque, qu'elle exigeait, sans transposition, la éalité brute et nue ; bref : le témoignage. La eule fiction — et peut-être n'en est-ce pas out à fait une — chez l'écrivain, c'est d'adresser on récit à ce jeune homme, « *mon enfant* », qu'il orce à l'écouter. Ces choses-là doivent être dites, onnues, éprouvées, partagées. Non, ce ne sont pas de vieilles histoires qui ne vous concernent plus ; tout ce qui a été vécu par les générations vivant côte à côte fait partie d'une expérience qui doit leur être commune. La conviction de celui qui parle, la présence en retrait de cet « enfant » rétif ou résigné, qui semble se multiplier, former un auditoire dans l'ombre, ce remuement d'une mémoire collective, tout cela donne au récit un certain accent, comme d'une saga, l'une épopée orale et *familière*. S'il est une popée de la « stagnation ».

« Sa » guerre, indispensable prélude, Roger Ikor avait racontée. Trop long. Ce sera un autre livre. Donc, il a été pris du côté de Dunkerque, combattant résolu, non moins tristement lucide : « *Autant d'un carnage, la guerre est une invitation à la saloperie.* »

Ce n'est certes pas la captivité qui annulera ette « invitation ». D'autant que la « saloperie » ntérieure, qui peut être déclarée et presque naïve, st plus souvent inconsciente, et parvient même ans peine à la bonne conscience. Face à elle, e contraire — que le sens de la litote retient le nommer. L'observation d'une société carcérale ussi particulière constitue un étonnant document, ur lequel rejaillit la qualité propre de l'observateur, son honnêteté, sa fougue, sa santé et une ncrevable gaieté.

Pourtant, quelle peinture de toutes les misères, compris les plus honteuses ! Le maintien de la iérarchie dans les Oflags — d'autant que les ommets sont rarement à la hauteur — crée es tensions, des conflits et des mépris, dont la roupe devait être en partie préservée. Très tôt, les attitudes personnelles, les clivages politiques apparaissent, accompagnant très curieusement l'évolution de la France même. C'est une des constatations les plus étranges que cet état d'osmose avec l'extérieur, et en particulier l'extérieur français, de groupes radicalement coupés du monde.

Ainsi en est-il pour l'apparition et l'organisation de la résistance proprement dite : d'abord et surtout chez ceux-là où elle avait pris tout de *suite sa forme spontanée, intérieure*. Il est vrai que le milieu était favorable. Roger Ikor s'étonne lui-même de l'extraordinaire proportion d'universitaires et de normaliens. D'où, aussi, chez ceux-là, la capacité d'une autre sorte de résistance, par l'activité intellectuelle ou créatrice : on lit tant qu'on peut, on écrit beaucoup.

Là-dessus : deux petits faits qui ont valeur de symbole. A l'arrivée, on passe des journées à interroger des journaux polonais qu'on ne comprend pas : comme si l'écrit avait une vertu propre ; comme si, à force d'être scruté, il devait livrer son chiffre. Et à la fin, durant l'effroyable « retraite de Russie » des captifs, l'un d'eux, qui a passé ces cinq années à écrire un livre sur Leibnitz, le fait brûler, feuillet à feuillet, pour changer de la glace en un peu d'eau chaude...

Aller et retour. L'énorme masse inerte de la « captivité stagnante » est très classiquement encadrée par deux ailes marchantes : les terribles marches de la « captivité de mouvement ». On retiendra deux autres faits, parfaitement symétriques, l'un au départ, l'autre au retour. Juin 1940. Les gens des derniers villages français apportent de l'eau aux prisonniers : 3 francs le gobelet. Au Christ, on n'avait au moins pas fait payer son vinaigre. Mai 1945 : les libérés repassent *leur* frontière, trouvent un train pour Paris, y montent. « Eh bien, mon enfant, figure-toi qu'un contrôleur, avec une grossièreté incroyable, prétend nous éjecter. Pas de billet, n'est-ce pas ? »

Et pour eux tous ce sera cette découverte : ils sont des intrus, des « en-trop », qu'on regarde sans les voir et que, surtout, on n'écoute pas. Alors : « Pour une fois, écoute ! » Une fois avant qu'il soit trop tard : parler. Parler de ces cinq années de vie, deux fois rayées de la vie. Parler pour protester, attester qu'elles ont pourtant été vécues. Et d'abord par ceux-là — « écoute, mon enfant » — qui, eux, n'ont pas eu de jeunesse.

YVES FLORENNE.

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

UN ALBUM DE LA PLEIADE

Le Pétersbourg de Dostoïevski

L'album de la Pléiade que les éditions Gallimard donnent en prime cette année, au cours de leur « quinzaine », à tout acheteur de trois livres de la bibliothèque est consacré à Dostoïevski. Il nous apporte une très neuve et très importante iconographie sur l'écrivain et sur son époque.

Celle-ci a été réunie depuis quelque dix ans par des spécialistes russes qui ont entrepris, dans l'héritage littéraire de Dostoïevski, la publication d'une masse de documents.

Les autorités soviétiques ont mis à la disposition des éditions Gallimard ces matériaux inconnus au public occidental. Claude Menuet, collaborateur et auteur de ces éditions, est allé les choisir sur place pour composer cet album, qu'il a enrichi de nombreuses photographies. Il nous présente ci-dessous le Petersbourg de Dostoïevski si proche du Leningrad d'aujourd'hui.

LORSQU'IL *arrive à Leningrad*, au matin, par le train de Moscou, le voyageur débouche aussitôt dans la perspective Nevski, artère monumentale qui, de la neva jusqu'au couvent Alexandre-Nevski (où se trouve la tombe de Dostoïevski), s'étend sur près de 5 kilomètres. Tout de suite, il prend la mesure de cette ville aux proportions grandioses telle que l'imaginèrent, sur le modèle d'Amsterdam et de Venise, Pierre le Grand et ses successeurs. *Il est miraculeux que son siège*, qui, durant la dernière guerre, dura près de trois ans et coûta la vie à un million et demi de personnes, n'ait pas *fait subir de dommages importants* à cette cité historique que ses habitants protégèrent, dit-on, derrière des murs de terre et grâce aussi à l'aide d'une défense anti-aérienne efficace.

En 1842, Dostoïevski, qui vient d'être nommé aspirant, s'installe sur l'avenue Vladimir dans un vaste appartement dont il n'occupe qu'une pièce. Il y reçoit ses amis, mène avec eux *joyeuse vie. A Pétersbourg*, il n'aura pas moins de vingt-sept domiciles successifs ; pourtant, bien qu'il soit fasciné par cette ville, l'écrivain ne s'y sent pas à l'aise : il dit son *désir d'échapper à l'influence* néfaste qu'elle exerce sur lui.

Le touriste d'aujourd'hui n'aperçoit pas tout de suite combien la ville est dominée par la présence de l'eau par la Neva, ses rivières et ses canaux. Emerveillé par le ciel immense, la lumière éclatante, les façades jaunes, rouges, vertes, bleutées, il ignore ces nuits blanches de l'été et celles, interminables, où règnent la neige, le vent, la boue, le *gel*.

La vision

C'est sur les bords de la Neva, plus semblable à la mer qu'à un fleuve, avec ses eaux froides qui descendent des grands lacs russes, que Dostoïevski eut en 1844 la « vision » rapportée dans ses *Songes pétersbourgeois en vers et en prose.* : « *... C'était comme si je venais seulement de comprendre à cette minute quelque chose qui jusqu'alors s'était confusément agité en moi sans que j'en eusse éprouvé le sens ; comme si j'avais soudain ouvert les yeux sur quelque chose de nouveau, un monde entièrement neuf... C'est précisément à cette minute que je commençai d'exister.* » Lui qui avait vécu jusqu'alors dans les rêves romantiques de Walter Scott et d'Hoffmann découvrait en cet instant que rien n'est *plus fantastique que la réalité*.

Aussi Pétersbourg, « *avec tous ses habitants, forts et faibles, avec tous leurs logis, asiles de miséreux ou palais surchargés de dorures* », s'incamera-t-elle dans l'âme de Raskolnikov, suivant l'expression de C. Motchoulski, comme un « paysage moral ». Comme Raskolnikov, Ordynov, le héros de *l'Hôtesse*, erre dans Saint-Pétersbourg : c'est le type même du rêveur pétersbourgeois ; quant au héros des *Nuits blanches*, il connaît chaque maison, et les maisons conversent avec lui. De même, le chroniqueur des *Nouvelles de Saint-Pétersbourg* assiste, « *par une matinée humide et brumeuse* », au lever maussade de sa ville : « *C'était pitié de regarder ses immenses murs suintants, ses marbres, bas-reliefs, statues et colonnes, qui eux aussi avaient l'air d'être en colère contre le mauvais temps et de grelotter, transis d'humidité ; le granit mis à nu et mouillé des trottoirs, qui semblait se craqueler de mauvaise humeur sous les pieds des passants ; enfin, les passants eux-mêmes, blêmes, rébarbatifs, affreusement renfrognés... L'horizon entier de Pétersbourg avait une mine si aigre, si aigre... Pétersbourg faisait la tête.* »

Le simulacre

Dans le Leningrad d'aujourd'hui, tout rappelle le Pétersbourg d'hier. Voici la cathédrale où Dostoïevski vint se recueillir à l'annonce de la guerre avec les Turcs ; sa femme Anna le trouva si absorbé dans ses prières qu'il ne la reconnut pas tout d'abord. Voici l'ancien château Michel aménagé pour recevoir l'école des ingénieurs militaires, où *il étudia, de 1838 à 1844, l'algèbre* et l'art des fortifications. Derrière l'école, s'étend le jardin d'Eté, où furent regroupés, le 23 avril 1849, les *trente-quatre membres du cercle* Pétrachevski appréhendés au cours de la nuit. Fiodor et ses camarades furent ensuite emmenés à la forteresse Pierre-et-Paul, dont la flèche dorée se dresse à 60 mètres de hauteur. Dostoïevski passe huit mois dans la plus sinistre des prisons politiques réservée aux criminels d'Etat (plus tard, Tchernychevski et Bakounine y *séjourneront*).

Le 22 décembre de la même année, les condamnés sont emmenés sur la place d'armes du régiment Siémionovski (non loin de l'actuelle gare de Vitebsk), où se dresse l'échafaud tendu de noir. Dostoïevski a relaté plusieurs fois la scène de cet odieux simulacre d'exécution, *notamment* par la bouche du prince Mychkine, dans *l'Idiot* : la lecture de la sentence, les épées brisées au-dessus des têtes des condamnés qu'on revêt des chemises blanches mortuaires, les soldats mettant en joue à quinze pas les premiers « conjurés », et la grâce impériale arrivant brusquement, alors que Dostoïevski n'a plus que quelques instants à vivre...

Il existe un Pétersbourg de Dos*toïevski comme il y a un Paris* de Balzac, de Sue et d'Hugo. Avec ses palais, ses bas-fonds, ses perspectives, ses ponts, ses ruelles, ses toits, ses *traktirs*, ses cours, ses quais, ses eaux noires, Pétersbourg, dans *Crime et Châtiment*, joue le rôle d'une basse continue. « *Je ne sais pourquoi, Pétersbourg m'a toujours paru une sorte de mystère* », note Dostoïevski, dont les héros, le plus souvent, vivent la nuit et, incessamment (comme l'a remarqué Dominique Arban), déambulent.

Rue Kouznetchny, au n° 15, une plaque de marbre indique que l'écri*vain est mort dans cette maison*, où il vivait depuis octobre 1878. Tout à côté, dans la rue voisine, de 1893 à 1894, a vécu Lénine. Et, ruelle Kouznetchny, au *n° 21*, se trouvait la rédaction de l'organe des Bolcheviks, *la Pravda*

CLAUDE MANUET.

DÉCOUVERTE MEXICAINE

UNE MAISON DE BOIS UN AMOUR DE PIERRE

★ **LA MAISON QUI BRULE LA NUIT, de Ricardo Garibay. Traduit de l'espagnol par Albert Bensoussan. Albin Michel, « Le Grandes Traductions » ; 129 pages, 19 F.**

LE désert, non loin de la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis *L'enfer ? La vie ? Une zone frontalière, en tout cas, avec so* ambiguïté, sa désolation d'espace dédoublé, propre à toute les contrebandes. Au milieu, une demeure. Un labyrinthe plutôt, enche vêtrement surréel de galeries, de chambres, de porches et de fenêtres avec, en son centre — telle la pièce à ouragan des maisons antillaises — un Grand Salon, refuge et perdition de qui y pénètre.

Nous sommes dans un bordel. Une maison symbolique qui « v *et brûle la nuit* », lieu d'oubli érigé contre un monde diurne, routinie que ni la fête ni la fange ne réussissent à gommer complètement. Le bagarres et les amours y sont violentes comme l'eau-de-vie et, l plupart du temps, mortelles. Des femmes y agonisent précocemen d'autres s'y damnent pour des « macs » indifférents.

L'un d'entre eux revient, après une longue absence. Versic moderne et dépréciée du chevalier encore empoussiéré de ses errance Il porte dans ses « *yeux de sable* » la fatigue de la désillusion, c désenchantement définitif. Pas tout à fait, cependant. Une lueur, ur ultime étincelle d'absolu semble éclairer son somnambulisme. Qui fera s'exalter ? Quelle femme réveillera cet absent à lui-même

L'Alezane, « *d'une beauté safranée, sombre* », qui règne sur maison close ? Ou sa version purifiée, généreuse, cette Sara, « q *semble faite de blé ?* » Sara qui partagea en sœur incestueuse l jeux d'enfance de cet homme qu'elle aime et que, depuis, elle atten Qui, aux maléfices de la maison de bois, oppose sa sérénité, sc amour de pierre.

La passion, le mort. La déchéance, le salut. L'aveuglement et s contraire, l'émergence à la conscience de l'être de sa vérité profond Au bout du chemin, c'est la femme qui donne à l'homme son identit Tel est, du moins, le sens de ce récit très bref, vibrant. On a env de dire cette ballade, tant l'histoire a quelque chose de maudit, médiéval à la fois : l'attente qui dure une vie, la mort de passi inaccomplie, les affrontements et les sentiments qui se traduisent termes de destin, inéluctablement. Et ces actes, et ces mots c viennent toujours du plus profond des êtres, à un point tel qu' leur semblent dictés de très loin, comme s'ils emprisonnaient à distance

Ceci est le premier roman traduit en français d'un écrivain mexica de cinquante-deux ans. Remarquablement servi par Albert Bensoussa dont le talent de traducteur ne s'est jamais démenti depuis la versi qu'il nous a donnée, en 1970, de *Trois tristes tigres*, du Cubain Cabre Infante. Ici aussi, Bensoussan sait rendre, dans la même page, l fulgurances d'images inattendues, la plénitudre quasi biblique de ce taines phrases, le rythme enfiévré d'un monologue intérieur, ou *spontanéité argotique du langage populaire. En un mot, l'écritu* ardente de Garibay.

FRANÇOISE WAGENER.

Sciences humaines

Les « Mémoires » du président Schreber

(Suite de la page 9.)

Dès lors, Daniel Paul Schreber, à l'instar de « l'homme aux loups », de Dora ou du petit Hans, fera partie de la mythologie analytique et, après le maître, des générations de psychanalystes exerceront leur curiosité et leur sagacité sur ses « Mémoires ». Pour ne citer que les plus connus : *S. Nacht, I. Macalpine. Th. Szasz,* J. Lacan, W. Niederland, M. Mannoni.

Dernièrement encore, un anti*psychiatre américain, Morton* Schatzman, dans « l'Esprit assassiné » (2), attirait l'attention sur quelques analogies frappantes entre certaines pensées singulières de Schreber et les techniques éducatives de son père, cependant que dans une étude tout à fait remarquable : « Président Schreber, professeur Flechsig » (3), Octave. Mannoni éclairait l'éclosion du délire schrébérien.

Maintenant que nous disposons enfin en français d'une traduction exemplaire des « Mémoires d'un névropathe », nul doute que commentaires, interprétations et réinterprétations aillent encore bon train : il n'est pas si fréquent de rencontrer un homme qui use si éloquemment de la « langue fondamentale » — celle de l'inconscient.

ROLAND JACCARD.

(2) Ed. Stock.
(3) Etude parue dans « les Temps modernes », décembre 1974.

La libre démarche de Mikel Dufrenne

★ **VERS UNE ESTHETIQUE SANS ENTRAVES. MELANGES OFFERTS A MIKEL DUFRENNE. Ouvrage collectif, U.G.E. « 10-18 », 506 p., 15 F.**

CE volume d'essais, offert à Mikel Dufrenne par ceux qui furent ses amis, ses étudiants et ses collègues, ne sacrifie pas seulement à une pieuse tradition universitaire. Il tente, par des voies diverses, d'éclairer une œuvre et un style qui ont orienté de façon décisive une certaine approche de l'esthétique en France.

Depuis sa thèse consacrée à la Phénoménologie de l'expérience esthétique *(1) jusqu'à ses plus récents travaux, tel* Art et Politique *(2), Mikel Dufrenne n'a cessé d'explorer la structure de l'œuvre, qu'il s'agisse d'un tableau, d'un poème, d'un film ou d'une sculpture, mais aussi les différents types de discours qui s'y consacraient. Bien que les fondements de sa réflexion puissent paraître idéalistes par leur enracinement dans la phénoménologie husserlienne, Schelling et le romantisme allemand, il a su élaborer un style d'interrogation dont il faut reconnaître la simplicité et la beauté.*

Dufrenne n'est pas un doctrinaire. Il se situe au-delà des écoles et des chapelles. Il emprunte à la linguistique, à la psychanalyse, à Adorno ou à Lukacs des instruments dont aucun ne saurait constituer une véritable clef. Aussi sa pensée prend-elle l'aspect d'une longue errance entre les œuvres, les paysages et les choses. Les questions qu'il pose sont multiples : elles portent aussi bien sur les rapports entre « nature » et « liberté » que sur l'enracinement de l'art dans la vie sociale et collective. Qu'est-ce qu'une œuvre d'art ? Non seulement les œuvres des musées mais aussi une rue avec ses enseignes au néon, une manifestation, une grève, un coucher de soleil ou un paysage. Avec Husserl et Merleau-Ponty, il nous fait redécouvrir l' « inquiétante étrangeté » des objets, de la « chair du monde », le caractère inépuisable de l'œuvre d'art et du vécu. Les articles de ce recueil insistent sur la « générosité » d'une œuvre dont on ne vantera jamais assez la souplesse et l'imagination. L'enseignant, le chercheur et l'éditeur — M. Dufrenne est directeur de la remarquable collection « Esthétique », qui vient d'être reprise par Christian Bourgois en « 10-18 » — se retrouvent dans ces profils multiples tracés par ceux qui ont collaboré avec lui.

Parmi les plus intéressantes contributions, citons celles d'Olivier Revault d'Allonnes sur la « désublimation libératrice », longue réflexion sur Freud, Marcuse et Adorno ; de Clémence Ramnoux, qui, avec la finesse qui caractérise tous les travaux qu'elle a consacrés à la philosophie antique, s'interroge sur les multiples significations du beau chez Platon ; de René Passeron sur la poétique ; de Louis Marin sur le rapport écriture-peinture ; de Bernard Teyssèdre sur Mondrian ; de Lyotard sur la déchristianisation ; de P. Sansot sur la ville ; de Lilian Brion sur la destruction du Goetheanum de Rudolph Steiner ; de Lascault, infatigable chercheur des « monstres dans l'art », et de Roland Barthes sur le « bruissement de la langue ».

Volume hétéroclite, souvent passionnant, qui suggère la diversité de cette « esthétique sans entraves » que Mikel Dufrenne n'a cessé de développer.

JEAN-MICHEL PALMIER.

(1) P.U.F., 1953.
(2) « 10-18 », 1975.

— Une NOUVELLE COLLECTION, aux éditions Maspero : « Malgré tout », qui publiera des textes d'inspiration libertaire sur les problèmes de l'enfance, de l'éducation et de la création. Premiers titres parus : « Nous et l'Innocent », de Fernand Deligny, et « Du terrain pour l'aventure », de Bernard Vergne, Pierre Kling, Marie Guéant.

UN PAMPHLET

Les nouveaux sorciers

★ **LES SCIENCES SOCIALES, SORCELLERIE DES TEMPS MODERNES ? de Stanislas Andreski, P.U.F., « Sociologie aujourd'hui », 280 pages, 39 F.**

PLAISANTER la propension des sociologues à dire obscurément ce qui pourrait l'être clairement, moquer leur préciosité, leurs tics rhétoriques, c'est souvent cacher sa paresse intellectuelle sous une facile ironie. Le pamphlet de Stanislas Andreski, *professeur à l'université de Reading*, n'est pas un livre paresseux. L'auteur ne se contente pas de sourire de l'usage que ses pairs font des termes techniques. Il fait œuvre utile : il examine attentivement plusieurs pensées « jargonneuses », prend la peine de les comprendre, d'en démonter les rouages, d'en soupeser les concepts. Lorsqu'il a fini, il laisse doucereusement entendre que les concepts du « savant » en question sont d'une opacité inutile.

Merton, Parsons et plusieurs sociologues américains voient ainsi leurs jargons respectifs passés au *peigne fin. De l'épreuve*, ils ressortent bien nus. Leur « obscurité » apparaît pour ce qu'elle est : le camouflage, plus ou moins habile, d'une pensée guère novatrice. La « bonne santé » intellectuelle d'Andreski est réjouissante. Mais elle n'est pas toujours sans danger. Son désir de faire preuve de « bon sens » le conduit parfois à des naïvetés. Ainsi, voulant expliquer la propagation mondiale de l'obscurantisme des pseudo-savants, il avance cette hypothèse : « *La maladie du jargon s'est propagée de tous côtés, aidée en cela par le désir des intellectuels européens de se faire des amis parmi les riches Américains.* »

Andreski est néanmoins plus fin analyste que cette phrase ne pourrait le laisser penser. Surtout quand il détermine la fonction inavouée d'un jargon : fonction multiple, politique parfois, qui consiste alors à rendre imperceptible le contenu idéologique d'une pensée. Le cas de Merton et des fonctionnalistes américains, scruté sans pitié, est éclairant : sous une rhé*torique* habilement *obscure*, ils masquaient leur désir de voir se perpétuer les structures sociales qui leur étaient contemporaines.

Des désirs et des hommes

Pourquoi le « jargon » est-il encore aujourd'hui « nécessaire » à certains psychosociologues ? Analyse plus ou moins fine des faits sociaux, la psychosociologie, aux yeux d'Andreski, ne peut en aucun cas prétendre à s'instituer *en* science. C'est pourtant ce qu'il lui arrive. Elle réduit son objet — les comportements et les désirs collectifs — à des éléments mathématisables. Cette réduction opérée, l'essentiel lui échappe. Elle « rate » tout ce qui résiste à la quantification. Et ce qu'elle a fièrement mis en fiches *et en* ordinateurs ou glissé joyeusement dans des tableaux aux allures scientifiques est la plupart du temps d'une grande minceur. Pour que cette dernière n'apparaisse pas, les « savants » ont recours au jargon. Sur le mode incantatoire, ils invoquent chiffres ou formules algébriques et construisent autour d'eux un appareil pseudo-conceptuel qui leur permet d'affirmer que jamais ils ne s'attachent à l'inessentiel et que toujours ils saisissent les choses dans leur complexité.

Cette critique d'un scientisme vulgaire n'est pas absolument nouvelle. Politzer — ne serait-ce que lui — l'a menée il y a une trentaine d'années, et brillamment. Mais la place et le nombre des psychosociologues dans les sociétés industrielles ont changé. La critique de leurs activités demandait à être réactualisée. C'est *chose faite*.

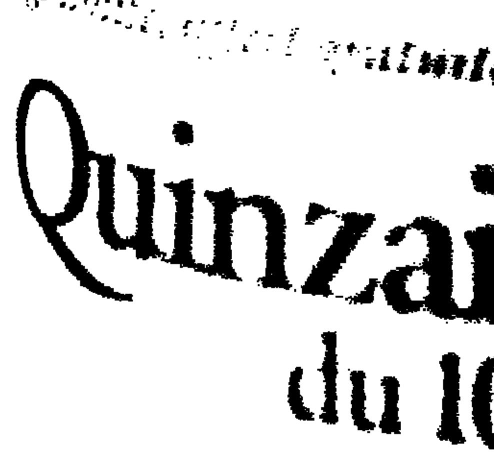
ANTOINE GALLIEN.

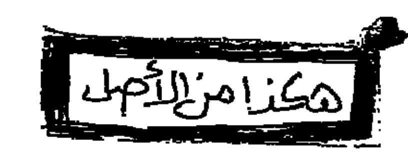
« CAUSE COMMUNE » EN 10/18

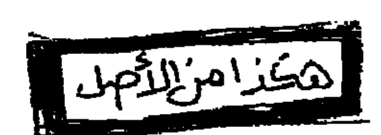
CAUSE commune *chan de peau. Menacée disparaître quand D noël a cessé d'en assurer publication, cette revue a é reprise par la collection* poche 10/18. *Elle sortira deu fois par an dans le même fo mat et sous la même couve ture que les livres de cet collection.*

Le premier numéro Cause commune, *en 10/1 est centré sur* le Pourrisse ment des sociétés. *Paul Vir lio étudie un phénomène fre quent dans les sociétés qui décomposent : « la délatio de masse » ; Georges Pere fait l'inventaire d'un « lie parisien » : la place Saint Sulpice. Jean-Michel Palmie s'est promené dans Berli pour y retrouver « les ruine de Weimar » ; enfin, Jea Duvignaud s'interroge sur l mort des civilisations.*

Ce numéro s'achève par un rétrospective : le lecteur trouvera reproduits sept de éditoriaux publiés pa Cause commune *depuis l naissance de la revue, e mai 1972. Le prochain numér de* Cause commune *porter sur le thème des* Nomade et vagabonds.







Pour la première fois ces documents sortent d'U.R.S.S.



Page de carnet de Dostoïevski.

Album Dostoïevski

avec plus de 300 documents inédits

Tirage limité, offert gratuitement par votre libraire pour l'achat de 3 volumes.

Quinzaine de la Pléiade

du 10 au 24 mai 1975

GALLIMARD

VIENT DE PARAITRE

Autobiographies

JULIEN SARRAZIN : *Contrescarpe.* — Les souvenirs du mari d'Albertine... (Laffont, 240 pages, 30 F.)

ANGELA DAVIS : *Autobiographie.* — Un portrait de militante révolutionnaire, mais aussi le tableau d'une epoque mouvementée, aux Etats-Unis comme en France, les années 60. (Albin Michel, 350 p., 39 F.)

JACQUES-HENRI LARTIGUE : *Mémoires sans mémoire.* — Le journal intime d'un maitre de la photographie. Préface de Michel Tournier. (Laffont, 392 p., 49 F.)

JACQUES PERRET : *Grands chevaux et dadas.* — L'auteur du *Caporal épinglé* rameute ses souvenirs au gré de ses humeurs. (Gallimard, 153 p., 22 F.)

Documents

ANDRE CARREL, GEORGES FOURNIAL : *Cuba socialiste de A à Z.* — Un dictionnaire du socialisme cubain. Preface de Roland Leroy. (Editions sociales, 284 p., 13 F.)

SERGE GRAFTEAUX : *Mémé Santerre.* — Une vieille femme du Nord, âgée de quatre-vingt-quatre ans, raconte sa vie. Travail, froid, pauvreté, guerres, morts : mais inaltérable optimisme. (Editions du Jour, 230 p., 35 F.)

CLAUDE ANGELI et NICOLAS BRIMO : *Une milice patronale : Peugeot.* — Casseurs, proxénètes et tueurs au service des P.-D. G... à l'exemple de Peugeot. Fruit de l'enquête de deux journalistes du *Canard enchaîné* et de *l'Unité.* (Maspero, « Cahiers libres », 110 p., 12 F.)

Mᵉ JACQUES RIBS : *Plaidoyer pour un million de victimes.* — Mᵉ Ribs, avocat à la cour de Paris, retrace l'histoire récente des « pieds-noirs » et plaide en leur faveur. (Laffont, 294 p., 32 F, préface de Robert Laffont.)

JEAN-PIERRE ISAL : *J'étais medecin chez les hippies.* — Un jeune interne, au consulat de France à Bombay, soigne les drogués. (Albin Michel, 224 p., 29 F.)

Essais

PHILIPPE DUJARDIN : *Simone Weil, idéologie et politique.* — L'auteur s'efforce de saisir, en deçà de la mythologie, la vérité profonde de Simone Weil. Préface de Colette Audry. (Presses universitaires de Grenoble et Maspero, 201 p., 35 F.)

MARGUERITE BONNET : *André Breton et les débuts de l'aventure surréaliste.* — Une thèse sur les années de formation d'André Breton. Marguerite Bonnet a donné un entretien au *Monde des livres* le 21 mars 1975. (José Corti, 488 p., 75 F.)

JEAN-PIERRE MOULIN : *Comment peut-on ne pas être Français ?* — L'auteur, correspondant de journaux suisses à Paris, brosse le tableau des spectacle que les Français se donnent à eux-mêmes. (J.-C. Lattès, 220 p., 25 F.)

Histoire

GHISLAIN DE DIESBACH : *Histoire de l'émigration (1789-1814).* — Une tentative de réhabilitation. (Grasset, 579 p., 58 F.)

ALBERT OUZOULIAS : *les Fils de la nuit.* — Le combat des francs-tireurs communistes sous l'occupation, raconté par celui qui fut le colonel André, leur compagnon, membre du Comité militaire national des F.T.P. (Grasset, 363 p., 45 F.)

DOMINIQUE VENNER : *le Blanc Soleil des vaincus.* — Champs de coton, jeunes filles en crinoline, gentlemen raffinés, bons esclaves et soldats héroïques, c'est l'histoire vraie d'*Autant en emporte le vent,* la guerre de Sécession racontée par un sudiste de cœur. (La Table ronde, 300 p., 38 F.)

LEOPOLD TREPPER : *le Grand Jeu.* — Les mémoires attendus du chef de l'Orchestre rouge. (Albin Michel, 417 p., 49 F.)

PROUDHON : *Carnets.* Tome IV. — Les réflexions quotidiennes du maitre de l'anarchisme français à la veille du coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte. (Editions Marcel Rivière, 22, rue Soufflot, Paris 5ᵉ, 413 p., 50 F.)

GILBERT BADIA : *Rosa Luxemburg, journaliste, polémiste, révolutionnaire.* — Une approche globale de l'œuvre de Rosa Luxemburg par l'auteur d'une *Histoire de l'Allemagne contemporaine* remarquée. (Editions sociales, 930 p., 130 F.)

JEAN BOISSON : *Bugeaud.* — D'après une correspondance, quand il était « soldat de Napoléon », de 1804 à 1918. (Etudes et recherches historiques, 171 p., 25 F.) On doit au même auteur une étude sur l'abbaye de Frigolet, près de Tarascon (même éditeur).

Romans français

MAURICE TOESCA : *le Libraire amoureux.* — Après seize romans publiés aux éditions Albin Michel, Maurice Toesca est édité pour la première fois chez Jean-Jacques Pauvert. (275 p., 38,50 F.)

MARCEL HAEDRICH : *les Jumeaux de Kissinger.* — Deux journalistes, l'un allemand, l'autre alsacien, descendant de la même famille, découvrent le monde de l'après-guerre. (Laffont, 388 p., 39 F.)

JEAN DUCHE : *l'Enlèvement de de M. Rémi-Potel.* — Le président-directeur général d'une agence de publicité est enlevé par des gauchistes. Beaucoup d'aventures et une satire de nos mœurs. (Laffont, 244 p., 35 F.)

JEAN PAGET : *Dansons-nous, ma mère ?* — Un deuxième roman écrit presque en vers, comme une cantilène : une femme, dans l'asile où elle va mourir, se remémore sa vie et son enfance algérienne. (Laffont, collection « L'écart », 190 p., 25 F.)

MICHEL DE SAINT-PIERRE : *Je reviendrai sur les ailes de l'aigle.* — Le peuple d'Israël et son histoire de 1934 à 1967 est au centre de cette chronique d'une famille juive. (La Table ronde, 365 p., 39 F.)

PAUL BONNECARRERE : *Ultimatum.* — Le second roman du spécialiste des récits de guerre. Une histoire de pétrole et de mer. (Fayard, 310 p., 38 F.)

JEAN CHALON : *les Paradis provisoires.* — Le nouveau roman de l'auteur des *Amours imaginaires.* (Fayard, 200 p., 25 F.)

JACQUELINE MANICOM : *Mon examen de Blanc.* — Cette autobiographie d'une Guadeloupéenne avait été révélée par les éditions Julien Sarrazin en 1972. Elle est rééditée et relancée par les Presses de la Cité, qui ont publié le second roman de cet auteur : *la Graine.* (Presses de la Cité, 185 p., 25 F.)

Humour

JEAN-CHARLES : *la Foire aux ronds-de-cuir.* — De petites histoires pour faire sourire sans méchanceté les bureaucrates. (Presses de la Cité, 257 p., 30 F.)

Littérature étrangère

NESTOR SANCHEZ : *Père de la langue.* — Le second roman en français d'un jeune écrivain argentin, auteur de *Nous deux,* publié l'an dernier chez le même éditeur. Traduit de l'espagnol par Albert Bensoussan. (Gallimard, « Du monde entier », 288 p., 42 F.)

HANS MAGNUS ENZENSBERGER : le Bref Eté de l'anarchie. — En manière de roman, une vie de Buenaventura Durruti. Par un écrivain allemand né en 1929. Traduit de l'allemand par Lily Jumel. (Gallimard, « Du monde entier », 328 p., 42 F.)

ANNA KAVAN : *Neige,* suivi de *Mal Aimées.* — Par une romancière de l'inconscient et du rêve, née en 1901, morte en 1968, et que présente Anaïs Nin. Traduit de l'anglais par R. Blunden et M. Noël. (Stock, « Le Cabinet cosmopolite », 362 p., 38 F.)

Sciences humaines

MICHEL DE CERTEAU : l'Ecriture de l'histoire. — Un nouveau recueil d'articles, dominé par l'étude du rapport de l'historien au temps et à la fiction. (Gallimard, « Bibliothèque des histoires », 368 p., 53 F.)

MICHEL DE CERTEAU, DOMINIQUE JULIA, JACQUES REVEL : *Une politique de la langue.* — L'examen détaillé d'une enquête de 1793, menée par l'abbé Grégoire, conduit à analyser l'attitude de la Révolution française face aux patois. (Gallimard, « Bibliothèque des histoires », 328 p., 59 F.)

GILLO DORFLES : *Mythes et rites d'aujourd'hui.* — A la destruction des anciens mythes fait place l'élaboration des nouveaux. Traduit de l'italien par H. J. Maxwell. (Klincksieck, coll. « Esthétique », 286 p., 60 F.)

GILBERT DURAND : *Science de l'homme et tradition.* — Une tentative pour rendre, grâce à un retour aux mythes, son unité à l'anthropologie. (Sirac-Tête de feuilles, 252 p., 57 F.)

MOSES I. FINLEY : *l'Economie antique.* — La genèse et la structure de l'économie archaïque, par un des meilleurs spécialistes de la question. Traduit de l'anglais par Max Peter Higgs. (Ed. de Minuit, coll. « Le sens commun », 240 p., 30 F.)

Philosophie

LUDWIG WITTGENSTEIN : *Remarques philosophiques.* — Un texte inédit du grand logicien, constituant une critique de son *Tractatus.* Traduit de l'allemand par Jacques Fauve. Edition posthume due aux soins de Rush Rhees. (Gallimard, « Bibliothèque des idées », 336 p., 98 F.)

ETIENNE SOURIAU : *la Couronne d'herbes.* — Comment une morale peut se fonder sur des bases purement esthétiques. (U.G.E. 10-18, 448 p., 15 F.)

Pédagogie

Le Manuel Montessori. — Des textes réunis par R.C. Orem forment un guide pratique exposant la méthode de la célèbre educatrice italien[ne]. Préface de Maria Montessori. Trad[uit] de l'americain par Henriette Brie[r]. (Denoël-Gonthier, 208 p., 25 F.)

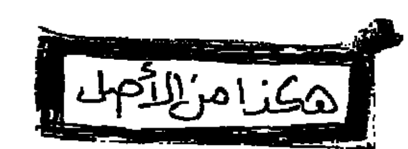
Art

L'Œuvre gravé de Félicien Rops. Deux cents gravures de ce pei[ntre] littéraire, ami de Villiers de l'[Isle-]Adam, Huysmans, Peladan, Oc[tave] Mirbeau, né en 1833 à Namur, [mort] en 1898 en France. Avec [deux] textes, l'un biographique, de [Mac] Orlan, l'autre thematique, de H[uys]mans. (Henri Veyrier, 287 p., 60 [F.])

AMELIA STAPERT : *l'Ange ro[man] dans la pensée et dans l'art.* — [Pré]face de Henry Corbin. Pour l'ép[oque] romane, l'ange suggère aux hom[mes] des images qui les préparent [à la] rencontre avec Dieu. Tel est le [sens] de sa présence souriante sur la pi[erre,] les fresques et l'enluminure. ([Zodiaque] international, 441 p., 125 F, n...

Cinema

NICOLE LISE BERNHEIM : *Marg[uerite] Duras tourne un film...* — Inter[views] de tous ceux qui ont particip[é au] tournage du dernier film de D[uras,] *India Songs.* (Edit. Albatros, 15[...] 20 F.)



هكذا من الأصل

SPORTS

Le Tour de France motocycliste

PLUS SEIGNEURS QUE CHEVALIERS

Agen. — « Dur, mais passionnant », constataient les pilotes du Tour de France motocycliste, mardi 6 mai, à Agen, sous le soleil retrouvé, après le froid, la pluie, la neige et surtout les incidents qui avaient émaillé les trois premières étapes. L'ambiance était enfin, comme le temps, revenue au beau fixe. Les responsables de la Fédération française de motocyclisme, quant à eux, restaient fébriles.

Les difficultés dont ils viennent à peine de prendre la mesure, en arrivant à mi-parcours, ne sont pas, en effet, tout à fait aplanies. Les réclamations, en avalanches, compliquent singulièrement leur tâche et, si des erreurs ont pu prendre l'ampleur d'irrégularités jugées coupables, c'est uniquement parce que, dès le départ, le jury et les commissaires n'ont pas su faire preuve de toute la rigueur souhaitable.

Les vrais amateurs, dont l'ambition à Lille n'était que de participer à cette aventure pétaradante que peut être le Tour de France motocycliste, ont été eux-mêmes surpris par le comportement des motards de métier au fait de toutes les « ficelles », conscients du poids que leur confère sur l'organisation le nom de la marque qui les a engagés ou bien de leur nom propre inscrit au palmarès de la F.F.M.

Plus seigneurs que chevaliers, ils auraient, au dire des sans-

De notre correspondant

grade, modestement nantis en centicubes, usé et quelquefois abusé de leur prestige. Les commissaires scrupuleux ont craint de leur déplaire, continuent de penser les plus humbles pour expliquer certaines suites favorables données à des réclamations de recours ou des appels tatillons à l'extrême.

Vieux routier du tour cycliste, créateur du tour moto, M. Wermelinger n'a pas accordé, aux « bavures » des premiers jours, l'importance que certains leur ont donnée. « Lorsqu'on connaît le milieu du sport motocycliste de compétition, on peut estimer que ce ne sont que des « péripéties. »

Directement visé par l'erreur de kilométrage qui a finalement abouti à la suppression du contrôle de Bousies et au maintien de Rigal à la première place du classement général, le commissaire général Wermelinger estime qu'elle incombe à ceux qui relevèrent sur la carte le kilométrage de l'étape chronométrée de samedi. Il remarque cependant qu'elle n'a pas faussé la course.

De fait, Hubert Rigal, sur sa BMW 980 centimètres cubes, s'est imposé comme le meilleur, d'entrée de jeu, et chaque kilomètre depuis Bousies prouve qu'il ne sera pas, sauf accident, inquiété par ses rivaux Estrosi (Kawasaki 750) ou Genelettl Honda 600). Hubert Rigal est, en effet, un pilote suffisamment expérimenté pour n'avoir pas à redouter les difficultés de parcours de régularité (base chronométrée). Aussi bien, il ne paraît pas vulnérable dans les épreuves de côte ou de vitesse, la puissance de sa machine ayant à Magny-Cours nettement surclassé et de loin le peloton de celles qui pouvaient, a priori, passer pour de possibles concurrentes.

A Lille, Belfort et Agen, les services de la jeunesse et des sports ont même réussi à détourner des spécialistes de la course et plusieurs centaines de mordus de tous âges pour les inciter à réfléchir sur ce phénomène. « Pour ou contre la moto ? » Les débats qui ont eu lieu avec le concours de vidéobus seront ensuite analysés et leurs résultats permettront au secrétaire d'Etat de savoir s'il a ou non raison d'envisager la création d'un centre national et de deux centres régionaux de motocyclisme.

HUBERT BARAT.

CLASSEMENT GENERAL APRES LA CINQUIEME ETAPE

1. Rigal (B.M.W. 980), 35 h. 48 min. 23 sec. ; 2. Estrosi (Kawasaki 750), à 1 min. 55 sec. ; 3. Deschamps (Kawasaki 750), 4 4 min. 7 sec. (premier de la classe 1 000 centimètres cubes normales) ; 4. Genelatti (Honda 600), à 7 min. 5 sec. ; 5. Desheulles (Kawasaki 900), à 10 min. 53 sec.

TIR

A Montréal

LES ARMES SERONT INTERDITES AU VILLAGE OLYMPIQUE

Les concurrents engagés dans les épreuves de tir aux Jeux olympiques de Montréal, en 1976, ne seront pas autorisés à introduire leurs armes dans l'enceinte du village des athlètes.

M. Pierre Charbonneau, vice-président du comité organisateur, a indiqué que cette mesure, unique dans les annales des Jeux, était motivée par des « événements récents » (1).

A leur arrivée à l'aéroport, les tireurs devront donc remettre leurs armes au personnel de sécurité des Jeux, qui les transportera sur les stands de tir.

(1) M. Charbonneau fait certainement allusion au drame du village olympique de Munich en 1972.

FOOTBALL. — *En finale de la coupe de l'Union européenne de football association, les Allemands de Moenchengladbach et les Néerlandais de Twente ont fait match nul : 0 à 0 au match « aller », disputé à Düsseldorf.*

● *Le développement du sport.* — Le conseil des ministres du mercredi 7 mai a adopté le projet de loi relatif au développement du sport (voir *le Monde* du 8 mai).

D'autre part, le conseil a approuvé un projet de décret transférant au secrétaire d'Etat chargé des sports les attributions relatives au parachutisme sportif.

BOXE

TONNA CHAMPION D'EUROPE DES POIDS MOYENS

Avec l'enthousiasme d'un bûcheron

De notre envoyé spécial

Monaco. — Après que le Brésilien Miguel De Oliveira eut remporté le titre de champion du monde des poids mi-moyens aux dépens de l'Espagnol José Duran, le Français Gratien Tonna est devenu champion d'Europe des poids moyens en battant aux points, en quinze reprises, à Monaco, le Britannique Kevin Finnegan, tenant du titre.

Il n'a pas été aisé d'établir une comparaison entre le nouveau champion d'Europe et les boxeurs de renom de la même catégorie. Par exemple, avec Monzon, Valdes, ou, pour donner des références plus proches, avec Bouttier ou Cohen. Chacun a son style, sa manière, sauf, semble-t-il, Gratien Tonna. C'est un pugiliste ne s'embarrassant pas de fioritures et ne perdant pas une seconde à penser sa boxe, qui a nettement battu Kevin Finnegan, le vainqueur de Bouttier. Somme toute, Gratien Tonna aurait pu tromper son monde et cacher un art subtil sous une allure de costaud. On imagine quelle aurait pu être la surprise de voir une telle machine de combat donner dans la finesse.

Rien de tout cela, chacun est prévenu d'emblée, le public et aussi, ce qui ne manque pas d'intérêt, l'adversaire. Ainsi, Kevin Finnegan, dès la première reprise, connaissait son Tonna sur le bout des doigts. Le danger ne pouvait plus venir que de la force peu commune de ce garçon de vingt-six ans qui a, pour frapper, l'enthousiasme du bûcheron rétribué à la pièce. Finnegan, qui a pourtant la réputation d'être finaud et celle de posséder les mille et un trucs de ce sport, n'a rien pu faire pour contrecarrer les ambitions musclées de Tonna.

Voici donc Tonna sur la route du titre mondial des poids moyens, car il semble admis qu'un prochain combat aura lieu contre le tenant du titre, Rodrigo Valdes, du moins si ce dernier est toujours à l'époque champion du monde. Valdes n'est pas un inconnu pour Tonna puisqu'ils se sont déjà rencontrés, et le souvenir que l'on en a gardé est que le champion du monde ne craint pas plus les coups que Tonna et qu'il en distribue autant ; de plus, à la quantité il ajoute la qualité, c'est-à-dire qu'il les donne mieux et que la cible est plus souvent touchée.

Tonna champion du monde ? Il lui faudra sans doute beaucoup travailler pour réussir — Valdes n'étant pas Finnegan — et perdre de cette naïveté dans le geste et l'attitude qui l'incite, chaque fois que quelque chose se passe sur le ring, à en demander du regard la traduction à son manager. C'est cela qui manque le plus à Tonna, de conduire le combat avec sa tête. Le reste, il l'a, Finnegan est au courant.

FRANÇOIS JANIN.

AUJOURD'HUI

loterie nationale — Liste officielle des sommes à payer, tous cumuls compris, aux billets entiers

Terminaison	Finales et numéros	Groupes	Sommes à payer (F)
1	701	tous groupes	200
	86 301	tous groupes	10 000
	92 481	groupe 5	10 000
		autres groupes	2 000
2	192	tous groupes	200
	542	tous groupes	200
	572	tous groupes	200
	2 122	tous groupes	1 000
	7 612	tous groupes	1 000
	57 452	tous groupes	10 000
	57 972	tous groupes	10 000
	92 482	groupe 5	10 000
		autres groupes	2 000
	97 922	tous groupes	10 000
3	3	tous groupes	50
	1 643	tous groupes	1 050
	92 483	groupe 5	10 050
		autres groupes	2 050
4	744	tous groupes	200
	884	tous groupes	200
	3 324	tous groupes	1 000
	09 334	tous groupes	10 000
	72 554	tous groupes	10 000
	75 604	tous groupes	10 000
	92 484	groupe 5	10 000
		autres groupes	2 000
5	7 125	tous groupes	1 000
	92 485	groupe 5	10 000
		autres groupes	2 000
6	226	tous groupes	500
	0 626	tous groupes	1 000
	92 486	groupe 5	10 000
		autres groupes	2 000
7	17	tous groupes	100
	47	tous groupes	100
	67	tous groupes	100
	997	tous groupes	200
	1 127	tous groupes	1 000
	8 657	tous groupes	1 000
	66 357	tous groupes	10 000
	92 487	groupe 5	10 000
		autres groupes	2 000
	00 207	groupe 3	100 000
		autres groupes	2 000
8	68	tous groupes	100
	298	tous groupes	200
	2 788	tous groupes	1 000
	92 488	groupe 5	10 000
		autres groupes	2 000
	39 248	groupe 4	100 000
		autres groupes	2 000
9	9	tous groupes	50
	69	tous groupes	150
	469	tous groupes	350
	3 269	tous groupes	1 150
	5 229	tous groupes	2 550
	8 339	tous groupes	2 550
	92 219	tous groupes	10 050
	92 489	groupe 5	10 050
		autres groupes	2 050
	19 909	groupe 1	100 050
		autres groupes	2 050
	29 279	groupe 2	100 050
		autres groupes	2 050
0	20	tous groupes	100
	09 250	tous groupes	10 000
	56 640	tous groupes	10 000
	60 290	tous groupes	10 000
	49 940	groupe 5	100 000
		autres groupes	2 000
	92 480	groupe 5	2 000 000
		autres groupes	20 000

Liste établie par le Secrétariat Général de la Loterie Nationale

Tranche du Muguet
Tirage du 7 mai 1975

75 — PROCHAIN TIRAGE LE 14 MAI 1975 à PARIS (8e) 20 rue La Boétie — 22e

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 146

HORIZONTALEMENT

I. Donne du fil à retordre ; Invite à se déplacer au plus vite. — II. Embarcation dangereuse en cas de remous ; Dans le Gard. — III. S'apparentent aux gourdes. — IV. Conjonction ; Précède le centre dans un jeu. — V. Fin de participe ; Labourent souvent à la saison des cueillettes. — VI. Préfixe. — VII. Invite à ne pas se déboutonner ; Dans la Gironde. — VIII. Sûrement malheureuses. — IX. Bue sans plaisir. — X. Est donc lourd à digérer ; Pétille. — XI. Frontières naturelles ; Puissance.

VERTICALEMENT

1. Sort de son lit pour suivre son cours ; Cours étranger. — 2. Artère qui ne saurait être traversée sans effusion de sang ; Moyen de communication. — 3. Sa légèreté la fait pratiquement flotter ; Elargit localement. — 4. Après un mois d'absence, on a du mal à le reconnaître ; N'arrêtait pas de parler. — 5. Pièces de collection. — 6. C'est si bon ! ; Roulées. — 7. Tint salon ; Adverbe. — 8. Grand four ; Ville étrangère. — 9. Se jette souvent sur la figure ; Dans l'Orne ; En France, coule à flots.

Solution du problème n° 1 145

Horizontalement

I. Goulot ; CD. — II. Ramure ; Aa. — III. Etendues. — IV. Ve ; Eütes. — V. Iso ; Rosée. — VI. Rien. — VII. Masseur. — VIII. Eve ; Tri ; — IX. Sesterces. — X. Ove ; Ee. — XI. Etapes ; SS.

Verticalement

1. Grévistes (cf. « jaune »). — 3. Oates ; Vert. — 3. Ume ; Ormes. — 4. Lune ; Ia ; Top. — 5. Ordures ; Eve. — 6. Teutons ; Res. — 7. Ees ; Etc. — 8. Casse ; Urées. — 9. Da , Eprises.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 8 mai à 0 heure et le vendredi 9 mai à 24 heures :

La zone de basses pressions, à laquelle nous devons le temps médiocre de ces derniers jours, s'éloignera lentement vers la Manche et les îles Britanniques, entraînant avec elle une zone de pluie continue, qui, vendredi, ne touchera plus que le nord-ouest du pays, du Cotentin à la Bretagne.

Vendredi, le ciel restera couvert, et des bruines persisteront une grande partie de la journée de la Normandie au Finistère. Ailleurs, après une matinée très brumeuse, quelques éclaircies se développeront, notamment dans le Sud-Est, mais le ciel restera le plus souvent nuageux. Des ondes orageuses se produiront un peu partout, tandis que des orages plus violents sont à redouter dans les Pyrénées, le Massif Central et l'est du pays.

Les vents faibles et variables en direction se renforceront temporairement sous les orages. Les températures resteront sans grand changement par rapport à jeudi.

Jeudi 8 mai, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 004 millibars, soit 753,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 mai ; le second, le minimum de la nuit du 7 au 8) : Biarritz, 14 et 10 degrés ; Bordeaux, 16 et 10 ; Brest, 13 et 9 ; Caen, 10 et 8 ; Cherbourg, 10 et 8 ; Clermont-Ferrand, 16 et 7 ; Dijon, 15 et 5 ; Grenoble, 17 et 4 ; Lille, 14 et 8 ; Lyon, 18 et 8 ; Marseille, 17 et 8 ; Nantes, 10 et 9 ; Nancy, 17 et 7 ; Nice, 17 et 8 ; Paris-Le Bourget, 13 et 9 ; Pau, 16 et 9 ; Perpignan, 14 et 8 ; Rennes, 10 et 10 ; Strasbourg, 21 et 6 ; Tours, 10 et 8 ; Toulouse, 18 et 9 ; Ajaccio, 18 et 8 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 18 et 5 degrés ; Athènes, 21 et 16 ; Bonn, 22 et 5 ; Bruxelles, 15 et 5 ; Le Caire, 27 et 17 ; îles Canaries, 20 et 16 ; Copenhague, 17 et 10 ; Genève, 19 et 4 ; Lisbonne, 17 et 11 ; Londres, 17 et 9 ; Téhéran, 22 et 15.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P 4 207 - 23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)	90 F	160 F	232 F	300 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	144 F	273 F	402 F	530 F
ETRANGER par messageries — I - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	115 F	210 F	307 F	400 F
II. — TUNISIE	125 F	231 F	337 F	440 F

Par voie aérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

RAPATRIÉS

M. PONCELET : l'indemnisation des spoliés d'Algérie sera terminée en 1981.

Mercredi 7 mai, à l'Assemblée nationale, M. Delaneau, député républicain indépendant d'Indre-et-Loire, a attiré l'attention du gouvernement sur l'ensemble des problèmes relatifs au rapatriement en métropole des Français installés en Algérie.

M. Christian Poncelet, secrétaire d'Etat au budget, a précisé que, en matière de recherches relatives aux disparus d'Afrique du Nord, des enquêtes approfondies ont été menées de 1962 à 1965 et parfois renouvelées depuis, mais qu'« *elles sont malheureusement demeurées à ce jour sans résultat* ».

Après avoir passé en revue les mesures prises afin de permettre un règlement rapide des retraites dues aux rapatriés, le secrétaire d'Etat a précisé, pour ce qui concerne l'indemnisation des biens des rapatriés, que l'ANIFOM a déjà instruit 41 767 dossiers et en a réglés 37 067. Au rythme actuel (5 000 à 6 000 dossiers par trimestre), M. Poncelet estime que les opérations d'indemnisation pourront être achevées en 1981 « *comme le gouvernement s'y est engagé* ».

PRESSE

Après cinq ans d'existence

« L'EXPRESS RHONE-ALPES » SUSPEND SA PARUTION

La direction du groupe « Express » a décidé de suspendre, dès le prochain numéro, la parution de son édition régionale « l'Express Rhône-Alpes », mensuel diffusé dans quatre départements, et qui avait été lancée en avril 1970. Malgré une diffusion d'environ cinquante mille exemplaires, « l'Express Rhône-Alpes » n'a pas réussi à équilibrer son budget à l'issue de ses cinq années d'existence.

Rappelons que l'autre édition régionale, « l'Express Méditerranée », créée en novembre 1970 et qui tirait à soixante-cinq mille exemplaires (dont quarante mille servis « sans supplément de prix » aux abonnés), avait dû se saborder dès novembre 1973.

● « *Le Parisien libéré* » n'a pas paru jeudi matin 8 mai pour le deuxième jour consécutif, en raison de la grève observée par les ouvriers d'imprimerie. La consultation générale, à bulletins secrets, organisée par le syndicat du Livre (C.G.T.) se poursuit au sujet précisément de la poursuite de cet arrêt de travail, mais les résultats du scrutin ne seront connus que vendredi matin 9 mai.

Pour sa part, le comité inter-presse du *Parisien libéré* a soumis au vote du personnel une motion demandant notamment à la direction du journal de « *refuser le monopole syndical que la C.G.T. fait peser sur la presse parisienne et qui conduit celle-ci à la mort* ».

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La commission des finances rétablit les crédits de la délégation générale à l'information

La commission des finances de l'Assemblée nationale a adopté, mercredi 7 mai, le projet de loi de finances rectificative pour 1975, qui doit venir en discussion en séance publique le mardi 13 mai.

L'ouverture d'un crédit de 4,2 millions de francs pour la délégation générale à l'information a donné lieu à une discussion. Le crédit a été adopté après qu'un amendement de M. André Boulloche (P.S., Doubs), proposant la suppression des crédits de la délégation à l'information non consommés à ce jour, eut été repoussé.

Au cours de la discussion, M. Maurice Papon, rapporteur général, a rappelé que ce crédit tendait à rétablir les moyens supprimés au budget des services généraux du premier ministre par suite de la décision du Conseil constitutionnel, rétablissement proposé à un niveau moindre que la dotation initiale (5,4 millions), compte tenu d'économies diverses pratiquées sur les dépenses de la délégation.

M. André Boulloche a noté, pour sa part, que le rétablissement de ces crédits faisait certes disparaître les irrégularités de forme relevées à juste titre par son groupe, mais laissait intact le problème de la sanction des irrégularités commises, ainsi que le problème de fond, celui de l'existence d'une sorte d'officine de propagande, que l'existence des services de diffusion et d'information dans les différents ministères rend largement inutile.

Enfin, M. Joël Le Tac (U.D.R., Paris) a déploré que le collectif budgétaire ne comporte pas la répartition du produit de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de radio et de télévision.

Journal officiel

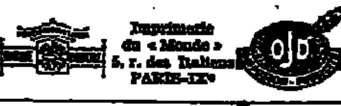
Sont publiés au *Journal officiel* du 8 mai 1975 :

DES DECRETS

● Modifiant le décret n° 67-1209 du 22 décembre 1967 modifié fixant les effectifs des magistrats de la Cour de cassation et du service de documentation et d'études de ladite Cour ;

● Portant nomination de conseillers du commerce extérieur.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

INSTITUT

Le peintre Georges Mathieu élu à l'Académie des beaux-arts

L'Académie des beaux-arts a élu, mercredi, à une large majorité, le peintre Georges Mathieu au fauteuil précédemment occupé par Alfred Giess.

« Un calligraphe occidental »

Avec Georges Mathieu, l'art non figuratif fait une entrée spectaculaire à l'Académie des beaux-arts. Est-ce la notoriété fracassante à laquelle le créateur de l'abstraction lyrique a accédé, dans tous les sens du terme, « *à la force du poignet* », est-ce son sens de la mise en scène, qui lui ont ouvert les portes d'une maison où jusqu'ici, et exclusivement, la peinture devait être conforme à une réalité extérieure ?

Quoi qu'il en soit, Georges Mathieu a été un peintre — et un vrai peintre. Surtout à ses débuts, lorsque jeune professeur d'anglais né à Boulogne-sur-Mer en 1921 il eut, comme il l'a écrit lui-même, « *la révélation que la peinture, pour exister, n'avait pas besoin de représenter* ». C'était en 1944. Il s'était mis à peindre depuis deux ou trois ans, mais il n'avait pas encore découvert sa propre « langue ». De 1945 à 1948, il rejoint, sans les connaître, les recherches de Wols ou de Pollock et utilise les taches, les coulées, les projections. Il va plus loin, veut une peinture signifiante. « *Pour la première fois dans l'histoire des formes, le signe précède la signification* », dit-il en 1951, provoquant ainsi le mot célèbre d'André Malraux : « *Enfin un calligraphe occidental...* » C'est alors l'art gestuel, proche de celui de l'école de New-York, mais tout à fait personnel. Mathieu veut prendre la peinture de vitesse. Il y parvient avec une rapidité telle que l'émotion créatrice et spontanée est parfois, et de plus en plus, détrônée par une virtuosité machinale follement élégante.

En même temps Georges Mathieu a créé son propre personnage. Réactionnaire et monarchiste — il le proclame hautement — dandy célèbre par ses moustaches, ses vêtements, ses voitures, son comportement va de pair avec son action de peintre : ces mots, ici, ont un sens précis. Pour lui, la peinture est « agie ».

Il serait fastidieux d'énumérer ces « actions », les expositions de groupe ou particulières. Signalons toutefois : *la Bataille de Bouvines*, *les Capétiens partout* (1954), *le Couronnement de Charlemagne*, *la Bataille d'Hastings* (1956), *l'Abdication de l'empereur Henri IV*, *l'Hommage à Jacques de Molay* (1958), *l'Hommage au connétable de Bourbon auteur du sac de Rome*, exécuté à Vienne en quarante minutes (1959), *l'Entrée de Louis XIII et d'Anne d'Autriche à Paris* (1960)...

En 1963 le Musée d'art moderne de la ville de Paris expose une rétrospective de cent vingt œuvres, qui sera suivie deux ans plus tard d'une autre rétrospective de même importance à la galerie Charpentier. En 1966, il exécute une série d'affiches admirables pour Air France, et, cette année-là et l'année suivante, deux cartons de tapisseries pour les Gobelins : *Hommage à Nicolas Fouquet* et *Hommage à Condillac*.

Son activité s'étend partout : services de table, médailles, maquette de l'usine de transformateurs « B C » à Fontenay-le-Comte; jardins, décors par projections lumineuses pour *Barbe-Bleue*, de Bartok, à l'Opéra de Berlin (1973) ; sculpture de 17 mètres pour le C.E.S. du Bourgueil, etc., ainsi que la maquette d'une nouvelle pièce de 10 francs et la réalisation du sigle de la chaîne de télévision Antenne 2.

Georges Mathieu a écrit plusieurs ouvrages, dont les plus percutants ont été réunis sous le titre *De la révolte à la renaissance* (Gallimard, collection « Idées »), ainsi que *le Privilège d'être*.

Frédéric Rossif lui a consacré un film : *Georges Mathieu ou la fureur d'être*, tourné en 1971.

JEAN-MARIE DUNOYER.

CARNET

Décès

ISABELLE SANDY

Nous apprenons le décès de
Mme Isabelle SANDY,
survenu le 7 mai à Foix (Ariège).

[Née le 15 juin 1884 à Cos, près de Foix, Isabelle Sandy (de son vrai nom, *Isabelle Xardel*) a consacré l'essentiel de sa vie à la littérature. C'est ainsi qu'elle a publié une quarantaine de romans, le plus souvent situés dans son pays natal. Elle a obtenu pour « Andorra » le prix de l'Académie française, et le Prix national des lettres pour « Dans la ronde des faunes ». Parmi ses autres titres, citons « Vie de Nicolas Flamel » et « Mémoires d'un chien de berger ». Isabelle Sandy a publié aussi trois volumes de poésie. Elle était officier de la Légion d'honneur.]

— M. Gérard Despretz et ses fils Bruno, Eric, Olivier, Chistophe et Patrice,
Mme Ernest Despretz,
M. et Mme Bernard Labbé et leurs enfants,
M. André Gillet et son fils,
Mlle Anne-Marie Labbé,
M. et Mme Robert Despretz et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Despretz et leurs enfants,
M. et Mme Jean Delmazure et leurs enfants,
M. et Mme Michel Dodin et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Gérard DESPRETZ,
née Annette Labbé,
rappelée dans la paix du Seigneur le 6 mai 1975 en son domicile à Paris, dans sa quarante-sixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 10 mai à 8 h. 30, en la chapelle paroissiale Saint-Honoré-d'Eylau (66, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16e), où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 15 h. 30, à Gorcy (Meurthe-et-Moselle).

Ni fleurs ni couronnes, des prières et des messes.

24, avenue Raphaël, 75016 Paris.

Messes

— La mission catholique roumaine annonce que le vendredi 9 mai à 20 h. 30 aura lieu un Te Deum suivi d'une évocation de l'anniversaire du 10 mai, à la paroisse Saint-Georges, 38, rue Ribéra, 75016 Paris.

Visites et conférences

VENDREDI 9 MAI

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, 15 heures, 1, rue de l'Indépendance-Américaine, Mme Carcy : « Versailles ». — 15 h., 42, avenue des Gobelins, Mme Détrez : « La manufacture des Gobelins et ses ateliers ». — 15 h., 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Mme Legregeois : « Coquillages du monde », exposition au Muséum. — 15 h., cour Carrée, pavillon de l'Horloge, Mme Thibaut : « Histoire du palais du Louvre et de ses habitants sous Napoléon Ier ».

Réunion des musées nationaux : musée du Louvre, 10 h. 30 et 15 h. : « Visite des chefs-d'œuvre des collections » (français et anglais).

14 h. 30, hôtel de Soubise, rue des *Francs-Bourgeois* : « *Le Marais* » (Mme Angot). — 15 h., métro Mabillon : « Le village de Saint-Germain-des-Prés, l'abbaye, ses caves » (A travers Paris). — 15 h., 63, rue de Monceau : « Hôtel de Camondo » (Mme Ferrand) (entrées limitées). — 15 h., métro Saint-Paul : « Artisans du Marais » (Mme Hager).

CONFERENCES. — 15 h., Sorbonne, galerie Richelieu, M. le recteur Ahmed Abdesselem : « L'histoire dans le monde arabe, et plus particulièrement le Maghreb ». — 20 h., 12, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève : « Scientologie. Philosophie religieuse appliquée. Méthode de libération spirituelle et cours d'efficacité personnelle » (Eglise de Scientologie de France) (entrée libre). — 20 h. 30, 44, rue de Rennes, M. Busson : « Le retour des Rose-Croix » (Ordre rosicrucien AMORC).

A L'HOTEL DROUOT

Vendredi

VENTE

S. 17 - Bons meubles. S.C.P. Laurin, Guilloux, Buffetaud.

ARTS ET SPECTACLES

Variétés

EDDY MITCHELL A L'OLYMPIA

Parce qu'il poursuit tranquillement son chemin sans se soucier des modes, des humeurs du temps, en restant fidèle au rock, dont il a depuis longtemps assimilé l'esprit, on oublie parfois que la place d'Eddy Mitchell en France est au premier rang, et qu'il est de loin le meilleur chanteur « rocker » de l'Hexagone. Ce que fait Mitchell avec un humour de tous les instants est carré, souple, éclate d'aisance. C'est du beau travail, avec toutes les qualités de show-man, avec la voix pleine, forte, avec la plupart des « plans » du rock, mais « mitchellisés », affinés, sublimés, distanciés.

Eddy Mitchell est à l'Olympia avec le gratin des musiciens de Nashville, capitale du Tennessee et de la country-music, là où l'on trouve d'innombrables studios d'enregistrement d'une grande perfection technique, avec des milliers de musiciens solidement expérimentés participant à l'énorme production de disques diffusés par les dizaines de stations de radio installées dans la ville. Sur la scène, il y a Charly McCoy, le meilleur joueur d'harmonica des Etats-Unis, il y a Russ Hicks au pedal steel guitar, l'instrument qui a remplacé aujourd'hui à Nashville le dobro, il y a Buddy Spikers au violon, il y a de superbes musiciens qui se roulent, se baignent naturellement dans le rock, dans le rock-blues, dans le country, qui donnent une musique qui vient du cœur, qui est un plaisir de vivre.

Ils sont là parfaitement décontractés, qui jouent en solo, qui s'accompagnent mutuellement, qui s'intègrent spontanément à l'univers de Mitchell, qui écoutent, qui encouragent, qui rythment avec les mains. Par moments, on retrouve le climat du Grand Ole Opry, on se croirait sur le plateau où défilent chaque fin de semaine à Nashville les dizaines et les dizaines de vedettes de la country-music. McCoy présente les Halliday Sisters, trois jeunes Américaines de province au tempérament fougueux, puis les Jordanaires, de vieux « rockers » qui ont longtemps accompagné Elvis Presley, qui chantent avec une couleur fabuleusement nostalgique, les vieux thèmes du chanteur de Memphis.

Une belle soirée. Une grande rentrée de Mitchell.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Olympia. Jusqu'au 12 mai.

Cinéma

« LA BRIGADE », de René Gilson

Le troisième film de René Gilson est inspiré d'une enquête historique de Claude Levy : *les Parias de la Résistance*. Dans le nord de la France, en 1943, un groupe de F.T.P., composé en grande partie de prolétaires, immigrés polonais, lutte obstinément contre les nazis. Ces F.T.P. « étrangers » — considérés par le gouvernement de Vichy, sa police et sa justice d'exception comme les pires chiens galeux du « terrorisme » (certains n'étaient-ils pas, à la fois, polonais, juifs et communistes) — poursuivirent, dans la Résistance, un combat idéologique commencé en Espagne, aux côtés des républicains.

C'est ce combat idéologique — la lutte contre le fascisme dans les circonstances d'une guerre de libération nationale, — que René Gilson a voulu traiter, faire comprendre. Après *Section spéciale*, de Costa Gavras, *la Brigade* propose, à travers une chronique des années 40, un discours politique sur l'engagement et la lutte de classes au temps de l'occupation hitlérienne. D'une certaine manière, *la Brigade* pourrait être une suite à *Section spéciale*, et, comme ce film, une salutaire opposition aux ambiguïtés historiques apportées par les reconstitutions esthétiques façon *Lacombe Lucien*.

Le film Gilson est, d'ailleurs, tourné en noir et blanc, ce qui détruit, de toute façon, toute possibilité de « nostalgie rétro ».

Malheureusement, la rhétorique des dialogues et des citations — dont le réquisitoire d'un avocat général au cours du procès d'un résistant qui fut condamné à mort et guillotiné — tient lieu, ou à peu près, de mise en scène. René Gilson a refusé l'anecdote dramatique, l'émotion et l'héroïsme lyrique, pour assurer la clarté de son propos. Il ne montre que les schémas des actions clandestines et de la répression vichyssoise, que des rencontres rapides, des réunions, des fragments de vie quotidienne.

Mais on ne peut attribuer à « la recherche d'une pratique brechtienne du cinéma » ce qui, visiblement, ne tient qu'au manque de moyens matériels et à la maladresse du réalisateur

JACQUES SICLIER.

★ Studio Alpha.

Journées d'histoire de la dernière guerre

Le 8 mai, Henri Langlois voulait organiser, dans l'immense salle du Palais des congrès, une Journée de la deuxième guerre mondiale, avec films de fiction, documents d'archives de tous les pays. Faute d'avoir pu obtenir la salle — et tout en le regrettant — il a reporté cette rétrospective à la Cinémathèque, où elle durera jusqu'au 1er juin. Ainsi le trentième anniversaire du 8 mai 1945 s'est-il transformé en Journées de l'histoire de la deuxième guerre mondiale. Aux richesses de la Cinémathèque française vont s'ajouter les films envoyés par l'Imperial War Museum (Angleterre), la George Eastman House (Etats-Unis), les archives allemandes (Est et Ouest), canadiennes, danoises, japonaises, polonaises, yougoslaves. Ecartant les films de montage, réalisés après coup, Henri Langlois a retenu les documents d'actualité tournés à l'époque, qui sont des témoignages historiques directs. A travers les films de fiction, les reconstitutions et les reportages, il veut faire apparaître les causes de la guerre, son déroulement et ses conséquences : camps de concentration, ruines et problèmes catastrophiques pour les pays belligérants. Ce panorama sans précédent et conçu dans un esprit antifasciste, antinazi, réserve des surprises. — J. S.

■ Organisée par la fédération Films et Vie, une session de cinéma pour le troisième âge et pour les animateurs de groupes aura lieu du 9 au 15 juin à Paris, au Centre culturel de La Villette (Théâtre Présent).

Théâtre

« LE CYCLE DU CRABE » A AUCH

C'est à Auch, en Gascogne, que le Théâtre populaire occitan, vient de présenter le « Cycle du crabe », de Gabriel Cousin. Fable bréchtienne aux confins de la comédie musicale, mélodrame rythmé de sambas, la pièce avait tenté Serreau en 1969. Elle est l'œuvre d'un autodidacte généreux, sportif et ancien métallo qui, selon Adamov, apporte au théâtre « quel que chose de neuf, de vaste et de sûr ». Sur une proposition de Josué de Castro, Cousin (qui ne connaît pas le Brésil), raconte l'histoire sans hé ros des bidonvilles de Recife où, ignorés du monde, de hommes viennent s'enliser dan un marécage qui signifie pou eux la nourriture et la mort. De cet enfer, où la dénutrition n'exclut pas la joie vitale ne les tirent ni l'humour d'u prêtre rabelaisien ni les m roirs magiques d'un solitair paralysé, ni les propositions cy niques du pouvoir.

La mise en scène de Jea Durozier découpe l'espace e plans larges et vigoureux, lieu du rêve, le lieu de la p rodie et le marécage du ré jeté entre acteurs et spect teurs. Ce qui est dit ici n'e pas un phénomène socio-pol tique limité, mais la différenc entre la révolte et la révolutio les illusions collectives, la tr gédie quotidienne de la vie n réalisée.

On peut regretter que fresque n'évite pas toujou l'écueil de la dispersion. talent n'est pas en cause : « Cycle du crabe » exige temps, de l'espace et d moyens... Les ressources T.P.O. (subventions du cons général du Gers et aide a animateurs) n'excèdent p 350 F par mois.. Il a fal engager dix comédiens no de Paris, moins disposés q les comédiens occitans à jou les machinistes.

Des miracles comme la ré site de « Jacquou le C quant », en 1973, sont encore possibles ?

L'équipe de Durozier mè son action sur douze départ ments, portant à bout de br de préau d'école en place village, des spectacles efficac et clairs comme « Montse rat », de Roblès, « Celui q dit oui, celui qui dit non de Brecht ; et cet été, apr « le Cycle du crabe », « Jacquerie » de Mérimée. T.P.O. ne se propose d'ouvr à la culture que ceux qui ve lent bien d'elle. Ni Cyrano, Don Quichotte, il prétend viv le courage de la simplicité. vivre, et survivre.

BERNARD RAFFELLI.

MORT DU DRAMATURGE HONGR JULIUS HAY

Le dramaturge hongrois Ju Hay est mort, mercredi 7 ma l'hôpital d'Intragna, en Suisse était âgé de soixante-quinze

[Julius Hay est peu connu France. Il a écrit une vingtaine pièces, dont la plupart ont été duites. En 1966, Georges Wilson, ouverture du vingtième Fest d'Avignon, présentait son œ *Dieu, empereur et paysan*.

Né en Hongrie en 1900, Julius avait passé la plus grande pa de sa vie en exil. Opposé succe vement à la dynastie des Ha bourg, à Hitler, à Staline, viv à Berlin, à Vienne, en Suisse, Union soviétique, il était ren dans son pays en 1945. Il a occupé des fonctions officielles malgré son orthodoxie relative sous les gouvernements Rakosi Nagy. En 1956, il fut élu vice-pr dent de l'Union des écrivains lança le célèbre « appel du 4 vembre » aux intellectuels du mo entier. Arrêté après les événeme de Budapest, il fut condamné à ans de prison puis amnistié en 19 Il émigra alors en Suisse et s'y f jusqu'à sa mort. Il y a trois a Julius Hay avait publié à Ha bourg son autobiographie « Gel ren 1900 ».]

Culture

UN VASTE COLLOQUE A NANCY

« Pour en finir avec le sous-développement culturel de la province, il faut une volonté politique »

nous déclare Jack Lang

De notre correspondant

Nancy. — Le Festival mondial du théâtre de Nancy étendra cette année son activité au-delà des spectacles. Jack Lang, son fondateur, ancien directeur du Théâtre de Chaillot, organise en effet, les 10, 11 et 12 mai, un colloque sur « le sous-développement culturel de la province ».

« *L'idée d'une telle rencontre*, dit-il, *me préoccupe depuis longtemps. Les régions deviennent de plus en plus un désert culturel. J'ai vécu cette situation comme provincial. A un certain moment je fus placé devant l'alternative : ou rester à Nancy sans moyens ou accepter d'aller à Paris.* »

Le but de Jack Lang est de vaincre l'indifférence de la classe politique à l'égard des questions culturelles : « *Pour la première fois des organisations politiques différentes (du parti communiste à l'U.D.R., en passant par le parti socialiste, entre autres), se retrouveront, non pour établir un programme, mais pour analyser ce que peut être une nouvelle politique culturelle. Il est souhaitable que les points de vue divergents apparaissent plutôt qu'un vague œcuménisme.* »

Il y a déjà eu des colloques entre « spécialistes » sur ce sujet, « *mais*, précise Jack Lang, *ils n'ont aucun pouvoir, aucune possibilité d'intervention, sinon au niveau de la création. Nous pourrions provoquer une prise de conscience des partis au pouvoir et de ceux qui, un jour, peuvent y accéder* ».

« *Ce colloque*, ajoute Jack Lang, *représente un premier pas modeste vers d'autres débats et prises de décision, une première action pour tenter de faire percevoir l'appauvrissement des provinces auquel on s'est résigné. Il s'agit de provoquer une réaction en faveur d'une politique culturelle importante basée sur une doctrine. Rien ne changera vraiment s'il n'existe pas une réelle volonté politique.* »

« *Actuellement*, commente l'ancien directeur de Chaillot, *la politique culturelle a besoin d'un souffle nouveau. Elle est faite d'une succession de décisions improvisées et velléitaires, sans élan ni foi.* »

Le colloque de Nancy, qui accueillera une centaine de participants du monde politique, culturel et de la presse, ne s'achèvera pas par un manifeste : « *Il sera uniquement une tribune offerte aux hommes politiques pour présenter leurs conceptions* », conclut Jack Lang.

En dehors du colloque, M. François Mitterrand rencontrera lundi 12 mai les troupes participant au Festival.

■ Une Semaine de solidarité avec le Chili est organisée au Centre d'animation culturelle Jean-Vilar, 52, rue P.-M.-Derrien, à Champigny. Elle se poursuivra jusqu'au 11 mai avec des chants (le groupe Canto General, le 9 mai, à 21 heures) ; un film (« la Première Année », de Patricio Guzman, le 9 mai, à 21 heures) ; du théâtre (« le Chili Liberté », le 10 mai, à 21 heures, et le 11 mai, à 17 heures, et une exposition de peinture (avec José Balmes et Gracia Barrios).

LA MORT DE « L'ART VIVANT »

Les *Chroniques de l'art vivant* suspendent leur parution. Le numéro 57 de mai 1975 est le dernier de la revue, sous sa forme actuelle en tout cas.

L'Art vivant avait sept ans. Son premier numéro avait paru en novembre 1968. Publiée irrégulièrement tout d'abord, devenue mensuelle à partir de novembre 1969, puis bimestrielle depuis décembre 1974, la revue, que finançait Aimé Maeght, était devenue un instrument d'information précieux sur l'art actuel, et cela en toute indépendance. Elle consacrait ses pages aux formes les plus novatrices de la création *contemporaine dans le domaine* des arts plastiques surtout, mais aussi du cinéma, de la musique, du théâtre, de la danse. Elle a publié d'importants numéros spéciaux sur différents pays, les Etats-Unis, l'Espagne, l'Allemagne, l'U.R.S.S., et plus récemment, dans une optique plus littéraire qu'on peut lui reprocher, s'était consacrée à des thèmes ou des mouvements : le réalisme et l'hyperréalisme, le corps, la *photographie, la mort, la ville*.

Sous l'autorité de Jean Clair, son rédacteur en chef depuis novembre 1970, qui a su choisir ses collaborateurs, étoffer la revue et, au besoin, susciter l'événement, *l'Art vivant* — tiré à 35 000 exemplaires — avait une audience qui dépassait largement le cadre de la France.

Cette disparition est liée évidemment à la crise générale de la presse et de l'édition, dont souffrent particulièrement les revues d'art. On sait, par exemple, qu'*Opus International* va paraître moins fréquemment, et on dit qu'*Artpress* et *Cimaise* sont menacés. — G. B.

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Chaillot (voir Théâtre de la Cité internationale).
Petit-Odéon, 18 h. 30 : Albertine.
Théâtre de l'Est parisien, 20 h. : Cinéma.

Les salles municipales

Le Nouveau Carré, 9 h. 30 et 14 h. 30 : Magiscope ; 18 h. 45 : Comédies à une voix (André Frère) ; 20 h. : Cirque Gruss ; 21 h. : la Bamboche folk.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Jazz (Sammy Price Septet) ; 20 h. 30 : Théâtre national de marionnettes de Budapest.

Les autres salles

A. C. T. - Alliance française, 10 h. : le Médecin malgré lui ; 14 h. 30 : la Farce de Maître Pathelin.
Antoine, 20 h. 30 : le Tube
Artistic-Voltaire, 20 h. 30 : Je ne fais que rêver, je suis le rêve.
Atelier, 21 h. : Tutti frutti.
Athénée, 21 h. : la Folle de Chaillot.
Biothéâtre, 20 h. 30 : Andromaque.
Bouffes-du-Nord, 20 h. 30 : Timon d'Athènes.
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : l'Age d'or. — Théâtre de l'Aquarium, 20 h. 45 : le Triomphe de l'amour. — Théâtre de la Tempête, 20 h. 30 : Trakl.
Centre culturel, 21 h. : le Jeu de Nicolas.
Charles-de-Rochefort, 20 h. 45 : Jamais deux... sans toi !
Cour des Miracles, 20 h. 30 : le Lit-Cage ; 22 h. : Intime conviction.
Dix-Heures, 20 h. 15 : France, terre d'asiles.
Edouard-VII, 21 h. : Chat en poche.
Espace Pierre-Cardin, 21 h. : Echafaudages.
Gaîté-Montparnasse, 21 h. : l'Homme, la Bête et la Vertu.
Gymnase, 20 h. 30 : le Saut du lit.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
La Bruyère, 21 h. : les Branquignols.
Le Lucernaire, 20 h. 30 : Solange et Gogiu ; 22 h. : Ce soir on fait les poubelles ; 24 h. : Plaisir des dieux.
Michel, 21 h. 10 : Duos sur canapé.
Michodière, 21 h. : les Diablogues.
Moderne, 20 h. 45 : les Mille et Une Nuits de Cyrano de Bergerac.
Mouffetard, 20 h. 30 : Qui quoi, quoi de qui ; 22 h. : J. Bertin.
Le Palace, 22 h. 30 : la Chose blanche.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.
Plaisance, 20 h. 30 : Septembre à Santiago.
Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : le Premier.
Porte-Saint-Martin, 22 h. 30 : Rocky Horror Show.
Récamier, 20 h. 30 : le Balcon. — Petite salle, 22 h. 30 : Garance ; Trois femmes ; 18 h. et 24 h. : M. Mirza, sitar.
Renaissance, 21 h. : Luxe.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Croque-Monsieur.
Studio des Champs-Elysées, 20 h. 45 : Viens chez moi, j'habite chez une copine.
Studio-Théâtre 14, 20 h. 30 : Là-bas.
Tertre, 20 h. 30 : People are Living There.
Théâtre de la Cité internationale. — La Galerie, 21 h. : Gouverneurs de la rosée. — La Resserre, 21 h. : Van Gogh, le suicidé la société. — Grand Théâtre, 21 h. : la Mort de Danton.
Théâtre d'Edgar, 19 h. : la Station Champbaudet ; 21 h. : Yves Riou ; 22 h. 30 Alberto Vidal.
Théâtre Oblique, 21 h., grande salle : Acte sans paroles ; Hein... — Petite salle : le Pierrot lunaire ; Rapport pour une académie.
Théâtre d'Orsay, 20 h. 30 : Christophe Colomb. — Petite salle, 20 h. 30 : Pas moi et la Dernière Bande.
Théâtre de Paris, 20 h. 45 : Crime et Châtiment.
Théâtre Paris-Nord, 20 h. 45 : Le jour où la Terre explosa.
Théâtre de la Plaine, 21 h. : Marcel sera content.
Théâtre Présent, 15 h. et 20 h. 30 : Ben Zimet, chansons et poésie ; Ranch du Théâtre Présent ; 20 h. 30 : l'Homme couché.
Théâtre Rive-Gauche (Alliance française), 21 h. 15 : l'Intervention.
Théâtre 13, 21 h. : le Misanthrope et l'Auvergnat.
Théâtron, 21 h. : salle I : le Retour de Miss Univers — Salle II : Je m'appelle Rosa Luxemburg.
Troglodyte, 22 h. : l'Inconfortable.

Les théâtres de banlieue

Gennevilliers, salle des Grésillons, 20 h. 45 : Marie.
Ivry, Studio d'Ivry, 21 h. : Phèdre.
Nanterre, Théâtre des Amandiers, 20 h. 30 : la Bécane.
Versailles, palais de Versailles, 16 h. et 18 h. : les Musiciens du prince de Conti (œuvres des dix-septième et dix-huitième siècles).

Jeudi 8 mai

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 18 h. 30 : Madame Anémone ; 21 h 30 : Offen Flash Back ; 23 h. : D'où qu't'en es, gars ?
Au Vrai Chic parisien, 20 h. 30 : Ph. Val et P. Font ; 22 h. 30 : Sainte Jeanne du Larzac.
Bar du Marais, 21 h. : Coup d'œil dans la rétro ; 22 h. : Azna, Arthus et Annie ; 23 h. : Momo.
Boogie-Blues, 20 h. 30 : la Collection.
Café d'Edgar, 20 h. 45 : Sylvie Joly ; 22 h. 30 : Auguste.
Café de la Gare, 20 h. : Rufus ; 22 h. : les Semelles de la nuit.
Café-Théâtre de Neuilly, 22 h. : Dents de loufs.
Café-Théâtre de l'Odéon, 20 h. : Nocturne ; 21 h : Y a pas de quoi se les mordre ; 22 h. 30 : Couvre-Jeux ; 23 h. 30 : Andro-Tango.
Le Fanal, 21 h. : Monsieur Barnet ; 23 h. 30 : V comme Vian.
Le Jour-de-Fête, 22 h. : Deux filles... des histoires ; 23 h. : Jean Mauzac ; 24 h. : Christian Mousset.
Petit-Casino, 21 h. 15 : la Rentrée de Greta Garbo dans Phèdre ; 22 h 45 : la Reine d'Angleterre.
Pizza du Marais, 20 h. 30 : le Regard à genoux ; 22 h. 15 : Pierre et Marc Jolivet.
Splendid, 20 h. 30 : ...Ma tête est malade ; 22 h. 30 : J'vais craquer.
Sélénite, salle I, 22 h. : 5 Restless Boys ; salle II, 23 h. 30 : Un+Un +Elle.
La Vieille Grille, 21 h. 30 : Rorschach.

Les comédies musicales

Châtelet, 20 h. 30 : Valses de Vienne.
Mogador, 20 h. 30 : Fiesta.

Le music-hall

Casino de Paris, 20 h. 45 : Revue de Roland Petit.
Comédie des Champs-Elysées, 21 h. : Ce n'est qu'un au revoir.
Folies-Bergère, 20 h. 30 : J'aime à la folie.
Olympia, 21 h. 30 : Eddy Mitchell.
Variétés, 20 h. 45 : Jacques Martin.

Les cabarets

Alcazar, 23 h. : Paris-Broadway.
Crazy Horse Saloon, 22 h. et 0 h. 30 : Revue.
Kiss me, 22 h 30 : Bons baisers de Paris.
Lido, 23 h. et 1 h. 15 : Grand Jeu.
Moulin-Rouge, 23 h. : Festival.
Tour Eiffel, 20 h. : Jean Sablon.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : le Cabot de la République.
Deux-Anes, 15 h. 30 et 21 h. : Au nom du Pèze et du Fisc.
Dix-Heures, 22 h. : Persiflons.

La danse

Deux-Portes, 20 h. : Edith et Faustino ; 21 h. : Danse classique du sud de l'Inde.
Palace, 20 h 30 : White Dreams.
Théâtre de la Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : Ballet national yougoslave Kolo.

Les concerts

Luxembourg, 17 h. : Musique des gardiens de la paix.
Eglise Notre-Dame, 17 h. 45 : L. Argence, orgue (Vierne, Mendelssohn, Franck).
American Center, 21 h. : Musique et chants de l'Inde du Nord.
Eglise Saint-Médard, 21 h. : Gheorghe Zamfir.
Théâtre des Champs-Elysées, 20 h. 30 : Jazz, Robert Wyatt.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) au moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : l'Homme du 18 juin, de R. Stéphane ; 18 h. 30 : la Victoire, de R. Stéphane ; 20 h. 30 : la Dernière Etape, de W. Jarubowska ; 22 h. 30 : la Bataille de Berlin, d'Ozerov.

Les exclusivités

L'ABATTOIR HUMAIN (A., v.o.) (**) : Styx, 5e (633-08-40).
A CAUSE D'UN ASSASSINAT (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17), Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f. : Rotonde, 6e (633-08-22).
ADDIO ANNA (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86) à 14 h. et 22 h. 30.
L'AGRESSION (Fr.) (**) : Marignan, 8e (359-92-82), Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70), Caravelle, 18e (387-50-72), Cluny-Palace, 5e (033-07-76), Montparnasse-83, 6e (544-14-27), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Nations, 11e (343-04-67).
AGUIRRE LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
ALOISE (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LES AMAZONES (Fr.-It.) (*) : George-V, 8e (225-41-46), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Moulin-Rouge, 18e (606-63-26), Max-Linder, 9e (770-40-04), Mistral, 14e (734-20-70) Maine-Rive-Gauche, 14e (567-06-96), Magic-Convention, 15e (828-20-32), Galaxie, 13e (331-76-86).
ANTHOLOGIE DU PLAISIR (HISTORY OF THE BLUE MOVIE) (A., v.o.) (**) : Dragon, 6e (548-54-74), Saint-André-des-Arts I et II, 6e (326-48-18), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) Jean-Renoir, 9e (874-40-75) ; v.f : Vendôme, 2e, (073-97-52), Balzac, 8e (359-52-70).
LE BANQUET (Fr.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), de 14 h. à 18 h.
LE BOUGNOUL (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
CELEBRATION AT BIG SUR (A., v.o. : Action-République, 11e (805-51-33), Grands-Augustins, 6e (633-22-13).
LE CŒUR ET L'ESPRIT (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-39).
LE CRIME DE L'ORIENT-EXPRESS (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Paramount-Elysées, 8e (359-49-34), Plaza, 8e (073-74-55). — V.f. : Marivaux, 2e (742-83-90), Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34), Paramount-Orléans, 14e (580-03-75), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Passy, 16e (288-62-34).
DIALOGUE D'EXILES (Chil., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86) de 15 h 10 à 20 h 40.
LES DOIGTS DANS LA TÊTE (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) à 20 h et 22 h.
DREYFUS OU L'INTOLERABLE VERITE (Fr.) : Le Marais, 4e (278-47-86) à 15 h, 18 h et 21 h.
DUPONT LAJOIE (Fr.) (*) : Concorde, 8e (359-92-84), Montparnasse-83, 6e (544-14-27), Quintette, 5e (033-35-40), Maxeville, 9e (770-72-87), 14-Juillet, 11e (700-51-13).
FUNNY LADY (A., v.o.) : Le Paris, 8e (359-53-99)
FOUS DE VIVRE (Ang., v.o.) : 14-Juillet, 11e (700-51-13).
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Marignan, 8e (359-92-82), Quartier-Latin, 5e (326-84-65). - V.F. : Rex, 2e (236-83-93), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Cambronne, 15e (734-42-96), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Nations, 11e (343-04-67), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03), Victor-Hugo, 16e (727-49-75).
G. BRAQUE OU LE TEMPS DIFFERENT (Fr.) : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25) (1re partie : A. Malraux : la métamorphose du regard).
LE GRAND DELIRE (F.) (**) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72), Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
LA GUERRE DES MOMIES (chil.) : La Clef, 5e (337-90-90).
HISTOIRE DE WAHARI (Fr.) : Le Seine, 5e (325-92-46).
IL ETAIT UNE FOIS HOLLYWOOD (A., v.o.) : Normandie, 8e (359-41-18). - V.F. : Royal-Passy, 16e (527-41-16).
LES INNOCENTS AUX MAINS SALES (Fr.) : Balzac, 8e (359-52-70), Helder, 9e (770-11-24).
LES JOURS GRIS (Fr.) : Ciné-Halles, 1er (236-71-72).
LIBRA (Fr.) : Le Seine, 5e (325-92-46).
LA MESSE DOREE (Fr.-It.) (**) : U.G.C.-Odéon, 6e (326-71-08). Jusqu'à jeudi : Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
MISTER BROWN (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
MITHILA (Fr.) : Le Marais, 4e (278-47-86), à 14 h., 17 h., 20 h.
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; v.f. : Les Templiers, 3e (272-94-56).
PAUL ET MICHELE (Fr.-Ang., vers. ang.) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Biarritz, 8e (359-42-33) ; v.f. : Caméo, 9e (770-20-89).
PAULINA S'EN VA (Fr.) : Le Seine, 5e (325-92-46), à 12 h. 15 sf Dim.
PEUR SUR LA VILLE (Fr.) : Normandie, 8e (359-41-18) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Clichy-Palace, 17e (387-77-29) ; Boul'Mich', 5e (033-48-29) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Magic-Convention, 15e (828-20-32) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Paramount-Orléans, 14e (580-03-75) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Liberté-Studio, 12e (343-01-59) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
QUE LA FETE COMMENCE (Fr.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Gaumont-Lumière, 9e (770-84-64) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42).
ROSEBUD (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Maxeville, 9e (770-72-87).
LA ROUTE (Fr.) : la Clef, 5e (337-90-90).
LES SENTIERS DE LA GLOIRE (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; v.f. : Templiers, 3e (272-94-56), Murat, 16e (288-99-75).
SCENES DE LA VIE CONJUGALE (Suéd., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; v.f. : U.G.C.-Marbeuf 8e (225-47-19), Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
SECTION SPECIALE (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46), Français, 9e (770-33-88), Wepler, 18e (387-50-70), Danton, 6e (326-08-18), St-Germain-Village, 5e (633-87-59), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Fauvette, 13e (331-60-74), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74), Mayfair, 16e (525-27-06).
LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.o.) : Studio-Galande, 5e (033-72-71) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-36-16).
SKEEZAG (A., v.o.) (**) : le Marais, 4e (278-47-86), de 16 h. à 20 h. 30
SPECIALE PREMIERE (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Marignan, 8e (359-92-82).
SOLDAT DUROC, ÇA VA ETRE TA FETE (Fr.) . Mercury, 8e (225-75-90), Abc, 2e (236-55-54), Montparnasse-83, 6e (544-14-27), Fauvette, 13e (331-56-86), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)
THE LAST AMERICAN HERO (A., v.o.) : Olympic, 14e (783-67-42), Boîte à films, 17e (754-51-50).
LA TOUR INFERNALE (A., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) (jusqu'à jeudi) ; v.f. : Ermitage, 8e (359-15-71), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Murat, 16e (288-99-75)
TREMBLEMENT DE TERRE (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).
UN ANGE PASSE (Fr.) : Le Marais, 4e (278-47-86), à 14 h et à 22 h.
VERITES ET MENSONGES (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40).
VIOLENCE ET PASSION (It., v. ang.) : Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67), Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52), Nation, 12e (343-04-67), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
VIVRE A BONNEUIL (Fr.) : Saint-Séverin, 5e (033-50-91), 14-Juillet, 12e (700-51-13).

Les films nouveaux

L'HOMME AUX NERFS D'ACIER, film italo-français de Michele Lupo, avec L. Van Cleef, v.o. : Napoléon, 17e (359-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Telstar, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Mistral, 14e (734-20-70) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

BELLADONNA, dessin animé japonais d'Euchi Yamamoto : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19)..

LA BRIGADE, film français de René Gilson, avec Brigitte Fossey, Edouard Wojtassek, Jean Bouise, Marcel Cuvelier : Studio Alpha, 5e (033-39-47).

LE VENT DE LA VIOLENCE, film américain de Ralph Nelson, avec Sidney Poitier, v.o. : Studio Jean-Cocteau, 5e (033-47-62) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (739-76-23) ; v. f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Lux-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Grand-Pavois, 15e (531-44-58).

A partir du 9 : UN DIVORCE HEUREUX, film français de Henning Carlsen, avec Jean Rochefort, Bulle Ogier, Bernadette Lafont : U.G.C.-Odéon, 6e (325 71-08) ; Biarritz, 8e (359-42-23) ; Madeleine, 8e (073-56-03) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).

Les grandes reprises

CAMPUS (A.) (Buster Keaton) : Actua-Champo, 5e (033-51-60).
LES ENFANTS TERRIBLES (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
L'EXTRAVAGANT MR. FIELDS (A., v.o.) : Pagode, 7e (551-12-15).
FELLINI-ROMA (It., v.o.) : Champollion, 5e (033-51-60).
LA FILLE DE LA CINQUIEME AVENUE (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
LE FILS DU SHEIK (A.) : Pagode 7e (551-12-15).
TOP-HAT (A., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
ALICE AU PAYS DES MERVEILLES (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; La Royale, 8e (265-82-66) : Studio-Raspail, 14e (326-38-98).
LE JOUR LE PLUS LONG (A., vers. inter.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50)

Les festivals

INGMAR BERGMAN (v.o.) : Racine, 6e (633-43-71) : le Septième Sceau.
ROBERT REDFORD - PAUL NEWMAN (v.o.). — Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Gatsby le magnifique.
ORSON WELLES (v.o.) : Action-Lafayette, 9e (878-80-50) : Macbeth.
WOODY ALLEN (v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-43) : Bananas.
ALFRED HITCHCOCK (v.o.). — Noctambules, 5e (033-42-34) : l'Inconnu du Nord-Express.
BEATLES-POP (v.o.). — Acacias, 17e (754-97-83), 13 h. : Quatre garçons dans le vent ; 14 h. 30 : Hop ; 16 h. 15 : Yellow Submarine ; 18 h. : Let It Be ; 20 h. : Gimme Shelter ; 22 h. : A Film About Jimy Hendrickx.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

UN HÉROS AMÉRICAIN

« Le Justicier » succède à « Kojak », le mercredi soir sur Antenne 2. C'est un brave citoyen américain, un fermier des grandes plaines de l'Ouest. Un homme tranquille, si on veut, qui a des problèmes d'argent et qui se rend à la banque au moment où des bandits l'attaquent, évidemment : les gangsters se sentant menacés s'affolent, abattent la femme du shérif, blessent ce dernier et tuent le chien du justicier. Image symbolique : le cadavre de l'animal gît au milieu des billets de banque.

A partir de ce moment-là, la mécanique qui sommeillait dans l'esprit du paisible fermier se met en marche : il abat, dans un mouvement réflexe, un des malfaiteurs et part à la poursuite des autres, « comme on traque les bêtes sauvages ». L'instinct de chasse contre le gangstérisme : le gadget du premier épisode de la série sera un piège à ours.

Il faudra cependant de nombreuses justifications psychologiques aux scénaristes pour que leur « justicier » ne soit pas un personnage inquiétant. Car, comme Joss Randall dans Au nom de la loi (le feuilleton qui a lancé Steve McQueen), le « justicier » va gagner des sommes importantes en ramenant au F.B.I. ses prises humaines : l'honnête fermier devient, au moment où les travaux des champs lui laissent quelques loisirs, un chasseur de primes.

Pour que le téléspectateur américain moyen ne s'identifie pas trop, quand même — et on sait, en France, que la tentation de créer des milices peut revenir à chaque instant, — l'action est située à l'époque de la grande crise de 1929. Le Justicier est d'ailleurs une production de la Quinn Martin, à laquelle on doit déjà « les Incorruptibles ». Ainsi, les chapeaux mous et les vieilles guimbardes seront-ils tout à fait amortis. Le succès d'Eliott Ness appelait une descendance.

Toutefois, ici, au lieu d'être des super-flics, super-héros, se déplaçant dans un univers de convention où l'action est surdramatisée, les protagonistes du « Justicier » se déplacent dans les décors naturels de la vie quotidienne, et semblent avoir été pris dans le quotidien. C'est que les règles de la fiction se sont également déplacées depuis quinze ans, et que le sous-Hollywood de la télévision s'est adapté à son tour à l'évolution de la Babel cinématographique.

Rien de fondamental n'a changé cependant, et le Justicier appartient à l'entreprise — peut-être inconsciente — de façonnement des esprits américains que dénonce l'excellent documentaire Hearts and Minds (le Cœur et l'Esprit, prix Georges-Sadoul, oscar du film non dramatique), qui est sorti la semaine dernière sur les écrans parisiens.

La force du genre réside dans la nature même de la société américaine, où le roman noir est une production culturelle authentique, et où Dashiel Hammett ou Horace McCoy sont des grands auteurs (littéraires ou politiques), chefs de file d'innombrables « gum writers » qui publiaient des récits de ce style dans des petits périodiques, et qui sont devenus les scénaristes de l'Hollywood des grandes années, c'est-à-dire les ancêtres des créateurs du « Justicier ».

La qualité de séries comme « le Justicier » est de montrer, si on ne s'arrête pas à l'intrigue, l'envers du « rêve américain ». Mais que peuvent exprimer des productions européennes, calquées servilement et avec peu de moyens sur le même modèle. Pourvu que ce ne soit pas le « rêve européen ».

MARTIN EVEN.

ÉTÉ MINIMUM SUR FR 3

● Le conseil d'administration de FR 3 a décidé, *« afin de tenir compte des changements qu'apporte dans la vie quotidienne des Français la période des vacances »* (et sans doute pour des raisons d'ordre budgétaire), de réduire sa grille des programmes entre le 15 juillet et le 31 août.

D'une chaîne à l'autre

A cette époque, les soirées commenceront à 20 heures par les actualités régionales ; à 20 h. 20 passeront des films, du lundi au jeudi ; « La vie filmée » (un montage sur l'époque 1930-1960 à partir de documents d'amateurs), et « Les dossiers noirs » (rediffusion de documents de l'ex-troisième chaîne) le vendredi, et une seconde projection du feuilleton *les Boussardel* le samedi. La soirée du dimanche débutera à 20 h. 30 et sera consacrée à des dramatiques, la plupart originales. Tous les soirs, en fin de programmes, bulletin national d'informations.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 8 MAI

— *M. André Jarrot*, ministre de la qualité de la vie, répond aux questions d'Etienne Mougeotte, sur Europe 1, à 19 h. 20.

— *Mlle Arlette Laguiller* expose son point de vue à la « Tribune lire » de FR 3, à 19 h. 40.

— *M. Jean Sauvagnargues*, ministre des affaires étrangères, est interviewé au cours du magazine « Satellite », sur TF 1, à 21 h. 20.

— *Le magazine d'Inter-soir (19 h. 20, France-Inter) évoque la guerre des ondes*, entre 1940 et 1944, avec les voix de Jacques Duchesne, Jean Oberlé, Pierre Bourdan, Maurice Schumann, commentateurs de la France libre, et celles de Jean Ferdonnet (Stuttgart), Philippe Henriot, Marcel Déat, Jean Hérold-Paquis (Radio-Paris). Des enregistrements du général de Gaulle et du maréchal Pétain seront également diffusés.

VENDREDI 9 MAI

— *Le Centre national des jeunes agriculteurs* exprime son opinion à la « Tribune libre », de FR 3, à 19 h. 40.

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

LES PROGRAMMES

JEUDI 8 MAI

● CHAINE I : TF 1

20 h. 35 **Série : Maîtres et valets. « Les deux exilés », d'A. Shaughnessy, avec D. Lancton, R. Curney, N. Pagett, S. Williams.**

21 h. 20 **Magazine de reportage : « Satellite », de J.-F. Chauvel.**
Trente ans après : guerre ou pas ? L'Amérique s'interroge.

22 h. 20 **Variétés : Le club de dix heures, prod. J. Chabannes et L. Feyrer.**

● CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 35 **Opérette : « M. Choufleuri restera chez lui le 24 janvier 1833 », de Saint-Rémy. Musique de J. Offenbach. Réal. et mise en scène de Claude Deflandre. Avec J. Bodoin, F. Lacombrade, F. Bouffard.**
Choufleuri, riche parvenu, organise une soirée pour laquelle il annonce le concours d'une cantatrice et de deux chanteurs d'opéra célèbres. Les étoiles se désistent... Choufleuri, sa fille Ernestine et Babylas, jeune compositeur aimé de celle-ci, vont les remplacer au pied levé.

22 h. 10 **Alain Decaux raconte : « Louis II de Bavière ».**

● CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. **Jeu : Altitude 10 000.**

20 h. 30 **Un film, un auteur : « Tout ce que le ciel permet », de D. Sirk (1955), avec J. Wyman, R. Hudson, Ch. Drake, V. Grey.**
Une femme, veuve et encore jeune, habitant un cottage de Nouvelle-Angleterre, s'éprend d'un pépiniériste qu'elle voudrait épouser. Ses grands enfants et la société de bourgeois aisés à laquelle elle appartient sont hostiles à ce projet.

FRANCE-CULTURE

20 h., Théâtre d'hier : « Un homme de Dieu », de G. Marcel, avec E. Riva, N. Klein, F. Darbon, M. Vitold, (réal. J. Follin-Welsz), suivi d'un débat avec H. Gouhier, J. Deschamps, G. Hacquart et J.-M. Marcel ; 22 h. 30, Entretien avec Gaëtan Picon ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.), Soirée lyrique : « le Couronnement de Poppée », actes II et III (Monteverdi), avec H. Donath, E. Soderstroem, C. Berberian, P. Esswood, G. Luccardi, Concentus Musicus de Vienne, direct. N. Harnoncourt ; 22 h. 45 (S), Clarté dans la nuit ; 23 h., Jazz vivant : Le sextette de Steve Lacy.

VENDREDI 9 MAI

● CHAINE 1 : TF 1

20 h. 35 **Au théâtre ce soir : « Hélène ou la joie de vivre », d'A. Roussin et M. Gray, avec F. Christophe, J. Morel, C. Salviat, H. de Lapparent.**
Revenue aux côtés de Ménélas, après la guerre de Troie, Hélène, faute de mieux, se consacre à ses devoirs maternels. C'est à Pyrrhus qu'elle destine sa fille Hermione. Mais celle-ci — qui tient de sa mère — ne se laisse pas faire : la tragédie grecque transposée en drame bourgeois.

22 h 10 **Sports : Championnat d'Europe de judo.**

● CHAINE II (couleur) : A 2

17 h 30 **Concert. Orch. philh. de Radio-France, dirigé par J. Loughran. Soliste : D. Ranki.**
Troisième concerto pour piano et orchestre (Bartok).

18 h. 30 **Pour les petits : Le palmarès des enfants.**

18 h. 55 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**

19 h. 45 **Feuilleton : Une Suédoise à Paris.**

20 h. 35 **Variétés : Bouvard en liberté.**
Avec Julien Clerc.

21 h. 40 **Magazine littéraire. Apostrophes. de B. Pivot : « De quels maux souffrent les médecins ? »**
Avec le professeur Minkowsky (« le Mandarin aux pieds nus ») ; le professeur Mathé (« Le temps d'y penser ») ; le docteur J.-P. Escande (« les Médecins ») ; Mme J. Maurice (« Bruno mon fils », « Une mère et les médecins ») ; le docteur Stora (« les Douleurs du dos »).

22 h. 55 **Ciné-club : « L'Année dernière à Marienbad », d'A. Resnais (1961), avec D. Seyrig, G. Albertazzi, S. Pitoëff (N).**
Dans un château de Bohême, transformé en hôtel de luxe, un homme cherche à persuader une femme qu'il l'a rencontrée un an plus tôt et qu'ils se sont aimés. La femme refuse ces souvenirs, vrais ou faux, on ne le saura jamais.

● CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 5 **Emissions régionales.**

20 h. 35 **Documentaire : Evasion au Nord-Yémen (deuxième partie). « Au cœur des tribus. »**

21 h. 35 **Documentaire : « La Jeep », de B. Gantillon.**

FRANCE-CULTURE

20 h. (S.), La musique et les hommes : Michel-Ange et l'univers musical, par M. Bernard ; 22 h. 30, Entretien avec Gaëtan Picon, par C. Minart ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.). Soirée publique : Lever de rideau, par R. Stricker, avec Olé Bohn, violoniste, et E. Steen-Nokleberg, pianiste : « Scherzo » (Brahms), « Chaconne en ré mineur pour violon seul » (Bach), « Sonate en si bémol majeur » (Mozart), « Sonate pour piano » (Grieg), « Tzigane » (Ravel) ; 22 h. (S.), Jardins à la française ; 23 h., Incognito ; 24 h. (S.), La musique et ses classiques ; 1 h. 30 (S.), Nocturnales.

LA VIE SOCIALE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Syndicats et direction d'Usinor-Dunkerque campent sur leurs positions

Commencée il y a près de deux semaines, la grève des aciéristes d'Usinor-Dunkerque s'est étendue à la plus grande partie du personnel du complexe sidérurgique. Des débrayages de solidarité ont déjà eu lieu ou sont annoncés dans d'autres usines du groupe Usinor. Les dirigeants C.G.T. et C.F.D.T. de la sidérurgie doivent se rencontrer, vendredi 9 mai à Paris, pour envisager les modalités d'un élargissement de l'action au plan national.

A Dunkerque, la direction de l'usine, qui s'est installée dans les bureaux de son service social au centre de la ville, affirme qu'elle est disposée à recevoir une délégation des grévistes, à con[...] tion que ceux-ci évacuent les bureaux et insta[...] lations qu'ils occupent. Elle a, d'autre pa[...] annoncé le dépôt d'une plainte pour détériorati[...] des bureaux et atteinte à la liberté du trava[...]

De leur côté, les militants syndicaux C.G[...] et C.F.D.T. ont renforcé les barricades établi[...] autour de l'usine et ont affirmé leur détermin[...] tion de développer l'action pour obtenir l'inde[...] nisation totale des jours chômés et une augme[...] tation uniforme de 250 francs. De part et d'aut[...] on se prépare, semble-t-il, à une guerre [...] tranchées.

SUR LA BARRICADE

De notre envoyé spécial

Dunkerque. — Ce pourrait être le décor d'une pièce de Bertolt Brecht. Une motopompe, quelques poutrelles, un traquet renversé, composent un barrage de fortune, à l'entrée des chantiers. La banderole blanche aux lettres rouges « C.G.T.-C.F.D.T. » ressemble à un drapeau mouillé, glorieusement accroché à la barricade entre deux escarmouches.

Dans le brouillard — une sorte de crachin qui transperce les habits — une dizaine de sidérurgistes, coiffés de leur casque blanc, montent la garde. A leur côté, en guise de munitions, un plein chariot de barreaux d'aluminium dérobés dans l'atelier des convertisseurs...

L'ensemble du site industriel d'Usinor-Dunkerque — 50 kilomètres carrés d'ateliers, de grues, de voies ferrées — est comme paralysé à l'aube de ce nouveau jour de grève. Tout y est silencieux. On entend seulement, au loin, derrière les hauts fourneaux jouxtant le port minéralier, les cloches de l'Ascension qui alternent avec le son lugubre d'une corne de brume. Les hommes casqués frissonnent sous leurs pulls de laine et leurs vestes kaki. Il est cinq heures du matin.

Toute la nuit, les piquets de grève ont veillé jusqu'à l'heure de la relève. Ils contrôlent les accès principaux d'Usinor, les grands bureaux de l'administration, la plupart des ateliers. Ils jouent aux cartes, écoutent la radio. Quand arrivent, presque à vide, les cars qui déversent en temps normal des brigades entières d'ouvriers, on laisse entrer plusieurs dizaines de non-grévistes, salués tout au plus par quelques invectives : *« Tiens, v'là les jaunes. »*

D'ailleurs, selon le mot d'un militant C.F.D.T., Usinor, c'est *« une vraie passoire »* : les chantiers sont si vastes et perméables, que des milliers d'hommes pourraient, s'ils le voulaient, gagner les lieux de travail en traversant les lignes hors de la vue des piquets ouvriers.

Il y a un an déjà...

D'où vient alors que l'on compte, s'il faut en croire la C.F.D.T., 60 % de grévistes sur les onze mille salariés d'Usinor-Dunkerque, et que l'usine soit devenue cette sorte de camp retranché, gardé seulement par quelques fantômes transis de froid ? Drôle de grève... D'aucuns affirment, à Dunkerque, que la période est favorable au jardinage de printemps ; qu'une partie du personnel profite de ces loisirs forcés pour faire du travail noir ; que le grand « pont » du début de mai a favorisé la stratégie syndicale ; et que l'on verra d'ici peu de jours cette nouvelle grève faire long feu. En est-on certain ? C'est oublier, peut-être, les causes profondes du nouveau conflit.

Il y a un an, après une série d'accidents graves sur les chantiers et dans les ateliers, les ouvriers d'Usinor-Dunkerque s'étaient battus pour de meilleures conditions de travail et de sécurité. La mort d'un des leurs, brûlé vif la nuit de la Pentecôte par l'explosion de la tuyère du haut fourneau n° 4, avait bouleversé ces gens du Nord. (*Le Monde* du 19 juin 1974.)

Aujourd'hui, c'est leur droit au travail qu'ils veulent défendre contre les effets de la crise économique et du chômage. Il aura fallu pourtant deux mois pour que se déclenche et s'affirme leur protestation — et cette lenteur, en elle-même, reflète sans doute leur hésitation à se lancer dans une nouvelle action revendicative en cette période de crise.

Le 7 mars dernier, la direction du groupe Usinor faisait savoir aux représentants du personnel, lors de la réunion du comité central d'entreprise, que le travail serait arrêté pendant cinq jours aux environs de Pâques. Jusqu'alors, le groupe avait pu éviter une telle mesure, d'abord en employant du personnel à des travaux d'entretien, ensuite en lui faisant prendre par avance ses congés supplémentaires, sans amputer les droits aux congés payés normaux. Mais une chute de 40 % des commandes, en février dernier, l'a conduit à recourir au chômage partiel. Cette fois, la perte de salaires était de l'ordre de 10 %.

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. décidaient alors d'engager la lutte sur les deux objectifs choisis par les travailleurs : indemnisation totale du chômage technique, amélioration du pouvoir d'achat par une augmentation uniforme des salaires de 250 F par mois.

Pour la C.G.T., qui a accusé un recul sensible aux élections des délégués du personnel d'Usinor-Dunkerque, en mars dernier, mais qui reste néanmoins majoritaire avec 56 % des voix, il s'agissait de renforcer la confiance des militants, quelque peu émoussée après le semi-échec de la grève de 1974, attribué à la rupture du front syndical. Le slogan « Usinor peut payer » est devenu le cheval de Troie d'une nouvelle tactique visant à opposer une résistance unitaire aux restrictions décidées *« par les patrons monopolistes, responsables de la crise »*. Selon M. Bernard Lamirand, un des dirigeants C.G.T. des sidérurgistes et métallurgistes du Nord-Pas-de-Calais, le trust Usinor a réalisé un bénéfice net de 163 millions de francs en 1974, soit 2,17 % de plus qu'en 1973, et un chiffre d'affaires de 5 milliards 396 millions de francs, soit 51,01 % (bien 51,01 %) de plus qu'en 1973, alors que la masse salariale représentait, en 1972, 22,27 % du produit (chiffre d'affaires plus produit financier), 20,36 % en 1973, et seulement 16,32 % en 1974.

Cadences et chômage

Pour la C.F.D.T., il fallait *« comme chez Lip »* démontrer qu'Usinor est viable pour peu que ses dirigeants consentent *« quelques restructurations techniques »* et orientent la production vers de nouveaux marchés.

Au-delà de ces revendications du moment, un mécontentement latent se manifestait dans ce complexe industriel gigantesque, où l'investissement social, notamment au plan de l'organisation du travail et de la vie familiale, n'a pas toujours été à la mesure de l'investissement économique et où le taux de fréquence des accidents du travail (une vingtaine d'accidents mortels depuis 1962) est passé de 3,80 % en 1971 à 4,06 % en 1972 et à 5,18 % en 1973.

« Les cadences, nous déclare M. Jacques Deroo, délégué C.F.D.T. d'Usinor-Dunkerque, *voilà ce qui a exaspéré les hommes, à qui l'on fait faire aujourd'hui vingt-quatre coulées par poste de huit heures, alors que les normes de sécurité commandent de n'en faire que vingt. Après cela, on nous dit d'aller cinq jours par mois au chômage. N'est-ce pas se moquer des gens ? »*

Bâti en athlète, regard bleu ironique et profil de corsaire, ce leader encore jeune dissimule sous une apparente bonhomie une redoutable roublardise. Il est la bête noire des patrons d'Usinor. Son collègue cégétiste, M. Roger Lalouette, a moins l'air d'un syndicaliste musclé que d'un apparatchik froid, subrepticement glissé parmi les métallos. Tous deux se sont, semble-t-il, réconciliés — car ils étaient quelque peu brouillés — dès le 28 avril lorsque, brusquement, les ouvriers de l'aciérie n° 2 décidèrent à 21 heures de cesser le travail, d'abandonner les mélangeurs — sortes de creusets où se déverse la coulée du métal en fusion — et, dans un second temps, de s'emparer des bureaux de la direction.

L'escalade

L'intervention des C.R.S., à l'aube de samedi dernier, allait souder l'unité syndicale. En faisant appel aux représentants de la loi pour faire évacuer les grévistes qui gardaient le hall des mélangeurs, la direction n'a-t-elle pas gravi un nouvel échelon de l'escalade ? L'opération policière s'est déroulée sans heurt, mais elle n'en a pas moins favorisé l'extension de la grève. Dans les milieux syndicaux, on n'est pas loin de penser que cette *« provocation »* était délibérée parce que, *« chaque fois qu'un conflit survient, la direction de Dunkerque fait pression sur les pouvoirs publics et sur les travailleurs »*.

Dans la salle des fêtes de Grande-Synthe, une sorte de palais de verre et d'aluminium mis à la disposition des grévis[...] par une municipalité de gauc[...] un meeting réunissait mercr[...] 7 mai après-midi, comme chac[...] jour désormais, un millier de [...]litants en casquette et en vareu[...] Les représentants des deux s[...]dicats ont, une fois enco[...] contesté la thèse de M. C[...]lewaert, directeur de l'unité [...] Dunkerque, qui affirme que l'o[...] de travail se trouvait en dang[...]

« Quand la maîtrise a vidé [...] mélangeurs, affirment les o[...]teurs, *la fonte liquide était [...] belle à 1 300 °C, alors que la te[...]pérature normale est de 1 100 [...] Croit-on que les hommes des [...]langeurs, connaissant leur mét[...] auraient laissé se perdre [...] gagne-pain ? »*

Toujours est-il que les rép[...]cussions du conflit sont aujo[...]d'hui déjà multiples. L'aci[...] voisine de Creusot-Loire est o[...]gée de faire venir la fonte liqu[...] de Denain. L'usine d'Air Liqu[...] alimentant en oxygène la sidér[...]gie dunkerquoise à l'est comm[...] l'ouest, a dû stopper deux uni[...] Le freinage du trafic des mine[...] et des charbons au port s[...] accentué au cours des dern[...] jours, et les dockers, par soli[...]rité, auraient refusé de décha[...] trois cargos.

Désormais l'affaire dépasse [...] cadre d'Usinor-Dunkerque et l'[...]pel à la généralisation de l'act[...] *« comme chez Renault »*, la[...] par la C.G.T et la C.F.D.T., t[...] à lui donner un retentissem[...] national. Pour les grévistes, c[...] déjà une première victo[...] *« Pourtant,* soupire M. Jacq[...] Deroo, *ce que nous voulons, c[...] travailler, car ne pas travai[...] c'est grave, c'est ne pas crée[...]*

JEAN BENOIT

LA GRÈVE DE L'E.G.F. A ÉTÉ TRÈS SUIVIE

La grève déclenchée mercredi 7 à l'E.G.F. par les syndicats C.G[...] F.O., C.F.T.C. et cadres U.C.T., parallèlement ar la C.F.D.T., p[...] appuyer des revendications de sa[...]res a été très largement suivie : 80 % du personnel en moyenne se[...] les syndicats, 70 % selon la directi[...] La participation a été plus forte [...] province (en particulier dans le M[...] et le Centre) qu'à Paris. Plusie[...] entreprises avaient mis leur pers[...]nel en chômage technique, nota[...]ment Peugeot aux usines de M[...]house, Sochaux et Lille. Dans ce[...] dernière ville, la C.G.T. et la C.F.D[...] affirment que la direction s'[...] servie d'un événement extérieur p[...] prendre une « mesure de chôm[...] partiel déguisé ».

Quelques incidents ont été sig[...]lés. Ainsi, à Montpellier, un ag[...] de police a tiré un coup de revol[...] sur le pneu d'une voiture condu[...] par deux conseillers de l'E.G.F. [...] venaient d'effectuer une opérati[...] de délestage de courant sur un tra[...]formateur.

A Livarot (Calvados), un fabrica[...] de meubles, mécontent des coupu[...] de courant, s'est rendu, escorté [...] son personnel — une vingtaine [...] personnes — jusqu'au centre E.D[...] de la ville et a occupé les loca[...] jusqu'au rétablissement de l'éle[...]tricité.

Les syndicats réunis en fin d'apr[...] midi de mercredi ont demandé à [...] direction une réunion dans les pl[...] brefs délais. La C.F.D.T., quant [...] elle, entend poursuivre l'action [...] lundi 12 mai pour soutenir les reve[...]dications des ouvriers des central[...] thermiques si la direction ne reço[...] pas les syndicats dès vendredi.

● A L'ASSEMBLEE NATIONAL[...] au cours de la séance cons[...]crée aux questions au gouver[...]nement, mercredi 7 ma[...] M. Georges Frêche, déput[...] socialiste de l'Hérault, a évo[...]qué la situation de l'emploi e[...] Languedoc-Roussillon, indi[...]quant notamment que 11,6 [...] de la population salariée y es[...] touchée par le chômage, alor[...] que la moyenne nationale es[...] de 5,9 %.

Dans sa réponse, M. Miche[...] d'Ornano, ministre de l'indus[...]trie et de la recherche, [...] reconnu les difficultés de cett[...] région et constaté que « l[...] *marché du travail y est pe[...] actif* ». Il a indiqué que l[...] ministère du travail procéda[...] à l'examen des motifs d[...] licenciement, notamment dan[...] le bâtiment, et que lui-mêm[...] recherchait les moyens pou[...] encourager les entreprises créatrices d'emploi à se décentraliser dans cette région.



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AGRICULTURE

.es Jeunes Agriculteurs proposent la création d'un Office national du vin

« S'il faut un jour que nous *ous déguisions en arracheurs de* *ignes nous le ferons. »* C'est en es termes que M. Louis Lauga, résident du Centre national des eunes agriculteurs, a présenté evant la presse, mercredi 7 mai, s propositions de son organisa- ion face à la crise viticole.

Le C.N.J.A. demande la création 'un Office national interprofes- ionnel des vins. *« Tout le monde éclame un office, mais nul ne le onçoit de la même façon. Nous e voulons pas que l'Office achète e vin mais gère l'économie vini- ole »*, a-t-il précisé. Au lende- nain des manifestations le viticulteurs, pour résoudre les roblèmes d'écoulement et de ualité engendrés par des rende- nents excessifs, le C.N.J.A. entend oumettre cette initiative aux ouvoirs publics.

« C'est un pouvoir considérable nais nécessaire », selon le C.N.J.A., que l'Office devrait exercer. Cet nstrument paritaire de gestion du narché s'occuperait de tous les ypes de vins — A.O.C., V.D.Q.S., 'ins de tables — et regrouperait roducteurs, négociants et admi- listration. Il aurait plusieurs onctions : — Prévoir et gérer le marché; — Aider toutes les initiatives possibles en matière de politique commerciale d'exportation, de stockage; — Mettre sur pied des mécanismes pour mieux connaître le marché des vins.

Les propositions du C.N.J.A. coïncident avec la nomination par le conseil des ministres du mercredi 7 mai, comme nous l'avons annoncé dans nos dernières éditions datées du 8 mai, de M. Yves Bentegeac, secrétaire général de la préfecture du Var, comme délégué à la rénovation de la viticulture languedocienne.

[Né le 18 novembre 1927 à Saint-Sébastien (Espagne), diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer (1951), M. Yves Bentegeac a été administrateur de la France en Oubangui-Chari jusqu'en 1958, puis fut nommé conseiller aux affaires administratives. Il occupa ensuite plusieurs postes en République Centrafricaine, comme directeur adjoint des finances, contrôleur financier, inspecteur des affaires administratives et enfin conseiller du ministre des finances (1963). De retour en France, il fut chargé de mission auprès du préfet de la région Midi-Pyrénées, successivement auprès de MM. Roger Moris, Alexandre Stirn, Pierre Douell et André Chadeau. Depuis août 1972, M. Bentegeac est secrétaire général du Var.]

COMMERCE

Vers une charte de la consommation

LES PROPOSITIONS DES ORGANISATIONS DE CONSOMMATEURS MÉRITENT SOUVENT APPROBATION, déclare le parti socialiste.

Une délégation des onze associations nationales signataires de la proposition de loi-cadre sur la consommation (*le Monde* du 30 avril) a été reçue mercredi 7 mai par le parti socialiste, annonce un communiqué du bureau exécutif du P.S. Le parti socialiste se déclare *« favorable à toute initiative susceptible d'aboutir à une meilleure prise en compte des intérêts des travailleurs en tant que consommateurs »*. Il estime que *« le projet de loi-cadre proposé par ces onze associations présente un certain nombre d'idées qui méritent réflexion et souvent approbation, notamment en ce qui concerne les droits des consommateurs et la définition des moyens pour exercer ces droits »*.

« Cependant, poursuit le communiqué du P.S., *ce projet ne saurait remplacer une réflexion politique plus profonde »*, portant notamment sur la place que doit avoir la consommation dans l'économie et sur le rôle des consommateurs dans une société socialiste de type autogestionnaire. C'est pour ouvrir la confrontation nécessaire à cette réflexion que le parti socialiste a reçu la délégation des groupements de consommateurs.

[La proposition présentée il y a huit jours par les organisations nationales de consommateurs, document d'une trentaine de pages, prévoit notamment le remplacement de l'actuel Institut national de la consommation par un organisme technique où les consommateurs — aux côtés desquels siégeraient les représentants des syndicats ouvriers et du patronat — seraient largement majoritaires. Elle suggère aussi toute une série de réformes pour contrôler la distribution et la publicité, mieux informer et former les usagers, empêcher la vente de produits nuisibles à la santé, permettre aux consommateurs d'agir plus facilement en justice contre les abus qu'ils décèlent...]

● L'INDICE SUISSE DES PRIX A LA CONSOMMATION a progressé de 0,2 % en avril par rapport à mars et de 9,2 % par rapport à avril 1974.

A L'ÉTRANGER

LES COMMANDES DE L'IRAN A LA FRANCE VONT DOUBLER

L'Iran va commander à la France, avant la fin de l'année, deux unités de production d'électricité de 350 mégawatts chacune, l'équipement de deux mille lits d'hôpitaux, la construction de cinq mille logements, l'aménagement de 900 km d'autoroutes, en association avec une entreprise américaine. En outre vont débuter les travaux d'une usine d'assemblage de Renault 5.

M. Fourcade qui rentre d'Iran, a déclaré que ces différents projets allaient se traduire par des commandes d'au moins *10 milliards* de francs à la France en 1975, soit plus de deux fois le montant des commandes passées l'année dernière (4 milliards de francs).

Au conseil des ministres

L'AIDE A L'EXPORTATION

Le *ministre du commerce extérieur* a rendu compte au conseil des ministres du mercredi 7 mai (voir nos dernières éditions du 8 mai) des missions qu'il a accomplies à l'étranger. Le communiqué ajoute : « Il a fait part de ses réflexions sur la réorganisation des services d'assistance à l'exportation. Il a insisté sur la nécessité d'accentuer la concertation entre les pouvoirs publics et les milieux professionnels et *sur* l'effort d'information et de conseil à consentir en faveur des petites et moyennes firmes exportatrices. »

D'autre part, « les projets de loi autorisant l'approbation de conventions de double imposition avec la Roumanie et la Thaïlande et l'approbation d'une convention sur l'encouragement et la protection des investissements avec l'Egypte ont été adoptés ».

La nationalisation de l'électricité dans les DOM

Un projet de loi portant nationalisation de l'électricité dans les départements d'outre-mer a été adopté par le conseil des ministres du mercredi 7 mai. Le communiqué (voir « le Monde » daté 8 mai) précise :

« A compter du 1er juin 1975, et après paiement des indemnités dues aux ayants droit, les biens et obligations des organismes assurant la production, le transport et la distribution d'électricité dans ces départements seront transférés à l'Electricité de France. Le personnel affecté à ces activités sera intégré au personnel de l'Electricité de France. »

CONJONCTURE

L'EMPRUNT GROUPÉ DE 5 MILLIARDS SERA LANCÉ LE 21 MAI

Par 186 voix contre 92 (P.C., P.S., rad. de g.), le Sénat a adopté le projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt groupé d'un maximum de 5 milliards de francs, en vue de relancer les investissements. Ce texte a donc désormais force de loi.

A la demande de M. Coudé du Foresto (Union centriste), rapporteur général de la commission des finances, M. Poncelet, secrétaire d'Etat aux finances, a confirmé qu'une part de 50 % du produit de l'emprunt serait réservée aux P.M.E. Pour le lancement de cet emprunt, a-t-il aussi précisé, la date du 21 mai a été retenue.

Les conditions seront proches de celles du marché : emprunt à quinze ans, avec différé de remboursement de cinq ans, au taux nominal de 10,30 %. *« Il s'agit d'assurer*, a dit M. Poncelet, *le financement d'investissements supplémentaires et nouveaux. Les programmes devront être lancés avant le 31 décembre 1975 et achevés avant le 31 décembre 1976. Les prêts seront assortis d'une bonification ramenant le taux à 8,5 % pendant les cinq premières années et d'un différé d'amortissement de cinq ans. Le lancement d'investissements nouveaux permettra de retrouver le rythme de croissance et de créer des emplois nombreux. »*

LES ENTREPRISES PUBLIQUES VONT POUVOIR LANCER DÈS MAINTENANT DES COMMANDES SUPPLÉMENTAIRES.

« L'emprunt groupé de 5 milliards de francs destiné aux investissements productifs des entreprises privées sera lancé le 20 mai. L'instruction des demandes de prêts a d'ores et déjà commencé », a fait savoir le gouvernement dans le communiqué publié mercredi 7 mai à l'issue du conseil des ministres (*le Monde* du 8 mai).

Le communiqué précise, en outre, que *« le montant des financements complémentaires destinés à accélérer les programmes d'investissement des entreprises publiques a été notifié à la S.N.C.F., à l'E.D.F., à la Compagnie nationale du Rhône, à la R.A.T.P., aux Charbonnages et au Gaz de France; qui vont pouvoir lancer dès maintenant leurs commandes. »*

Au cours du conseil, MM. Giscard d'Estaing et Chirac avaient rappelé, l'un et l'autre, que les sommes qui seront versées aux entreprises publiques (1 milliard de francs) devront servir à des investissements supplémentaires et générateurs d'emplois. *« Il n'est pas question que cet argent puisse servir à des opérations anciennes, par exemple pour faire face à des dépassements de devis. »* M. Poncelet a précisé la nature des premières commandes prévues par les entreprises : pour la S.N.C.F. et pour la R.A.T.P., du matériel roulant (métro et autobus) et électronique (pilotage automatique) ; pour l'E.D.F., des disjoncteurs, compteurs, transformateurs, câbles, automatismes divers, matériel mécanique, des appareils de combustion ; pour les Charbonnages de France, du matériel d'extraction.

● INDEMNISATION DU CHOMAGE. — M. Hamel, député républicain indépendant du Rhône, s'est inquiété mercredi 7 mai à l'Assemblée nationale des retards enregistrés dans l'application de l'accord sur l'indemnisation des travailleurs licenciés pour raison économique. M. Durafour, ministre du travail, a précisé qu'en mars on estimait à environ trente mille le nombre des bénéficiaires et qu'il semblait, d'après les derniers chiffres, que ces derniers soient actuellement entre cinquante mille et soixante mille.

AFFAIRES

L'offre publique d'échange lancée par Denain-Nord-Est sur les actions Marine-Firminy a échoué

L'offre publique d'échange (O.P.E.) lancée le 5 décembre 1974 par le groupe sidérurgique Denain-Nord-Est sur le capital de la société Marine-Firminy, suspendue le 27 décembre suivant, à la demande de la Commission de la C.E.E. et reprise le 18 mars 1975, a échoué. Denain-Nord-Est n'a pu obtenir les 15 % requis au départ pour remplir son engagement d'échange.

Une telle issue était prévisible *dès les premiers jours de l'offre* publique, lorsque la Compagnie lorraine (groupe Wendel) entreprit de la faire échouer en acquérant, en Bourse, près de 20 % des actions Marine-Firminy, dont le cours s'éleva durablement au-dessus de celui résultant des parités d'échange. Fin décembre, la Commission de la C.E.E. avait bien tenté d'imposer un armistice en faisant suspendre l'O.P.E. et en interdisant à la Compagnie lorraine tout nouvel achat. Mais, quelques jours après, le baron Empain, qui détenait depuis un an 32 % de Marine-Firminy, déclarait vouloir s'associer avec la Compagnie lorraine pour gérer Marine-Firminy et surtout Creusot Loire, sa filiale commune avec Schneider.

Dès lors la cause était entendue, les deux partenaires représentant 52 % de la société convoitée. Placée, comme le gouvernement français, devant le fait accompli, la Commission européenne avalisait l'opération tout en obligeant le baron Empain et, éventuellement, Denain-Nord-Est à ne détenir que 10 % d'une société Marine-Firminy gonflée par les apports de la Compagnie lorraine. C'est dire que l'offre publique de Denain-Nord-Est, dont le résultat ne pouvait être qu'une participation minoritaire, ne présentait plus guère d'intérêt. Ainsi ont pensé les actionnaires sollicités.

Au terme de cette affaire, une conclusion s'impose : depuis l'échec de l'O.P.E. lancée au début de 1969 par B.S.N. sur Saint-Gobain, aucune prise de contrôle « sauvage » n'a jamais pu réussir en France, les actions et interventions les plus diverses les ayant empêché d'aboutir. — F. R.

Selon « Fortune »

EXXON EST DEVENUE LA PREMIÈRE ENTREPRISE INDUSTRIELLE AMÉRICAINE

La compagnie pétrolière Exxon — ex-Standard Oil of New Jersey (Esso) — a remplacé General Motors en tête du classement des entreprises industrielles américaines établi par le magazine *Fortune*. La firme automobile y occupait depuis vingt ans la première place. Le classement 1974 reflète un double mouvement : d'une part, la montée des compagnies pétrolières qui enregistrent un fort accroissement de leurs chiffres d'affaires à la suite de la hausse des prix du pétrole — celui d'Exxon est passé de 25,7 milliards de dollars en 1973 à 42,06 milliards en 1974, — d'autre part, un net recul des fabricants d'automobiles. Chrysler, par exemple, qui figurait à la sixième place du palmarès de *Fortune* en 1973 rétrograde à la onzième.

Voici le classement des dix premières entreprises avec leurs chiffres d'affaires de 1974 en millions de dollars (entre parenthèses, le classement de 1973) :

1. (2) Exxon Corp. : 42 061 ; 2. (1) General Motors : 31 550 ; 3. (3) Ford Motor : 23 621 ; 4. (6) Texaco : 23 255 ; 5. (7) Mobil : 18 929 ; 6. (11) Standard Oil of California : 17 191 ; 7. (10) Gulf Oil : 16 458 ; 8. (5) General Electric : 13 413 ; 9. (8) I.B.M. : 12 675 ; 10. (9) I.T.T. : 11 154.

TROIS PEIGNAGES DE LAINE REGROUPENT LEURS ACTIVITÉS

(De notre correspondant.)

Lille. — Un regroupement dans les peignages de laine de Roubaix-Tourcoing est en cours. Il concerne le peignage Amédée Prouvost (près de 1 500 salariés) et le peignage de Beaurepaire à Roubaix, et le peignage des Francs à Tourcoing. Ce projet à été présenté aux comités d'entreprises des trois sociétés concernées le mercredi 7 mai; 540 personnes seraient touchées par des mesures de licenciement : 250 aux peignages Beaurepaire, 290 aux peignages des Francs.

Le groupement régional des industries textiles (G.R.I.T.) a publié un communiqué dans lequel il déclare : *« La situation actuelle de l'industrie lainière internationale, caractérisée par une baisse importante de la consommation de laine, a vu se développer une concurrence sévère entre les peignages européens. Quelques peigneurs français se voient ainsi conduits à procéder à des regroupements de leurs activités dans le but de préserver le plus d'emplois possible et d'offrir à leurs clients les meilleurs services aux meilleurs prix. Cette nouvelle opération de regroupement, dont la réalisation progressive s'étendrait sur plusieurs mois, entraînerait la progression du peignage français et doterait ce négoce de laine d'un outil efficace et sûr pour affronter la concurrence internationale »*.

Au terme de ce regroupement neuf peignages seulement resteraient en activité en France : huit dans le Nord-Pas-de-Calais, dont six à Roubaix-Tourcoing, et un dans la région de Mazamet.

La France avec une production de 77 000 tonnes de peignés de laine est largement en tête des pays européens devant l'Angleterre et l'Italie.

Si les importations de peignées sont négligeables (entre mille et deux mille cinq cents tonnes par an), par contre l'industrie du peignage de laine français est fortement exportatrice. Depuis plusieurs années les exportations sont supérieures à la moitié de la production.

● LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE MEUBLES DE BUREAU Behin - Robustacier - Meubles passe sous le contrôle de la compagnie britannique Roneo-vickers, qui vient d'acquérir 80 % de son capital. Roneo-Vickers détiendra désormais 31 % du marché français des meubles métalliques de bureau.

MARCHÉS FINANCIERS

NEW YORK

Irrégulier

L'irrégularité a prévalu mercredi à Wall Street. En début de séance, de nouvelles prises de bénéfices consécutives aux hausses de la semaine dernière ont entraîné un repli. Mais, finalement, en fin de séance, quelques achats ont permis à l'indice Dow Jones de clôturer à 836,44, en hausse de 1,72 point. Le nombre des hausses l'emporte de peu sur celui des baisses. Parmi les divers compartiments, des gains substantiels ont été notés aux ordinateurs, avec une hausse sensible pour I.B.M., ainsi qu'aux cinémas (Disney). Tendance soutenue aux textiles, pétroles, électroniques et alimentaires.

Des baisses ont cependant été notées parmi les valeurs sidérurgiques, mécaniques, les compagnies d'électricité et les fabricants d'aluminium.

L'activité a été un peu moins vive que mardi : 22,25 millions de titres ont changé de mains contre 25,41 la veille.

Indices Dow Jones : transports, 170,85 (— 0,45) ; services publics, 75,47 (+ 0,22).

VALEURS	COURS 6/5	COURS 7/5
Alcoa	49 1/4	49 1/8
A.T.T.	50 1/8	50 1/2
Boeing	26 1/4	26 3/4
Chase Manhattan Bank	33 3/8	33 ...
Du Pont de Nemours	129 3/4	130 3/8
Eastman Kodak	104 5/8	106 1/8
Exxon	82 5/8	82 1/8
Ford	38 1/4	35 7/8
General Electric	46 7/8	47 1/8
General Foods	23 3/4	22 7/8
General Motors	43 5/8	44 1/2
Goodyear	18 1/2	19 1/8
I.B.M.	208 3/4	212 3/8
I.T.T.	22 3/4	23 ...
Kennecott	37 1/4	37 1/2
Mobil Oil	40 3/4	39 7/8
Pfizer	33 1/4	33 1/8
Schlumberger	84 1/2	85 3/4
Texaco	23 3/4	24 ...
U.A.L. Inc.	20 1/8	20 1/2
Union Carbide	65 ...	63 3/8
U.S. Steel	60 5/8	60 ...
Westinghouse	15 3/4	15 5/8
Xerox	80 3/4	81 ...

LONDRES

Jeudi matin, à l'ouverture de la Bourse de Londres, on a noté une légère amélioration de la tendance. Dans la première demi-heure de la séance, l'indice du « Financial Times » avait gagné 2,5 points.

Les pétroles sont en hausse et les valeurs industrielles ont également gagné quelques pence.

Peu d'activité sur le marché de l'or.

OR (ouverture) dollars : 165 75 contre 165 75

VALEURS	CLOTURE 7/5	COURS 8/5
War Loan 3 ½ %	23 1/8	23 1/4
Beecham	252 ...	253 1/2
British Petroleum	410 ...	412 1/2
Shell	284 ...	287 ...
Vickers	138 ...	141 ...
Imperial Chemical	239 ...	243 ...
Courtaulds	108 ...	118 ...
De Beers	288 ...	288 1/2
* Western Holdings	36 1/2	36 7/8
Rio Tinto Zinc Corp.	191 ...	194 ...
* West Driefontein	47 5/8	48 1/2

(*) En livres.

● IL N'Y AURAIT PAS DE RÉUNION EXTRAORDINAIRE DE L'OPEP, indique-t-on de source informée. Demandée par l'Algérie peu après l'échec de la réunion préparatoire de Paris entre pays producteur et consommateurs de pétrole, cette session devait se tenir le 15 mai à Vienne. Or certains membres de l'OPEP — le Venezuela notamment — ont estimé qu'une telle réunion était inutile. — *(Reuter.)*

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

A B C E F G H

Déçue par le peu d'empressement de plusieurs partis frères

L'Union soviétique a donné moins d'ampleur que prévu aux cérémonies du trentième anniversaire de la victoire

De notre correspondant

Moscou. — Les cérémonies commémoratives devaient être grandioses. Ne s'agissait-il pas — pour reprendre les termes de la proclamation du comité central du P.C.U.S. en date du 9 février dernier — de célébrer « la victoire remportée par le peuple soviétique (...) sur la force de frappe principale de l'impérialisme mondial » ? Mais les festivités, finalement, seront modestes. Aucune parade militaire ne doit avoir lieu, contrairement à ce qu'on pensait il y a quelques mois. Ainsi, dit-on, en ont décidé les civils, après de longues discussions avec les militaires, qui, à Moscou comme ailleurs, ne portent pas toujours l'uniforme.

Les cérémonies du trentième anniversaire devaient, dans l'esprit des dirigeants soviétiques, permettre surtout de consacrer l'avènement du nouvel ordre mondial né de la dernière guerre. Cette idée se retrouve dans les innombrables commentaires publiés depuis des mois par la presse. M. Nicolas Podgorny la résumait ainsi dans un article-fleuve publié par les *Izvestia* du 12 février dernier : « *La grande guerre patriotique a été essentiellement un affrontement global entre les deux forces opposées de notre ère : le fascisme allemand, représentant les cercles les plus réactionnaires et les plus agressifs du Vieux Monde (...) et le premier Etat socialiste du monde, l'Union soviétique, rempart de toutes les forces progressistes et démocratiques de la planète, obstacle principal aux projets aventuristes de la réaction impérialiste. L'issue de cette lutte a déterminé le destin de l'humanité pour de nombreuses décennies à venir.* »

Le souvenir de vingt millions de morts

Une telle analyse des événements laisse peu de place, on le comprend, à l'effort de guerre des alliés, pour ne rien dire de l'aide américaine accordée à l'Union soviétique au titre du prêt-bail. Il n'est donc pas étonnant de voir ces sujets mentionnés — lorsqu'ils le sont — en quelques lignes seulement, alors que de longs développements sont consacrés aux « *falsificateurs de l'histoire (...) qui exagèrent l'importance des combats sur les fronts secondaires et surestiment la signification des combats des troupes anglo-américaines en Afrique, en Europe occidentale, en Italie (...). La vérité, c'est que c'est le peuple soviétique et son armée qui ont barré la route à l'agresseur, écrasé ses principales forces, libéré l'Europe et sauvé le monde du joug fasciste* » (1).

Ce langage est parfaitement compris par l'opinion publique : le souvenir des vingt millions de Soviétiques morts entre 1941 et 1945 reste présent ici à un point difficile à imaginer pour un Occidental. Soigneusement entretenu, il constitue le meilleur ciment de l'unité nationale, et ce n'est jamais en vain que les dirigeants ont fait, font et continueront sans doute de faire appel à la mémoire collective de leur peuple. Il suffit, pour s'en persuader, de constater que c'est la même émotion qui envahit, à l'évocation des années de guerre, le plus orthodoxe défenseur du régime et le plus impertinent des contestataires.

Les divergences ne surgissent que lorsqu'on aborde certains sujets délicats, comme le pacte germano-soviétique, le rôle de Staline (encore que les historiens officiels ne nient plus aujourd'hui les erreurs et les insuffisances du « *père des peuples* » pendant les premiers mois de la guerre) ou la nature de la résistance du peuple soviétique : fut-elle surtout la manifestation d'un patriotisme traditionnel ou, au contraire, le résultat de plus de vingt ans de « *construction socialiste* » ? Il va sans dire que c'est la seconde hypothèse que retient et exalte la propagande officielle.

Le second message qu'ont tenté de faire passer les dirigeants découle directement du premier : les vingt millions de morts soviétiques, la lutte acharnée contre le nazisme, donnent un certain droit moral à l'U.R.S.S. La dette concerne en premier lieu les pays du bloc socialiste, mais également ceux d'Europe occidentale et aussi ceux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine qui, « *grâce à la défaite de l'Allemagne hitlérienne, se sont affranchis de l'esclavage colonial et se sont engagés d'un pas assuré dans la voie du développement indépendant.* »

On peut penser que le Kremlin a quelque raison d'être déçu. Plusieurs pays socialistes n'ont pas vu en effet d'un bon œil une entreprise qui, selon eux, visait à leur faire reconnaître une nouvelle fois le rôle prépondérant de l'Union soviétique, le droit de regard de Moscou dans leurs affaires. La Yougoslavie, la première, s'est élevée, par la voix de Tito, contre la thèse défendue par le général Yakoubovsky, qui faisait de l'Armée rouge la principale, sinon la seule, force libératrice de l'Europe. Moscou devait, pour une fois, reconnaître son erreur et, depuis la polémique avec Belgrade, la presse soviétique n'oublie plus de mentionner le rôle des partisans et des résistants *non soviétiques*. Un petit pays comme la Roumanie n'a pas assisté non plus avec grand enthousiasme aux préparatifs moscovites du trentième anniversaire. Pour Bucarest, une grande puissance, même socialiste, reste une grande puissance, avec des intérêts qui lui sont propres.

Bref, si, comme on le pense, l'U.R.S.S. avait espéré utiliser les cérémonies des *8 et 9 mai* pour resserrer les liens qui l'unissent aux pays frères, elle a dû finalement modérer ses ambitions. Les délégations des pays socialistes venues à Moscou pour l'anniversaire se situent à un niveau modeste, étant donnée l'importance accordée à l'événement (2). Aucun premier secrétaire n'a fait le voyage, car, manifestement, tous n'étaient *pas* prêts à *accepter* une telle invitation. On s'est finalement contenté de déclarations diffusées à la télévision soviétique de MM. Husak, Gierek, Tsedenbal, Honnecker et Ceausescu. Encore ce dernier s'est-il abstenu, contrairement aux précédents, d'affirmer que « *l'amitié et l'union avec l'U.R.S.S. constituent la garantie de la liberté et de l'indépendance* » des pays socialistes. Un seul secrétaire général de parti communiste occidental a eu l'honneur d'être invité par la télévision soviétique : M. Berlinguer, qui n'est pas un inconditionnel de Moscou, mais dont le parti présente, en l'occurrence, l'avantage de s'être forgé dans la résistance.

Le « prétendu pluralisme »

Les réticences de certains pays frères ne sont pas passées inaperçues au Kremlin, où l'on aurait aussi aimé donner le plus grand éclat au vingtième anniversaire de la création du pacte de Varsovie. Mais, pour ne pas risquer un incident — plusieurs capitales de l'Europe occidentale auraient fait remarquer que l'anniversaire de la création de l'OTAN avait été célébré avec une grande discrétion, — on a, semble-t-il, préféré se contenter du possible, quitte à regretter l'existence « *de certains éléments dans les pays socialistes qui nient le rôle des lois générales gouvernant la construction du socialisme et qui surestiment l'importance des phénomènes nationaux spécifiques. C'est pour jouer sur ces éléments que l'idéologie impérialiste a inventé, entre autres choses, la conception du prétendu pluralisme dans un effort pour diviser à tout prix les partis communistes et les Etats socialistes* » (3).

On peut penser que cette question du pluralisme, loin de s'estomper, va de nouveau poser des problèmes à *Moscou*, à propos de la préparation de la conférence paneuropéenne des partis communistes. Là aussi, en effet, bon nombre de partis communistes — dont certains au pouvoir — sont décidés à ne pas laisser au Kremlin le rôle de guide dont celui-ci s'accommode si bien.

D'autres arguments ont également joué pour convaincre Moscou d'en rester à une certaine discrétion. Les travaux de la conférence de Genève sur la sécurité et la coopération en Europe, d'abord, qui n'en finissent pas de finir et qui supposent un strict et nouveau respect du principe d'égalité entre les Etats, quelle que soit leur puissance ; la politique générale de détente, ensuite, qui reste la ligne de l'U.R.S.S., en dépit des inquiétudes qu'on nourrit de plus en plus à Moscou à propos des incertitudes américaines.

Car, enfin, il y aurait une certaine contradiction à vouloir réduire le nazisme, comme le fait le maréchal Gretchko, « *à la plus puissante force du monde capitaliste* » et à prêcher en même temps la coexistence pacifique entre Etats à régimes sociaux différents. Coexistence pacifique qui a été ébauchée, dit-on aussi, quelque part du côté de l'Elbe il y a trente ans par des soldats américains et soviétiques.

JACQUES AMALRIC.

(1) Le général Pavel Jiline, directeur de l'Institut soviétique de l'histoire militaire, déclaration à l'agence Tass du 28 mars 1975.

(2) Les Etats occidentaux se sont faits également représenter à un niveau relativement modeste. Le général Billotte représente « personnellement » M. Giscard d'Estaing ; lord Mountbatten représente la Grande-Bretagne, et M. Harriman les Etats-Unis.

(3) Citation extraite de la revue *Polititcheskia Samoobrazovanie*, réservée aux cadres du parti.

Le numéro du « Monde » daté 8 mai 1975 a été tiré à 585 274 exemplaires.

LA CHINE DÉCIDE DE NOMMER UN AMBASSADEUR AUPRÈS DE LA C.E.E.

Pékin (*A.F.P.*). — Sir Christopher Soames, vice-président de la commission européenne chargé des relations extérieures, qui préside la première délégation officielle du Marché commun en *Chine*, a déclaré, *jeudi* 8 mai, à Pékin, que la Chine populaire avait décidé de nommer un ambassadeur auprès de la Communauté économique européenne. Il a ajouté que la Chine avait donné son accord pour l'ouverture de « négociations exploratoire » en vue de la conclusion d'un accord commercial avec la C.E.E.

Sir Christopher Soames s'est félicité de la décision prise par la Chine et a souligné que la Communauté la considérait « *comme la plus constructive à ce jour pour le développement de relations plus étroites et plus profitables entre la République populaire de Chine et la Communauté européenne* ».

[Le 6 janvier dernier, déjà, le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Van der Stoel, en visite en Chine, avait annoncé que le gouvernement de Pékin était désireux d'établir avec la C.E.E. un « contact permanent sous une forme ou sous une autre ». Deux jours auparavant, lors du banquet qu'il offrait au ministre néerlandais, le ministre chinois des affaires étrangères, M. Chiao Kuan-hua, avait lancé aux pays européens un appel à la vigilance contre les Deux Grands, qui « préparent la guerre ».

Le 22 avril, M. Tindemans, premier ministre belge, également en visite à Pékin, avait annoncé que la Chine envisageait de nommer un ambassadeur auprès de la C.E.E., confirmant ainsi l'intérêt qu'elle porte depuis ces dernières années à l'unification de l'Europe de l'Ouest.]

En Espagne

DEUX POLICIERS TUÉS EN VINGT-QUATRE HEURES AU PAYS BASQUE

Madrid (*A.F.P., Reuter.*) — Un fonctionnaire de police a été tué le mercredi 7 mai dans la soirée à Bilbao. Son agresseur a pris la fuite. Ce meurtre intervient moins de vingt-quatre heures après l'assassinat à Guernica, au Pays basque, d'un garde civil, et le policier abattu à Bilbao est la sixième victime depuis le début de l'année de la nouvelle vague de violence dans cette région. L'état d'exception a été proclamé par le gouvernement dans le Guipuzcoa et en Biscaye le 25 avril dernier.

Cette série d'attentats a fait monter la tension dans le Pays basque où la police a le droit d'incarcérer les suspects pour une période illimitée, de perquisitionner sans mandat et d'expulser les personnes indésirables. Mardi, la police a annoncé de nouvelles arrestations et la *découverte* d'armes et d'explosifs.

A Madrid la revue *Cambio 16* a été saisie en raison de la publication de plusieurs articles réunis sous le titre général de « Coups à l'opposition ». Selon la revue sept cent quarante-quatre personnes ont été détenues en Espagne depuis le mois de février, dont deux cent soixante-seize professeurs et étudiants. *Cambio 16* avait déjà été suspendue trois semaines en mars. Le tirage de la revue est passé en un an de 20 000 à 50 000 exemplaires.

LES FÊTES D'ORLÉANS

Jeanne d'Arc incarne « un patriotisme de pai[x] donc un patriotisme pour notre temps »

déclare Mme Giscard d'Estaing

De notre envoyé spécial

Orléans. — *C'est dans une ville arborant partout ses couleu[rs] — rouge et or — mêlées aux drapeaux tricolores que Mme Gisca[rd] d'Estaing a commencé de présider, jeudi matin 8 mai, les cérémon[ies] commémorant le cinq cent quarante-sixième anniversaire de [la] libération d'Orléans par l'armée de Jeanne d'Arc.*

Dès le lever du soleil, les cloches de la ville ont sonné à to[ute] volée. Après la célébration, en début de matinée, du trentiè[me] anniversaire de la victoire de 1945, au monument aux morts [du] boulevard de Verdun, une messe solennelle a rassemblé, dans [la] cathédrale Sainte-Croix, de très nombreuses personnalités loca[les]. L'épouse du président de la République a assisté à l'office, cepe[n]dant que, à travers les rues pavoisées, un long cortège d'associati[ons] folkloriques, régionales et étrangères se rendait, musique en t[ête], sous la pluie, jusqu'à la place du Martroi, devant la statue [de] Jeanne d'Arc.

Mme Giscard d'Estaing a ensuite célébré, à l'hôtel de ville, le souvenir de l'héroïne : « *Certaines nations*, a déclaré l'épouse du chef de l'Etat, *s'identifient sous les traits d'un homme. La France se représente à elle-même dans la personne d'une femme, d'une jeune fille. Je suis convaincue que, dans l'inconscient collectif de la nation, Jeanne d'Arc, douce pour les humbles, forte face aux puissants, est à l'origine de cette personnification.* »

Mme Giscard d'Estaing a ajouté : « *Ce n'est pas seulement pour nous, Français, que la figure de Jeanne d'Arc a conservé, à travers le temps, sa capacité d'émouvoir, car les valeurs qu'[elle] incarne sont réellement univ[er]selles. Cela est vrai, bien sûr, [des] vertus chrétiennes qu'elle poss[édait] au plus haut degré. Cela est [vrai] également de son patriotis[me]. Celui-ci ne doit rien à l'esprit [de] conquête, ni à la volonté de [do]mination. Il est à l'opposé [du] nationalisme. Il n'est fait, semble-t-il, que de piété, de f[idé]lité et d'amour. Il y a en [lui] quelque chose d'évangélique. [Oserai-je] dirai-je qu'il est d'essence fé[mi]nine ? Ce patriotisme-là vaut [pour] chaque peuple et pour tous [les] peuples ensemble. C'est un pat[rio]tisme de paix, donc un pat[rio]tisme pour notre temps.* » — B

A l'Assemblée nationale

M. Ducray : la salubrité des plages est généralement satisfaisante

M. Michel Crépeau, maire de La Rochelle, député radical de gauche de la Charente-Maritime, a attiré le mercredi 7 mai à l'Assemblée nationale l'attention sur « *la pollution inquiétante de plages françaises* ». M. Gérard Ducray, secrétaire d'Etat chargé du tourisme, a contesté le caractère « *dramatique* » du phénomène évoqué. Citant une étude réalisée l'an dernier, il a constaté que sept plages seulement sur quatre-vingt-quatre offraient une qualité d'eau inacceptable. La salubrité généralement satisfaisante des plages françaises ne supprime toutefois pas, à son avis, la nécessité de lutter contre les points noirs et de préserver la qualité du milieu marin.

Après avoir précisé que 8,5 millions en 1974, 15 millions début 1975, ont été consacrés à des opérations « *rivages propres* », il a rappelé la décision du gouvernement d'interdire tout rejet en mer qui n'aura pas subi au moins une épuration primaire, ainsi [que] la mise en place d'un réseau [na]tional d'observation de la qu[alité] du milieu marin. Enfin, il [s'est] déclaré favorable à un g[rand] débat sur la pollution des pla[ges] à partir par exemple des con[clu]sions de la commission d'enq[uête] parlementaire sur la pollution [du] littoral méditerranéen.

« *Vous baignez dans l'eu[pho]rie* », a constaté M. Crép[eau]. « *Dans le réalisme* », a co[ntré] M. Ducray. Pour le député [de] Charente-Maritime, le prob[lème] *est effectivement* dramat[ique] dans la mesure « *où les co[llec]tivités locales n'ont manif[este]ment pas les moyens de rem[édier] à cette situation par les m[oyens] de financement traditionnels* ».

D'autre part, M. Mauger, dé[puté] U.D.R. de la Vendée, [s'est] inquiété d'éventuelles instruc[tions] limitant le droit de constr[uire] dans les campagnes. En répo[nse], *M. Robert Galley, ministre* [de] l'équipement, a précisé : « [En] *zone rurale, ou bien il y a [un] plan d'occupation des sols, [et il] n'y a pas de problème, ou [bien] aucun document d'urban[isme] n'est applicable et il faut être prudent, car certaines const[ruc]tions peuvent gêner les acti[vités] agricoles ou détruire l'harm[onie] des paysages. Le projet de réfo[rme] foncière propose un certain n[om]bre de solutions pour une m[eil]leure protection des espaces n[atu]rels.* »

LES MOUTONS DE M. BÉCAUD

Gilbert Bécaud ne comprend plus très bien. Il avait pourtant bavardé avec les paysans du coin. C'était « presque des copains ». Il avait « bu un coup avec eux au café ». Il leur avait dit ce qu'il allait faire de ces deux fermes contiguës qu'il avait entrepris d'acheter dans la Vienne : 56 hectares à Saint-Pierre-la-Maille, 58 hectares à La Bussière. En retaper d'abord les bâtiments, car ce sont presque des ruines : piscine, auditorium, salle de projection ; y installer ses enfants, peut-être mettre quelques moutons sur les terres, car elles ne sont « pas de la meilleure qualité ».

Personne n'avait bronché. On avait signé tranquillement le compromis de vente chez le notaire. Les fermes, qui appartenaient à une Parisienne, devaient être reprises pour environ 1,3 million de francs.

Depuis quelques jours, la situation s'est retournée. Les agriculteurs de Saint-Pierre-la-Maille et de La Bussière ont saisi de l'affaire la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural, lui demandant d'exercer son droit de préemption sur les deux fermes. Ils veulent bien que M. Bécaud se crée un résidence secondaire, mais pas qu'il mette des moutons sur les 114 hectares aujourd'hui exploités en location, semble-t-il, par plusieurs paysans du coin.

Gilbert Bécaud menace : « Je m'en irai ailleurs. » Qu'il se console. Avant lui, Jean Gabin et Louis de Funès ont connu la même situation.

NOUVELLES BRÈV[ES]

● *La Thaïlande et la Corée [du] Nord* ont signé, jeudi 8 mai [à] Bangkok, un accord sur l'étab[lis]sement de relations diplomatiq[ues] entre les deux pays. — (*A.F[.P.]*)

● *Recrudescence des atten[tats] en Cisjordanie.* — Un chauf[feur] de camion qui regagnait Is[raël] après avoir ramené chez eux [des] travailleurs arabes des villa[ges] cisjordaniens de Siris et de M[...]taloum, près de Djenine, a [été] tué mardi 6 *mai*. *Le jou[rnal] Maariv* annonce, d'autre p[art], qu'un chauffeur de taxi a été [...] dans la nuit de mardi à merc[redi] à Naplouse, en Cisjordanie. [Le] maire de cette ville a été [vic]time d'un sabotage, plusie[urs] machines ayant été endommag[ées] dans une usine qui lui apparti[ent]. — (*A.F.P.*)

● *La Grèce*, revenant à la d[er]nière minute sur sa décision [d']envoyer son ministre de la [dé]fense, M. Averoff, n'a pas par[ti]cipé à la réunion des ministres [de] la défense de l'Eurogroupe [qui] s'est tenue mercredi 7 mai [à] Londres. — (*A.F.P.*)

● *M. Mario Soares*, secréta[ire] général du parti socialiste p[or]tugais, a annoncée le merc[redi] 7 mai à Lisbonne, que M. Fr[an]çois Mitterrand, premier sec[ré]taire du parti socialiste franç[ais], envisage d'organiser dans sa p[ro]priété des Landes, à une d[ate] non fixée, une réunion des d[iri]geants socialistes de France, [du] Portugal, d'Italie, d'Espagne [et] de Grèce. — (*A.F.P.*)

● *L'affaire du tiercé du p[rix] Bride abattue.* — M. Jean [...]chaud, premier juge d'instructi[on] à Paris, a fait libérer deux p[a]rieurs marseillais : M. Gér[ard] Zaroukian, détenu depuis [le] 19 décembre, et M. Eugène F[...]rero, écroué le 25 mars.

